

La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation

n° 56 / Hors série / décembre 2015 - www.andev.fr

SOMMAIRE

01 ÉDITO

02 Genèse de la présente compilation de témoignages des compagnons de route de l'ANDEV

03 L'ANDEV va fêter ses 25 ans !

04 VIE DE L'ASSOCIATION

04 Témoignages de :

- | | |
|------------------------|-----------------------|
| 1. Francis Oudot | 15. James Poitevin |
| 2. Patrick Montier | 16. Elisabeth Saby |
| 3. Philippe Gilles | 17. Frédéric Jésus |
| 4. Pascal Bavoux | 18. Francis Vernhes |
| 5. Hubert Taglang | 19. Pierre Chartier |
| 6. Jean-Michel Grenier | 20. Chantal Blandel |
| 7. Anne Marie Barriac | 21. Anne Aba Perea |
| 8. Jean Delagrave | 22. Luc Bentz |
| 9. Pascal Bouchard | 23. Jean-Louis Auduc |
| 10. Danièle Hector | 24. Claire Leconte |
| 11. Eric Favey | 25. Yves Fournel |
| 12. Michel Bayet | 26. Eric Pateyron |
| 13. Rémi Prieur | 27. Bernard Meyrand |
| 14. Sylvain Benaïm | 28. Nicolas Debucquet |
| | 29. Jean-Luc Iffrig |

50 LECTURES

édito



Anne-Sophie Benoit,
Directrice de l'Enfance
et de la Jeunesse,
Ville de Dunkerque,
Présidente de l'ANDEV

La jeune mais riche histoire de notre association qui compte aujourd'hui 25 années méritait qu'on s'y attarde, notamment dans un contexte fortement évolutif de nos politiques éducatives et à plus forte raison de nos métiers. Le travail de recherche dont les premiers résultats prennent la forme d'une compilation de témoignages a été confiée à Janine Bouvat membre du CA de l'association, accompagnée dans sa tâche par Francis Oudot et Alain Bocquet à l'origine - avec d'autres membres que vous allez pour certains découvrir dans les prochaines pages - de la fondation de l'ANDEV et d'autres collègues. Ces premiers témoignages qui émanent d'adhérents, de partenaires, de politiques ou encore d'intellectuels et de compagnons de route ayant participé de près ou de loin à la vie de notre association et que je remercie, vous sont présentés dans ce hors-série de la communale. Leur lecture éclaire l'évolution des actions, projets, engagements et métiers éducatifs à travers l'ANDEV. Leur lecture renforce notre fierté d'appartenir à l'ANDEV et nous invite à poursuivre notre travail collectif en son sein, dans un paysage territorial en plein bouleversement. Je vous laisse les découvrir en attente des prochaines contributions qui prendront place dans l'ouvrage sur les 25 ans de l'ANDEV dont la sortie est prévue en 2016 pour notre plus grand plaisir.

Genèse de la présente compilation de témoignages des compagnons de route de l'ANDEV

L'idée d'un travail de mémoires, afin de penser l'évolution du projet associatif de l'ANDEV, s'énonça lors d'une commission permanente de notre association à la fin de l'été 2014, quand Nicolas Debucquet - secrétaire national - évoqua la nécessité de se pencher sur notre projet associatif, et que notre présidente Anne-Sophie Benoit contextualisa cette approche avec les 25 ans de l'ANDEV.

Je demandai alors ce qu'il était advenu du travail de thèse dont on avait parlé pour fêter les vingt ans de l'Andev. L'information du non aboutissement de ce travail commencé par Isabelle Maistre, aujourd'hui maire adjointe de Bourg en Bresse, nourrit l'idée de reprendre un travail d'analyse et le conseil d'administration me confia le dossier du projet.

Dans un premier temps, Alain Bocquet conforta cette idée d'analyse historique de notre association qui lui importait depuis longtemps. Il suggéra un long article plutôt qu'un « ouvrage », avec des focus, des interviews et des illustrations, évoquant, les fondateurs, les ambitions, les congrès et les époques, les présidents, l'actualité de l'association et peut-être un ou deux points de vue extérieurs. Historienne de formation et partageant donc cette même passion qu'Alain, je me penchai sur la collecte de témoignages afin d'alimenter cet article qui pourrait avoir comme plan le contexte et la genèse de la création de l'Association (ou deux ans de préhistoire ?), puis des chapitres par présidences, si c'était repérable, et donc par périodes affichant des enjeux et actions particulières qui dégageraient les axes de la politique éducative défendue par notre association.

Il y aurait ainsi à aller voir les sources de notre association, dont celles d'Alain, à faire un partage d'écriture entre les trois présidents, les regards croisés des compagnons de route, une énumération de nos activités avec photos (dont celles des réseaux régionaux) et en épilogue les questions pour les vingt ans à venir de l'association. Lors de cette proposition de cadre à Francis Oudot, à notre demande de rédaction, je me surpris à rire franchement lorsque je lus sa réponse fort juste « facile pour les questions des 20 ans à venir, ce sont les mêmes que pour les trente années passées ! »

Trois projets naquirent de ces échanges, ayant pour objectif d'être support aux débats d'un projet associatif pour une deuxième génération de directeurs de l'éducation, suivant l'adage « pour savoir où aller regardons d'où l'on part ».

Le premier projet fut de recueillir les témoignages

des compagnons de route ayant croisé l'ANDEV avec un questionnaire facilitateur. Dans les moments de pause du Congrès de Reims, sur les fauteuils de l'amphithéâtre, la naissance du questionnaire prit forme notamment grâce à Claire Britten et Nicolas Aury. Puis il fut testé à table auprès de Thierry Léouffre et Peggy Félix-Faucher. Ensuite, toujours à table, nous présentâmes le projet à Frédéric Jésus qui promit d'y répondre. Lorsque l'appel à témoignages fut lancé, il fut effectivement le premier, à nous apporter sa contribution que je relayai immédiatement à notre conseil d'administration. La richesse de son contenu nous encouragea à poursuivre.

Le deuxième projet concerna la communication de ces témoignages pour lesquels Chantal Blandel conçut en mai le deuxième questionnaire aux organisateurs de Congrès. Pensés comme un matériau support aux débats d'une journée thématique sur le projet associatif ou/et de l'Assemblée Générale 2015 du futur Congrès, Philibert Adamon, également présent au Congrès de Reims comme éditeur des éditions Weka, partenaire de l'ANDEV, confirma la possibilité et l'intérêt partagé que, dix semaines avant l'évènement, une dizaine de textes des compagnons de route s'alterne hebdomadairement sur leur site internet.

Au regard des témoignages nous arrivant, la compilation de ceux-ci dans des communales « hors-série » fit alors son chemin. C'est ainsi qu'aujourd'hui vous allez découvrir la trentaine de premiers témoignages dont nous remercions chaleureusement leurs auteurs. C'est sur eux et ceux à venir, que Francis Oudot, notre Président d'honneur, prépare avec quelques-uns d'entre nous notre troisième projet : un ouvrage sur la première génération de notre association à partir de toutes les sources et questions précédemment décrites pour lequel nous lancerons courant 2016 une souscription.

Ce numéro de la communale, qui pour des raisons de calendrier d'édition, à fins de diffusion au Congrès de Lyon, est obligé d'arrêter sa maquette telle qu'elle est présentée aujourd'hui, n'est donc qu'une première compilation qui appelle à d'autres témoignages que nous avons hâte de recevoir et lire.

En cette attente je vous souhaite beaucoup de plaisir à ces premières lectures.

Janine Bouvat

Membre du Conseil d'Administration

L'ANDEV va fêter ses 25 ans !

L'histoire commune des 25 ans de l'ANDEV et de 25 années de construction des politiques éducatives locales

Appel à contributions

Apparue il y a bientôt 25 ans comme un OVNI dans le grand univers institutionnel français de l'éducation, l'ANDEV s'apprête à fêter son quart de siècle d'activité.

Un tel anniversaire est l'occasion de jeter un coup d'œil dans le rétroviseur, pour se rappeler d'où l'on vient, ce que l'on a produit, pour mieux déterminer où l'on va.

Fort de cette idée, le Conseil d'Administration de l'ANDEV a validé une démarche visant à recueillir des témoignages de ceux qui ont contribué (et contribuent encore) à dessiner les contours de notre réseau. Pour ce faire Janine Bouvat a regroupé autour d'elle deux membres de la «branche historique» (Alain Bocquet et moi-même) afin de rassembler les regards de membres, de partenaires, d'amis, de témoins ou de compagnons de route, et de recueillir leurs témoignages sur le chemin parcouru, et constituer un «kaléidoscope» de cette période post-décentralisation.

Un questionnaire a ainsi été élaboré pour servir de prétexte et de support à une expression libre et personnelle sur un ou plusieurs aspects du positionnement, de la vie et des actions de l'ANDEV depuis sa fondation jusqu'à ce jour.

Les questions posées sont les suivantes :

Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer.

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

Un questionnaire spécifique a également été élaboré à l'intention des collègues qui ont organisé des colloques, congrès, journées thématiques ou de formation.

Il s'agit, bien entendu, de témoigner d'un ou de plusieurs aspects «fondateurs» et de dessiner, autour de nos valeurs communes, les perspectives qui s'offrent aux générations actuelle et à venir dans notre domaine d'action.

On l'aura compris, il s'agit d'un prétexte pour solliciter une expression libre, multiforme, plurielle, par ceux qui ont compté, participé, observé, ou réagi dans les temps forts de notre réseau éducatif territorial et sur la façon dont ils ont perçu l'émergence des territoriaux dans le monde de l'éducation. L'enjeu étant, pour nous, d'inscrire également la fondation et la structuration de l'ANDEV dans le contexte de la structuration et du développement des politiques éducatives locales.

Ainsi, vos témoignages alimenteront et soutiendront notre démarche introspective, travail de mémoire nous aidant à formaliser une analyse éclairée par nos cultures, nos expériences professionnelles et notre histoire au cœur du système public de l'éducation. Chaque contribution que vous pourrez apporter à cette démarche sera importante pour atteindre cet objectif. Ces témoignages pourront donner lieu à publication (pour tout ou partie et sous réserve de votre autorisation préalable) dans un recueil à finaliser pour un prochain congrès de l'ANDEV, diffusé à travers divers supports d'information et de communication (La Communale, rubrique «actualité» des éditions Weka etc...).

Ils compléteront, en l'illustrant et en lui donnant une dimension «humaine» supplémentaire, la base documentaire à partir de laquelle je proposerai aux Présidentes qui m'ont succédé ainsi qu'à Janine BOUVAT et Alain BOCQUET, membres du conseil d'administration qui co-animent cette démarche, la trame rédactionnelle d'un ouvrage sur le thème «l'ANDEV et 25 années de construction de politiques et de projets éducatifs locaux»

À vos plumes donc, pour quelques lignes sur l'une ou plusieurs des questions ci-dessus, pour un témoignage ou une réaction personnelle (dans la limite de deux à trois pages ...).

Vos contributions sont à adresser à Janine BOUVAT janine.bouvat@gmail.com et nous vous en remercions par avance.

Francis Oudot

Président d'honneur de l'ANDEV

L'ANDEV va fêter ses 25 ans !

Pour fêter les 25 ans de l'ANDEV sur deux ans (premières rencontres en 1990 et fondation de l'association en 1992), le Conseil d'Administration de l'ANDEV, a décidé de recueillir les témoignages des acteurs et compagnons de route qui ont contribué (et contribuent) à dessiner les contours de notre réseau.

Ce travail qui rassemble déjà une trentaine de regards n'est pas une collection de mémoires mais une ressource pour accompagner l'association dans sa réflexion présente et en devenir. Les éditions Weka ont mis à notre disposition leur rubrique actualité pour publier tout ou extrait de ces témoignages, chaque semaine jusqu'au Congrès, dont la totalité à ce jour avec l'autorisation de leurs auteurs est rassemblée ici :

Francis OUDOT

Président d'honneur de l'ANDEV



Comment allait se passer ce saut de (presque) 25 ans en arrière, pour amorcer ce projet collectif (conçu plus particulièrement avec Alain Bocquet et Janine Bouvat) de regrouper des témoignages émanant de collègues, de partenaires, d'intellectuels, de politiques, de témoins et de compagnons de route qui ont participé, d'une façon ou d'une autre à la constitution et à la vie de l'ANDEV ? Telle était la question que je me posais en prenant mon téléphone pour tenter de joindre des dirigeants de la première heure de notre association, collègues et souvent amis, plus ou moins perdus de vue ?

Etrange sensation d'une voix qui ressurgit, suivi d'un court silence d'étonnement puis, presque immédiatement, le temps qui s'efface... La chaleur, la cordialité, la complicité qui m'ont lié à eux ressurgissaient spontanément signe, s'il en fallait, que ce que nous avons partagé durant toute la période 1992/2004 où j'ai animé notre réseau reposait sur des fondements solides, des valeurs ancrées, bien au-delà des souvenirs certes agréables mais bien plus volatiles, du moins pour mon cerveau qui a, lui aussi, 25 ans de plus ! Et, de fil en aiguille fort de ces lointains témoignages, comme de ceux beaucoup plus proches, par la magie du téléphone et du mail, l'image de 25 ans d'ANDEV dans son décor « institutionnel et relationnel » se reconstruisit, pixel par pixel, sur l'écran de mon ordinateur.



Au début, il y eut la Bretagne : lorsque nous nous sommes retrouvés en cette fin 1991, à l'invitation de Patrick Montier, dans le cadre de la manifestation Rennaise « Scola », nous étions une trentaine de responsables des services scolaires, enseignement ou éducation de grandes villes, pour la plupart récents dans la responsabilité « éducative » mais pas forcément novices dans la fonction publique territoriale. Moins de dix ans s'étaient passés depuis les lois de décentralisation, et à peine plus de deux ans depuis la loi d'orientation sur l'éducation, et la plupart des villes gérât le domaine scolaire selon les fondamentaux de l'école communale (de garçons) de Guizot en 1833 : « le matériel à la commune, le spirituel à l'état ».

La construction du nouveau cadre institutionnel du système éducatif français s'élaborait en s'obstinant à préserver son centralisme tout en subissant le choc de l'un des principaux préceptes induit par la théorie des « blocs de compétences » attachée aux lois de 1982 et 1983, à savoir « qui paye décide ! ».

S'il y avait encore parmi nous quelques enseignants détachés, nous étions majoritairement des cadres territoriaux : la création du grade d'attaché avait un peu plus de dix ans et si les filières culturelles, sportives, sanitaires et sociales, urbanistiques faisaient l'objet de revendications, de tractations ou de structuration, la filière éducative territoriale n'était absolument pas concevable, tant le terme « éducation » était si exclusivement fusionné à celui de « nationale ».

Ainsi, ce qui est apparu dès nos premières rencontres, c'est que nous avons besoin de parta-

ger autour de notre conception du service public d'éducation, porteuse de valeurs, que nous avions la même soif d'échanger et de réfléchir sur nos pratiques professionnelles, que nous étions confrontés à un impérieux besoin de sortir d'un isolement quotidien dans lequel nous enfermait, souvent dans un climat conflictuel interinstitutionnel, notre métier qui n'avait pas (encore) de nom... A ce sujet, il faudra attendre une enquête menée par l'ANDEV en 1999 pour dresser un premier « contour précis » du « métier de directeur de l'éducation » et un « profil » des cadres qui occupaient ces fonctions.

Certains d'entre nous voyaient dans la structuration associative le danger de la constitution d'une structure de pouvoir corporatiste, et c'est donc sous la forme d'un réseau d'échanges entre « directeurs de l'éducation des grandes villes de France » que nous avons décidé de nous organiser, pour travailler ensemble, en commençant par organiser des rencontres professionnelles annuelles, compiler nos pratiques, afin de bâtir nous-mêmes le contenu des formations et mettre sur pied un outil de communication entre nous. Et par un vote à main levée dans un amphithéâtre rennais j'ai été désigné comme le représentant de ce réseau, malgré ma tenue motarde et mes cheveux longs et hirsutes, témoins d'un long trajet Reims-Rennes dans des conditions climatiques assez rudes.

C'est avec le soutien de la délégation interministérielle à la Ville, qui avait détecté en notre association (grâce à l'une de ses conseillères techniques, Marie Raynal) un levier possible pour introduire et soutenir un volet « éducation » dans les contrats de ville, que furent organisés, à Paris, les premiers vrais « stages de formation » de directeurs de l'éducation. Les modules conçus par Pascal Bavoux du Cabinet d'étude Lyonnais « trajectoires », intégrant des éléments d'enquête qu'il avait réalisée en 1992 sur « la structuration des services éducation-affaires scolaires » (financée par le CNFPT), furent très riches. Révélation pour certains, confirmation pour d'autre : La « politique éducative locale » existait, elle avait une histoire, elle était légitime, porteuse de valeurs, créatrice de compétences, génératrice de valeur ajoutée professionnelle pour les cadres territoriaux que nous étions.

Le problème était simplement que nous étions les seuls à en prendre conscience, à un moment où les plus grands chercheurs en sociologie et sciences de l'éducation s'évertuaient à prouver que l'émergence du local dans le système éducatif français était un danger d'accroissement des

inégalités de moyens, d'accélérateur des spécialisations spatiales éducatives, de ghettoïsation, et d'introduction de l'arbitraire politique des élus locaux dans l'école...

Il y avait là, Philippe Gilles de Valence, Jean-marc Burban de Nantes, Christian Calvez de Brest, Hubert Taglang de Strasbourg, Alain Bocquet de Nanterre, Yves Coquillot et Jean-Michel Grenier de Dijon, Marie-Christine Portet-Salomon de Perpignan, Jean-Pierre Garcia de Marseille... et quelques autres... Ces stages furent le creuset d'une réflexion collective, d'une recherche-action qui déboucha sur la constitution officielle de l'ANDEV, en 1992, par l'adoption de ses statuts, l'élection de son premier bureau et de sa commission permanente au congrès suivant.

Le métier de Directeur de l'éducation, Cadre communal chargé de l'aide à la conception et de la mise en œuvre de la politique éducative locale dans toutes ses composantes, était porté sur les fonts baptismaux, sauf pour le CNFPT dont ni le catalogue de formation, ni le répertoire des métiers, ne comportèrent avant longtemps, de référence explicite aux métiers territoriaux de l'éducation.

A une époque où le micro-ordinateur était totalement absent de l'administration communale, internet inaccessible et le téléphone portable inexistant, le support papier était le seul moyen de communiquer en réseau. Le groupe actif du réseau (qui comportait outre les collègues déjà cités, Claudine Drouet d'Orléans, Anne-Marie Barriac de Villeurbanne, Geneviève Sauve de Lyon, Claude de Girardi de Nîmes, Patrick Guffroy de Lille et Patrice Obers de Paris) a soutenu la proposition faite par Patrick Montier, heureux innovateur car unique possesseur d'un « Mac », de rédiger une « lettre de liaison » à l'intention des directeurs de l'éducation des grandes villes.

Le débat sur le titre de ce « journal » a eu lieu dans une ambiance de franche rigolade et d'imagination fertile, comme c'était le cas régulièrement le cas lors de nos réunions. C'est en pensant à mon défunt père, instituteur rural et secrétaire de Mairie, que j'ai proposé « la communale » jouant sur le double signifiant de l'école et de l'administration communale, toutes deux constituantes du décor de ma propre éducation. Ainsi naquit « La Communale » dont les premiers numéros composés de quelques pages, retraçaient nos échanges, nos rendez-vous, mais comportaient aussi quelques articles satiriques, dignes de « Charlie Hebdo » à la sauce éducation...

Le premier numéro, un quatre pages édité à la photocopieuse en 100 exemplaires en janvier 1995 traitera, outre de la structuration de l'ANDEV, de deux sujets, à savoir les rythmes scolaires avec une semaine de 4 jours ou le report du samedi matin travaillé au mercredi matin et l'organisation des temps périscolaires et des « nouvelles études dirigées ». Il indiquait que l'association avait 50 membres actifs ayant payé leur cotisation « personnelle » de 100 francs.

Il annonçait enfin le Congrès d'Orléans (ville siège social de l'association), organisé la même année, par Claudine Drouet et Jean-Michel Fricheteau sur le thème « quelle école maternelle et élémentaire dans la société d'aujourd'hui ? La confirmation du rôle des villes » avec la bienveillante participation d'Antoine Prost, Adjoint au Maire de cette ville et historien en éducation.

Lorsque je l'ai sollicitée pour sa contribution au témoignage des 25 ans de l'ANDEV, Claudine Paillard qui m'a succédé à la Présidence en 2004 (et qui est aujourd'hui DGA dans le secteur sanitaire et social, toujours à Rennes) souligna combien il était frappant de voir que, plus de 20 ans après, les mêmes questions se posent, sur les mêmes thèmes, avec les mêmes argumentaires. Ce à quoi je n'ai pu que me référer à cette brillante démonstration que fit lors de nos premiers congrès, son compatriote Rennais, le Recteur Durant-Primborgne (qui fut Directeur général des enseignements scolaires au Ministère de l'Éducation nationale) prouvant « le rythme trentenaire incompressible au sein de l'éducation nationale pour concevoir, décider et mettre en œuvre une réforme... ». Tous les espoirs nous sont donc encore permis !

La problématique de l'élargissement aux communes de plus petite taille démographique, au sein desquelles les services scolaires étaient en cours de constitution, provoquant l'arrivée de nouveaux professionnels frappant à la porte de l'ANDEV à la recherche d'échanges et de formations, fera l'objet de débats au sein de l'association, plus particulièrement au colloque de Cergy Pontoise en 1997; la porte s'entrebailla et l'association des directeurs de l'éducation des grandes villes de France entra alors de plein pied dans sa « phase institutionnelle », en s'élargissant progressivement à l'ensemble des responsables éducation des villes, et plus tard, des départements.

Réunie mensuellement à la direction des affaires scolaires de Paris, ou notre collègue Jean-Pierre Obers se débattait notamment avec ses inscriptions scolaires et ses animateurs municipaux dans les

écoles, la commission permanente établit rapidement un rituel de travail et de productivité, dans une ambiance laborieuse, respectueuse et joviale à la fois, qui débutait au bruit des sabots des chevaux de la garde républicaine qui faisaient leur exercice du matin dans la cour adjacente, s'agrémentait d'une pause méridienne pleine de finesse gastronomique et d'esprit affuté, à l'effigie évocatrice du restaurant voisin « la petite canaille », et se concluait par des départs échelonnés au rythme des avions, des trains, des RER ou autres moyens de transport pour rejoindre qui la banlieue, qui l'un des cinq coins de l'hexagone d'où il était parti le matin même.

Après une longue période à la Direction des affaires scolaires, le lieu de réunion changera plusieurs fois dans Paris, le président et le bureau également, mais le rituel subsistera, que ce soit occasionnellement dans le froid show-room mis à notre disposition par Jean Delagrave, premier partenaire de l'ANDEV, que ce soit au siège de la Caisse des dépôts, ou à celui de la ligue de l'enseignement ...

Les relations nouées avec l'Association des Maires de France, et plus particulièrement avec les élus présidant la commission « éducation » de l'AMF, posèrent de part et d'autre, la question des enjeux et des limites voire des « dangers » des relations « élus-cadres territoriaux » comme elle s'était déjà posée (et peut-être se posera-t-elle encore dans l'avenir) avec le « Réseau Français des Villes Éducatrices » regroupant les adjoints aux Maires chargés des affaires scolaires ou de l'éducation dans plusieurs des villes au sein desquels œuvraient nos collègues. Ce fut le cas de Patrick Montier, mais aussi de Claudine Paillard dont l'Adjoint à l'éducation était président du RFVE. Ce fut aussi le cas de Jean-Michel Grenier dont l'élue siégeait au RFVE et de Marie-Christine Portet-Salomon dont l'élue siégeait à la fois à l'AMF et au RFVE.

À la différence des directeurs des sports ou des directeurs de CCAS, par exemple qui « firent alliance entre élus et fonctionnaires » autour de « conceptions » politiques ou d'intérêts catégoriels, l'ANDEV a pu contourner l'écueil en se centrant sur ses essentiels : les échanges et la capitalisation des pratiques/ la formation des pairs/ la recherche action dans les enquêtes et les congrès.

Cette démarche se concrétisera à l'occasion d'une enquête, première du genre, réalisée par l'ANDEV, conjointement avec l'AMF sur « les Maires et l'éducation », lors du Colloque de Reims de 2001 à la sortie des élections municipales (édité pour la première fois sur support cd-rom).

Avec cette « incursion dans le champ politique de l'éducation » correspondent également les premiers contacts avec la presse, d'abord spécialisée, puis généraliste, l'une et l'autre découvrant un « interlocuteur nouveau » au travers de l'ANDEV, et ce non sans une certaine méfiance à l'égard de fonctionnaires territoriaux soupçonnés d'être inféodés personnellement ou politiquement à leur Maire ou à leur Président. Mais, comme le décrit Pascal Bouchard, journaliste spécialiste de l'éducation, (alors au magazine « enfant d'abord » et aujourd'hui écrivain et responsable du site ToutEduc.fr) il lui avait semblé, dans ses premières rencontres avec nous, que les fonctionnaires territoriaux chargés de l'éducation (dans les villes ou les départements) avaient une certaine indépendance au politique, qui transparaissait dans « des propos à la fois généreux et de bon sens » (et ce, bien que je sois arrivé à notre première entretien à moto et que j'avais, selon lui « une barbe à la Che Guevara, et une gueule de gauchiste » tout en exerçant dans une ville de droite).

Très tôt la formation fut un enjeu quasi « vital » pour les membres de l'ANDEV et un vecteur majeur pour le devenir du métier de directeur de l'éducation puis pour l'ensemble des métiers territoriaux de l'éducation. Alain Bocquet fut (et est encore) l'acteur le plus moteur et le plus opiniâtre pour la conception, la mise en place, l'animation et la formation de formateur, ainsi que Michel Bayet ou Nicolas Debucquet notamment. Le CNFPT, en commençant par ses délégations régionales, répondit peu à peu à la construction d'une offre dont le contenu et les formateurs étaient fournis par l'ANDEV. Cette évolution se poursuivit avec les ENACT puis avec quelques stages nationaux, Alain relayant la demande de formations « mixtes » rassemblant des cadres territoriaux de l'éducation et des cadres de l'Éducation Nationale.

Avec tout leur mérite, ces formations avaient un côté « auberge espagnole », car on y servait ce que nous y apportions. Pour répondre à ce besoin, les « journées thématiques » se sont développées, dès l'origine de l'ANDEV et se sont multipliées (sur les conseils d'école à Perpignan, sur la sécurité des matériels et des mobiliers scolaires à Dijon, éducation-culture à Reims, la scolarisation des 2-3 ans à Roubaix, puis plus tard sur les PEL à Lille ou les rythmes scolaire à Reims, par exemple), les enquêtes, les présentations d'expériences, les dossiers de fond, les références documentaires édités dans « La Communale », seront autant d'outils de travail qu'utiliseront les collègues de l'ANDEV, devenus formateurs, pour construire leurs interventions.

A la fin du siècle précédent, la commission permanente proposera à l'assemblée générale la

mise en place d'un site internet pour alimenter le réseau ANDEV et créer un lien « multimédia » alors même qu'une enquête réalisée à l'époque montrait que moins d'un de nos adhérents sur deux avait accès à Internet. Conçu par la société « Pomme Z » dont le fondateur David Steiner deviendra le mari d'Ornella, le site internet « version bêta » sera présenté au congrès d'Aurillac en juin 2000 dont le thème était « les NTIC dans l'éducation de l'enfant et du jeune, le rôle de la commune ». Au passage, on ne peut pas éviter de se remémorer que notre collègue Patrick Couvidoux organisateur de ce temps fort, risqua de nous fâcher définitivement avec le Ministère de l'Éducation Nationale dont la directrice des NTIC attendit plus d'une heure (reliée depuis son bureau parisien du ministère par télétransmission à la salle de congrès d'Aurillac), que les congressistes soient de retour du repas pris au pied du Plomb du Cantal) pour (re)commencer les travaux...

Quinze ans après, pour diverses raisons, cette « communication réseau » de l'ANDEV est sans nul doute, à nouveau, à la croisée des chemins. Les réseaux sociaux, l'accélération de la circulation des informations en vitesse et en volume, l'importance des médias dans la fabrication de l'opinion, ont changé la donne et l'ANDEV ne me semble pas pouvoir ne pas en tenir compte.

L'ANDEV s'est en effet constituée, d'emblée, comme un réseau à l'échelon national. Le centralisme historique français qui a fait converger toutes les voies (non virtuelles) de communication vers Paris, nous a apporté des anecdotes franchouillardes comme celle de notre collègue de Brest qui arriva en réunion du bureau national en milieu d'après-midi, le TGV ayant percuté une vache (ou un cheval ?) ou celle de Danièle Hector partie en avion de Strasbourg qui survola Paris pour retourner, en raison du brouillard, se poser à Strasbourg. Mais au-delà de ces anecdotes, nos tentatives de tenir les réunions de bureau hors de Paris (en Province, comme disent les parisiens) furent des échecs, les trajets étant trop longs et complexes.

L'idée de constituer et d'animer ses « structures déconcentrées de l'ANDEV » naquit de ce besoin de créer des échanges de proximité entre professionnels, à une échelle territoriale qui puisse permettre à tous les membres de participer aux travaux de l'ANDEV. Presque « naturellement », les réseaux régionaux se développèrent, dès 1998 à la suite d'une décision de l'assemblée générale qui s'est tenue lors du colloque de Limoges (dont le thème était « les personnels non enseignants dans l'école ») organisé par Guy Jouannin. Ces réseaux

régionaux se mirent en place à vitesse inégale, se développant là où il y avait un « bassin d'adhérents » important et surtout un « responsable-animateur » du réseau régional volontaire et dynamique (Alain Bocquet pour l'important réseau « ouest parisien » par exemple pour n'en citer qu'un). Ils restent, selon moi, un échelon de proximité à développer et à structurer pour répondre aux nouveaux besoins de la nouvelle génération de directeurs de l'éducation.

On peut dire qu'à partir de l'année 2000, l'ANDEV a stabilisé son positionnement sur l'échiquier complexe du système éducatif. Après avoir ouvert la voie d'un « espace éducatif local » dès 1994 dans un contexte marqué par les « blocs de compétences » de la décentralisation, l'ANDEV a été confrontée à la généralisation des démarches « contractuelles » (CEL, CLAS, CEJ, volets éducatifs des contrats de ville) et a été amenée à participer aux instances nationale de pilotage et d'évaluation (comme le CESARE- comité d'évaluation et de suivi de l'aménagement des rythmes de l'enfant) par exemple.

Appuyé par le Ministère de la jeunesse et des sports et le Ministère à la ville, la première présence ministérielle de Mr Claude Bartolone au Colloque de Brest, organisé par nos collègues Christian Calvez et Jacqueline Munzer, en 1999, sur le thème de « l'engagement de la commune, à travers son action éducative locale dans la lutte contre l'exclusion » sera un élément déterminant.

La nomination du Président de l'ANDEV au Conseil National de l'Innovation pour la Réussite Scolaire, (CNIRS, structure d'une quarantaine de membres placée auprès du Ministre de l'Éducation Nationale) en 2000 sera un signe fort des enjeux qui pesaient désormais sur l'ANDEV, et qui résisteront à la disparition « rapide » de cette structure atypique au sein de laquelle j'ai eu la chance de siéger côte à côte avec - parmi d'autres « notoriétés » - l'historien Antoine Prost (précédemment cité), Gabriel Con-Bendith proviseur d'un lycée auto-géré, ou Jean-Claude Guerin, inspecteur général de l'Éducation Nationale et Jacqueline Costa-Lascoux chercheuse au CNRS. Cette dernière sera plus tard, Présidente de la ligue de l'enseignement dont un dirigeant bienveillant, Eric Favey, est l'un des compagnons de route de longue date de l'ANDEV.

C'est l'ANDEV qui définira, dès la fin des années 90, le concept de PEL en différenciant clairement le Contrat éducatif local du projet éducatif local, mais également et surtout en provoquant une « rupture épistémologique » entre les notions de « projets locaux d'enfance et de jeunesse », portés par les mouvements d'éducation

populaire conçu aux frontières de l'école sur leur champ péri et extrascolaire traditionnel, et le projet éducatif local conçu globalement et piloté par une autorité démocratiquement légitime sur le territoire : l'ANDEV identifiera ce dernier comme porteur d'un ensemble de moyens, de dispositifs et de processus d'apprentissage ou de découverte, traditionnels ou innovants, participant conjointement avec un ensemble d'acteurs, à l'éducation des enfants sur toutes les composantes d'un territoire et sur l'ensemble des temps, scolaires ou non scolaires.

C'est l'ANDEV également qui proposera en 2001 la création d'un « observatoire national des politiques éducatives locales », malheureusement sans réussir à le mettre en place, faute de soutien institutionnel et financier.

L'innovation, c'est également un tournant dans la construction des contenus des colloques et de la « fabrication des savoirs professionnels » au travers de la première d'une longue série d'enquêtes réalisées, avec l'apport analytique et rédactionnel de Georges Phan-Minh mobilisé grâce à un partenariat noué avec Philippe Pont-Noura de la Sodexo. Cette enquête sur l'innovation éducative locale, réalisée (pour la deuxième fois avec l'AMF) dans le cadre du colloque de Dijon organisé Jean-Michel Grenier en 2003, donnera lieu à l'édition du premier « rapport d'enquête » constituant aujourd'hui la « collection » des publications annuelles accompagnant les colloques de l'ANDEV.

Il en sera ainsi pour les rapports sur « l'intégration dans tous ses états » en 2004 avec Michel Bayet à Chelles, sur « éducation, cultures et territoires » en 2005 avec Bernard Magnan à Aix-en-Provence, sur « l'école et l'éducation au cœur des problématiques urbaines » en 2006 avec Remi Prieur à Nevers, sur « villes, éducation et développement durable » en 2007 avec Anne-Sophie Benoit à Dunkerque, sur « ville, éducation et TICE » en 2008 avec Marie-Louise Mandoly et Corinne Dupuy à Limoges, sur « l'étude comparée des politiques éducatives municipales entre 2001 et 2008 » en 2009 avec Janine Bouvat à La Ciotat, sur « l'Europe territoire d'éducation » en 2010 avec Alain Mariaud de Tours, sur « réussite à l'école, un enjeu au cœur des politiques éducatives locales en 2011 » avec Thierry Leouffre à Nîmes, sur « la continuité éducative en question » en 2012 avec Alain Thirel de Lille et sur « éduquer et refonder l'école ensemble-sons la pédagogie » en 2013 avec Marie-José Torrero de Guyancourt.

Lorsque Claudine Paillard acceptera de prendre ma succession en 2004, en plein « grand débat sur l'école », l'ANDEV aura certes grandi sous

l'impulsion conjointe des énergies individuelles de personnes remarquables par leurs valeurs, leur engagement, leur polyvalence, leur ouverture d'esprit et leur dynamisme, mais le fonctionnement structurel restait fragile et trop centré sur le Président et sa collectivité d'origine.

Claudine s'attaquera à structurer l'association autour d'un collectif de dirigeants nationaux sur lesquels elle s'appuiera et elle saura transcender l'apport de chacun dans une dynamique commune. Elle professionnaliserait le fonctionnement avec la création d'un indispensable secrétaire général. Elle apporterait son analyse et sa conception du projet éducatif local, du positionnement des acteurs dans la continuité des valeurs et des engagements des membres de l'ANDEV, en intégrant les nouveaux enjeux d'une école confrontée au constat de ses difficultés chroniques à garantir l'égalité des chances à tous et la réussite scolaire à chacun. Elle élargira les champs de travail et d'échange avec les institutions partenaires, développera les formations et orchestrera les colloques nationaux confiant à Elisabeth Saby de Saint-Etienne, la prise en charge du conseil scientifique des congrès de l'ANDEV, ce que celle-ci fit avec engagement, rigueur et grande compétence entre 2004 à 2008.

Lorsqu'elle passera le flambeau à Anne-Sophie Benoit, en 2009, la professionnalisation des directeurs territoriaux de l'éducation sera un pari réussi, celle de tous les autres professionnels territoriaux intervenant dans le champ de l'éducation restant un travail sans cesse à remettre en chantier. Mais la montée en puissance des sollicitations voire des exigences émanant des membres de la communauté éducative à l'égard des communes, constituera un défi qu'Anne-Sophie relèvera avec courage et brio. Elle poursuivra la lourde mais passionnante tâche de l'accompagnement et du guidage des colloques annuels, sources de cohésion, de dynamiques et de production de contenus. L'élargissement de la commission permanente, la multiplication des délégations données à ses membres en matière de représentation institutionnelle, de participation à des événements éducatifs ou à des interventions de formation, la capacité à pousser encore plus avant la qualité et la quantité des échanges collectifs, participera à la maturation de l'ANDEV, jusqu'à ce jour où elle s'apprête à son tour à passer le relais.

Je rends hommage à ces deux Présidentes, toutes deux femmes d'engagement, de valeurs et de responsabilités, et je leur laisse le soin de donner leur propre lecture de leur expérience au sein de l'Association, et des évolutions qu'elles ont vécu

à travers l'ANDEV, des actions, des politiques, des projets et des métiers éducatifs locaux.

Je rends hommage également à Ornella Del Guidice, ma collègue de longue date et amie Rémoise, vice-Présidente de l'ANDEV et organisatrice du congrès « De la refondation de l'école à la refondation des temps éducatifs : s'en emparer pour ne pas subir ! » à Reims en 2014, tragiquement disparue cet été, qui avec deux de nos collègues fondateurs, Jean-Marc Burban de Nantes et Yves Coquillot de Dijon, ne sont plus à nos côtés pour célébrer les 25 ans de l'ANDEV.

Il subsiste, pour à moi, de cette belle aventure humaine, bien plus que les 34 premiers numéros de la communale ou que le guide et le dictionnaire de l'éducation dans lequel j'ai essayé de regrouper les connaissances et analyses que j'avais pu glaner durant les douze premières années de l'ANDEV, ou encore que les amitiés anciennes et nouvelles entretenues par des incursions occasionnelles dans les réunions des commissions permanentes qui ont émaillé ces onze dernières années. Il me reste la conviction profonde de l'impérieuse nécessité d'apporter à tout enfant ce dont il a besoin pour se construire, en conjuguant pour ce faire, les efforts et les talents de tous ceux qui participent à son éducation...

Mais la période qui s'ouvre en ces domaines ne s'annonce pas forcément sous de meilleurs auspices : un bouleversement du paysage territorial avec des réformes institutionnelles plurielles et complexes, un contexte de décroissance des ressources publiques locales, un dispositif nouveau aux conséquences mal maîtrisées en matière de rythmes scolaires, probablement inachevé et à mettre en œuvre dans un contexte budgétaire tendu...

L'enquête sur le bien-être au travail 2015 publiée par la gazette des communes nous alerte sur la perte de confiance des cadres territoriaux, sur leur déception à l'égard des pratiques managériales, des modes de décision, de la clarté du projet politique et, plus généralement, de la politique RH. Pourtant, parce que dans cette crise ambiante, le soutien des collègues et la reconnaissance des pairs restent indéfectibles, l'ANDEV conserve plus que jamais sa raison d'être auprès des cadres éducatifs territoriaux.

Ceux-ci sont-ils appelés à (re)devenir des gestionnaires, dont les objectifs à court et moyen terme seraient de compresser la dépense publique, en particulier en réduisant la masse salariale,

en réduisant leur périmètre d'intervention, en organisant de façon la plus indolore possible, la baisse du niveau de certains éléments constitutifs de la politique éducative locale ?

Faudra-t-il les armer pour être forces de proposition et de mise en œuvre de projets éducatifs locaux et de dispositifs éducatifs moins ambitieux ou moins efficaces ?

Ainsi, en pleine crise des finances publiques et d'instabilité institutionnelle, en plein passage de l'aire de projet à l'aire de gestion, quelle sera la place et la stratégie de l'ANDEV qui lui conserve ses essentiels en s'adaptant aux réalités d'aujourd'hui et aux besoins des professionnels de demain ?

Telles sont quelques-unes des questions auxquelles sera sans doute confronté le successeur d'Anne-Sophie dans le cadre du nouveau projet associatif de l'ANDEV, et je lui fais doré et déjà confiance pour relever ce nouveau défi.

Patrick Montier

Membre Fondateur de l'ANDEV

La genèse du Congrès et de l'Association des Villes éducatrices



Responsable du Service de l'Enseignement, puis de la Direction de l'Éducation de la Ville de Rennes depuis 1977, j'ai toujours recherché les contacts avec d'autres villes, notamment grâce au développement, depuis le début des années 80, d'une réflexion nationale sur le rôle des collectivités locales dans le domaine de l'école, en dehors de leurs responsabilités traditionnelles.

J'ai donc pris l'initiative de contacter régulièrement les collègues d'autres villes, là où j'avais connaissance de réflexions parallèles aux miennes.

Courant 1991, je suis allé à Lyon rencontrer mes collègues de l'époque et c'est à l'occasion d'une discussion autour d'une bonne table que l'idée à germé de créer des rencontres nationales régulières.

Les élus de Rennes auxquels j'ai exposé cette idée ont été très intéressés et m'ont accordé un crédit de fonctionnement et l'autorisation de faire appel aux moyens de l'administration.

Après gestation d'un programme et un contact préalable avec des acteurs locaux de l'éducation, le premier congrès s'est tenu à Rennes début mai 1992, rassemblant une trentaine de participants venus des quatre coins de la France pendant 2 jours.

La presse locale s'en fait l'écho (voir article d'Ouest France ci-joint),

Outre l'intérêt des débats et conférences publics, les échanges ont été extrêmement fructueux et tous les participants ont souhaité que cette expérience se renouvelle régulièrement et qu'une association soit créée.

Une nouvelle rencontre a donc été programmée fin 1992, toujours à Rennes et c'est à cette occasion qu'a été fondée l'Association Nationale des Directeurs de l'Éducation des grandes Villes (ANDEV).

N'étant pas moi-même candidat, c'est mon collègue et ami Francis Oudot, alors en poste à Reims, qui a bien voulu prendre en charge la présidence de l'association, qu'il a conservée pendant plusieurs années.

Après la création d'un organe de liaison (La Communale) par mes soins, les congrès se sont succédés chaque année dans une ville différente, et les commissions permanentes à la Ville de Paris qui a accueilli plusieurs fois par an notre bureau dans ses locaux.

Pascal BAVOUX

Directeur Trajectoires Groupe Reflex



Avant de connaître l'ANDEV, j'ai connu Francis, Patrick, Claudine, Jean Pierre, Jean Marc, Philippe, Yves, Marie Christine... Des professionnels animés par une volonté de réfléchir aux nouveaux enjeux du champ de l'éducation et à la nécessaire adaptation du métier de directeur d'un service, jusqu'alors majoritairement nommé « affaires scolaires ».

En effet, le contexte du début des années quatre-vingt-dix était celui de services plutôt centrés sur la gestion et très peu sur la mission. Nous avons réalisé en 1994, une enquête auprès des directeurs des services des villes de plus de 20 000 habitants ; 261 ont répondu, soit près de 70 % de taux de réponse. A cette époque, pour les

communes l'appellation du service est « scolaire » ou « enseignement ». Il y a une grande diversité de situations pour les objectifs des services qui ne s'explique pas par la taille de la commune. Les priorités des services sont la gestion des locaux et des fournitures et l'aide à l'action pédagogique. La construction d'un projet éducatif de territoire n'est pas évoquée.

Revenons à l'ANDEV. J'en ai entendu parler avant sa naissance puisqu'en 1992 nous avons réalisé un travail pour la Délégation Interministérielle à la Ville et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale afin de préfigurer une formation à destination des directeurs des services « scolaires », « enseignement » des villes.

Nous avons alors identifié quelques enjeux :

L'enjeu fondamental pour les services scolaires est bien celui « du passage d'une logique de gestion à celle de définition et d'animation d'une véritable stratégie éducative locale ». DIV-CNFPT novembre 1992. (p.20)

« Les responsabilités et les missions des services municipaux ont tendance à s'élargir, ce qui implique que les services soient en mesure d'assumer complètement ces nouvelles tâches ». (p. 23)

Nous avons aussi ciblé des objectifs à moyen et long terme :

- « Faciliter la diffusion large des acquis de la formation vers d'autres responsables des services enseignements des villes par la mise en réseau accrue des responsables ».
- « Produire un véritable changement dans la conduite des politiques municipales en matière éducative ».
- « Arriver à une approche globale de l'enfant et à un service scolaire qui soit l'animateur de la politique éducative ». (p. 37)

Nous avons eu quelques échos d'un petit groupe de directeurs qui s'étaient réunis lors des rencontres Scola à Rennes. Nous avons pris contact avec eux pour qu'ils puissent lire et critiquer notre analyse.

En 1993, nous proposons alors une formation portée par le CNFPT et la DIV. Elle a lieu du 24 au 27 mai et du 11 au 14 octobre 1993. Une quinzaine de directrices et directeurs des services « scolaires », « enseignement » participent à cette formation expérimentale.

Nous formulons au CNFPT deux demandes : priorité pour le choix des candidats aux membres du petit groupe qui s'était constitué à Rennes et ensuite une préférence est donnée aux grandes villes connaissant des problématiques de mêmes échelles. Ainsi Francis et Patrick bien sûr, Claudine, Marie Christine, Yves... et bien d'autres se retrouvent pour cette formation expérimentale. Deux fois 4 jours ensemble pour la formation et les soirées ont permis de trouver le temps d'échanger, de débattre sur l'idée de créer une association des directeurs éducation des villes.

C'était un groupe très dynamique avec des débats, des rires, des blagues, des positionnements sur l'éducation bien différents, mais tous avec la certitude que les services « affaires scolaires », « enseignement » devaient changer. J'ai en mémoire cette directrice nouvellement nommée qui nous expliqua que son prédécesseur était « comptable ». Nous avons là résumé l'enjeu que devaient relever la formation et les acteurs qui allaient faire grandir l'ANDEV.

C'est le début d'une belle aventure dans laquelle nous avons toujours cherché à tenir une posture que l'on gère avec différentes organisations : être dans l'intime tout en étant distant. C'est ainsi que l'on a pu réaliser l'enquête de 1994 avec Francis et le bureau de l'ANDEV. Nous avons, chaque fois que cela était possible, confronté nos travaux de recherche ou d'études avec les membres de l'association soit lors de rencontres informelles, soit lors des séminaires ou des congrès. Nous avons ainsi cheminé en questionnant l'ANDEV et en étant nous-mêmes questionnés, des interactions fructueuses avec beaucoup de chaleur humaine : un vrai plaisir que de se remémorer ce parcours réalisé.

Philippe Gilles

Directeur Général des Services de la Ville
de Chalon-sur-Saône et du Grand Chalon



Voilà, faute de temps, deux ou trois choses essentielles qui me viennent lorsque je repense à mes années de compagnonnage avec mes amis et collègues de l'ANDEV :

« Tout a commencé pour moi à Paris, en 1992 je crois, au travers de ma participation au stage « Villes et Éducation » organisé par le CNFPT qui a été l'occasion de rencontres déterminantes avec une

dizaine de directeurs de l'Éducation avec lesquels je me suis senti dès le premier jour en connivence profonde.

Il y avait là (si ma mémoire ne me trahit pas...) Jean-Marc Burban de Nantes, Christian Calvez de Brest, Hubert Taglang de Strasbourg, Alain Bocquet de Nanterre, Yves Coquillot et Jean-Michel Grenier de Dijon, Marie-Christine Portet-Salomon de Perpignan, Jean-Pierre Garcia de Marseille et bien entendu Francis Oudot de Reims.

Je garde également le souvenir des interventions brillantes de Pascal Bavoux et de Philippe Estèbe qui nous ont amenés durant cette semaine folle à conceptualiser des problématiques que nous avions des difficultés à réinscrire dans un contexte historique et à mettre en perspective.

Au terme de ce stage, nous nous sommes réunis pour débattre de la constitution de notre groupe en Association. L'ANDEV était née...

Je disposais à l'époque à Valence d'une grande latitude pour jeter les bases d'une politique éducative digne de ce nom et je jouissais de la confiance pleine et entière de mes supérieurs hiérarchiques et de l'exécutif. J'avais à grandes enjambées avec la complicité d'un IEN atypique qui partageait les constats de l'ANDEV et soutenait ses revendications...

Si bien que lors de nos échanges en Commission Permanente et à l'occasion de nos congrès, je me sentais plus observateur que partie prenante des pétitions de principe et des offensives lancées par Yves Coquillot notamment.

Il n'en demeure pas moins que, chaque année, le congrès national représentait pour moi une belle parenthèse durant laquelle épanouissement professionnel et fraternité faisaient bon ménage.

Strasbourg, Marseille, Limoges, Cergy-Pontoise, Orléans, Brest, Aurillac : autant de grands moments associés dans ma mémoire aux discours d'ouverture décoiffants de Francis Oudot, jamais avare de provocations et de parallèles saisissants, à la bienveillance amusée et paternelle de Claude Durand-Prinborgne...

Que dire des séances de la Commission Permanente dans le quartier de l'Arsenal à Paris et des repas à La Petite Canaille...

L'émotion et la nostalgie m'étreignent. La reconnaissance aussi.

Merci, Francis, d'avoir rendu possible une telle aventure. Merci, collègues et amis de l'ANDEV, d'avoir enrichi et promu avec un tel enthousiasme les fonctions de Directeur de l'Éducation.»

Amitiés

Hubert TAGLANG

Organisateur du Congrès de Strasbourg en 1994

Ex membre du bureau National ANDEV



L'appel de Francis Oudot une après-midi de Tour de France dans les cols alpins m'a non seulement rajeuni, mais rappelé tout un pan de mon existence forcément un peu enfoui dans ma mémoire. Et force m'est de constater qu'en un peu plus de 40 ans à la Ville et Communauté urbaine de Strasbourg, les 8 années (couvrant à peu de choses près la période du mandat de Maire de Mme Trautmann) passées à la Direction de l'Éducation étaient certainement les plus intenses tant en stress et difficultés qu'en plaisirs et satisfactions. Une nouvelle Municipalité venait d'être installée, le désir de changements était profond, des moyens étaient débloqués, l'inventivité pouvait s'exprimer. Et j'ai eu la chance inouïe de tomber sur une équipe extraordinaire où les quelques nouveaux arrivants ont été accueillis et se sont intégrés dans l'équipe existante de manière remarquable. A quelques détails près, de ceux que l'on efface avec le temps comme les mauvais moments du service militaire, tout était réuni faire avancer les choses. Et les réalisations n'ont pas tardé : nouvelle construction et agrandissements de locaux, augmentation au forceps de l'offre de restauration, création de BCD, rénovations de cours d'écoles et de salles de jeux, équipement informatique des établissements et informatisation des inscriptions, décentralisation de la gestion des crédits scolaires, actions de soutien scolaire et organisation d'animations, évolution des garderies d'écoles maternelles en centres d'animation et de loisirs maternels (CALM), création des courses du Kilomètre Solidarité ... C'est dans ce contexte qui survint la proposition de nos collègues Montier, Coquillot et quelques autres de créer ce qui allait devenir l'ANDEV. Pour ma part, une réponse positive me semblait aller de soi et très rapidement l'association vit le jour et trouva une première concrétisation avec le congrès de Rennes en 1992, puis de Dijon en 1993. Strasbourg quant à elle

avait beau être siège de nombreuses institutions européennes, il lui fallait comme cerise sur le gâteau son congrès des Directeurs de l'Éducation, ce que je proposais pour l'année suivante. Avec la quasi unanimité des collègues et l'accord immédiat de Catherine Trautmann, l'affaire fut lancée pour 1994 avec comme thème central : Évaluation et redéploiement de l'Action éducative des Villes. Quel service éducatif de qualité pour demain ? Ainsi, les 6, 7 et 8 avril, la rencontre débuta par un exposé au Palais de l'Europe sur les politiques éducatives dans les différents pays européens, puis, en dehors des différents ateliers, le thème fut l'occasion de nombreux échanges entre les participants et d'un grand débat avec notamment les représentants des principales Fédérations de parents d'élèves et des personnalités qualifiées comme la déléguée de la Direction interministérielle de la Ville. Je crois savoir que la séance de synthèse a été riche d'enseignements et que l'intervention brillante par laquelle Catherine Trautmann nous a donné son point de vue sur le sujet traité a été particulièrement appréciée. Et puis, il y avait l'organisation du congrès à proprement parler qui fut pour moi l'occasion de me rendre compte à quel point la cohésion et le dynamisme de mon équipe que je vantais plus haut n'étaient pas exagérés. Tout le monde s'attela à la tâche : le secrétariat se mua en agence-conseil de voyage, les cadres firent fonctionner leur carnet d'adresses, faisant jouer qui ses contacts universitaires, qui ses relations dans le tourisme, la restauration, la viticulture, voire la faïencerie artisanale, l'atelier du Service déploya ses talents pour transformer une salle de jeu en village alsacien, l'association des concierges étala son savoir-faire dans la confection des tartes flambées... Il nous fut ainsi possible d'offrir à nos invités une visite de la ville en bateau mouche, puis une soirée Baeckeffe dans une winstube typique de la Petite France et enfin une soirée tarte flambée où à ma grande surprise un collègue vint même se produire avec son groupe de folklore alsacien. Seule péripétie à ternir la soirée, entre deux chansons de sa composition, mon adjoint et ami Gérard Douvier se mit en tête d'explicitier au micro la recette du Baeckeffe en ajoutant aux 3 viandes et aux pommes de terre traditionnels des légumes, erreur impardonnable qui fait perdre aux patates le goût exquis du vin blanc et comble de trahison, rapproche notre plat typiquement alsacien de la potée lorraine. Je dus ajouter toute ma force de persuasion à mon indignation pour faire barrage à l'hérésie et éviter que celle-ci ne soit diffusée à travers la France entière. Le félon fut par la suite traduit en conseil de discipline par-devant ses pairs et fortement incité à les soudoyer pour éviter le bannissement. Pour en revenir à l'ANDEV

et à un peu plus de sérieux, le caractère convivial et décontracté de nos rencontres ne les empêchait pas d'être studieuses et productives. Ainsi, parmi les innovations, je crois pouvoir dire que Strasbourg fut l'un des précurseurs en matière d'activités périscolaires organisées dès 1997/98 dans le cadre de l'aménagement des rythmes scolaires de cette époque. Six groupes scolaires de quartiers sensibles purent bénéficier d'activités de qualité, nombreuses et variées, préfigurant la réforme « Peillon » de manière volontaire, réfléchie et concertée bien que malheureusement onéreuse, freinant la généralisation de l'expérience, parfaitement réussie au demeurant. Tout cela est à présent bien loin pour moi, mais je souhaite néanmoins un excellent anniversaire et une longue vie à l'ANDEV avec une pensée toute particulière aux anciennes et anciens qui ont connu le congrès de Strasbourg.

Jean-Michel Grenier

Organisateur du congrès de Dijon en 2003

Ex vice-président de l'ANDEV



« J'ai rencontré l'ANDEV pour la première fois en 1993, lorsque notre regretté Yves COQUILLOT, mon prédécesseur à la direction de l'Éducation de la Ville de Dijon, a reçu à dîner Francis OUDOT et Patrick MONTIER de Rennes dans l'une de nos deux cuisines centrales

scolaires, la veille des journées thématiques qu'ils avaient organisées à Dijon sur les jeux de cours. En tant qu'ancien attaché au service des affaires scolaires générales dans sa direction, Yves m'avait convié tandis que j'étais allé «pantoufler» durant 4 ans au Secrétariat Général. Soirée empreinte de convivialité et de complicité, où la tonalité était : enthousiasme, motivation pour la cause émergente de la fonction «direction de l'éducation» au lieu des anciens services «affaires scolaires» ou «enseignement», mais aussi... gastronomie et œnologie ! L'ANDEV avait un an d'existence...

Deux ans plus tard, Yves quittait sa fonction pour occuper celle de directeur général du CCAS, et j'étais nommé à sa suite à la direction de l'Éducation. Un mois avant ma prise de fonctions, Yves me demanda de l'accompagner à une réunion du bureau de l'ANDEV à la direction des affaires scolaires de la Ville de Paris où nous nous réunissions. C'est là que je fis connaissance des membres fondateurs de l'association. Pour n'en citer que quelques-uns : Francis OUDOT

évidemment, Patrick MONTIER, Alain BOCQUET, Christian CALVEZ, Anne-Marie BARRIAC, Jean-Pierre GUFFROY, Jean-Pierre GARCIA, Geneviève SAUVE, notre regretté Jean-Marc BURBAN. Il y avait aussi Marie-Christine PORTET-SALOMON, atypique et ô combien sympathique collègue d'une non moins «atypique» ville : Perpignan... C'est là, et dans l'ambiance particulière du restaurant « La Canaille » où nous avons quelques habitudes, que j'ai appris à connaître et à apprécier mes nouveaux compagnons d'aventure.

Le réseau de l'ANDEV m'a accompagné au long de ma prise de fonctions à la tête de la direction de l'Éducation de Dijon. Et je me suis efforcé de mettre en œuvre ce précepte selon lequel pour apprendre des autres sur nos marges de progression il faut soi-même les aider sur nos champs de compétences. C'est le principe du réseau d'échange professionnel : l'enrichissement mutuel de nos pratiques professionnelles. Mais j'ai vite saisi qu'à l'ANDEV venait s'ajouter à cet objectif de réseau, un supplément d'âme particulier : celui de la foi des pionniers, ou celle des bâtisseurs, dans le rôle éducatif des villes. N'oublions pas qu'à l'époque où les villes structuraient de plus en plus des services éducation pour mieux définir et mettre en œuvre leurs politiques éducatives, le ministère de l'Éducation nationale d'alors réfutait comme une hérésie cette compétence que s'arrogeaient les communes alors qu'elle ne pouvait appartenir qu'à la monolithique et exclusive Éducation nationale. Les plus anciens se souviendront - et les plus jeunes l'apprendront - qu'au congrès d'Orléans en 1994 le directeur des écoles, Monsieur DUHAMEL (puissant responsable de l'enseignement du premier degré au MEN) s'était opposé vivement à nos fondateurs, dont Francis et Yves, en considérant que la seule légitimité qui revenait aux communes était celle de mettre des moyens à la disposition de l'école. Nous étions dans le droit fil de la formule citée par l'ancien recteur Claude DURAND-PRINBORGNE à Perpignan en décembre 1996, formule que l'on prête à GUIZOT : «à l'Etat le spirituel, à la commune le matériel» ! Il a fallu attendre 1998 et la circulaire sur les contrats éducatifs locaux pour qu'aux côtés des ministères de la Jeunesse et des Sports (qui l'avait compris depuis les contrats bleus) et de la Culture, le ministère de l'Éducation nationale commence à reconnaître un semblant de légitimité éducative aux communes. Du moins dans les textes. Car sur le terrain.... Et puis, dernier volet du triptyque andévien que j'appris ainsi à connaître puis à promouvoir, après le réseau d'échange et la foi des bâtisseurs : l'amitié. Franche. Solide. Durable. Tellement précieuse.

C'est ainsi que je fus très vite sollicité pour

tenir la chronique juridique dans La Communale, pour répondre aux questions des collègues portant sur l'interprétation des textes et de la jurisprudence, pour proposer au CNFPT des formations, les construire, les dispenser... Pas de tout repos évidemment. Mais chacun sait que c'est en formant les autres qu'on se forme le mieux soi-même ! L'une des aventures qui m'a le plus marqué : c'est la demande que me fit un jour Francis de préparer une formation CNFPT autour des notions de responsabilité, jamais encore explorées, nous semblait-il, dans nos champs d'intervention. Ce fut donc fait. Et dans son désir de partager sa fougue rédactionnelle Francis m'a suggéré de transformer ma trame de formation en un « dossier d'expert » de La Lettre du Cadre. C'était en 1997. Et j'ai procédé depuis à des actualisations régulières, dont la dernière remonte à 2013. Contrairement à Francis je n'avais pas la faculté de travailler beaucoup la nuit. Donc il m'a fallu du temps. Mais enfin je pense y être parvenu.

Les relations avec les institutions au sens large ont été une belle expérience également : nos interlocuteurs des ministères (Marie RAYNAL par exemple...), et nos interlocuteurs élus à l'éducation réunis dans la préfiguration de l'actuel réseau français des villes éducatrices. À l'époque certains d'entre eux ne pouvaient concevoir que l'ANDEV outrepassa les compétences de simples fonctionnaires chargé de l'exécution de décisions en empiétant sur le rôle des élus dans la réflexion stratégique.... (sic).... Francis se souviendra avec moi des nombreux échanges avec le Centre français d'exploitation du droit de copie lors de l'instauration du droit de reproduction par photocopie des ouvrages que le ministère envisageait alors de mettre à la charge des communes. Bon, j'admets qu'à ces occasions, nous profitions aussi des petits restos pas chers du quartier latin....

Et puis il y a eu les congrès... Marseille en mars 1996, que nous préparions à Paris avec Francis et Jean-Pierre GARCIA qui nous parlait de ses «Atéssèmes» (avé l'assent). Ce fut mon premier congrès. En décembre de la même année, un tropisme encore plus méridional nous emmena à Perpignan où Marie-Christine, dans ses états les plus fébriles, organisait des journées thématiques sur les conseils d'écoles. C'est là qu'on me confia pour la première fois un rôle qui m'échu régulièrement ensuite : celui d'animer des débats ou des séquences des congrès. Puis vinrent les congrès de Cergy-Pontoise en 1997, Limoges en 1998 - ah les jolies danseuses qui venaient s'asseoir sur les genoux de certains d'entre nous... Tu t'en souviens, René ? - Brest en 1999, l'année de l'éclipse

(partagée en direct avec Christian et Alain...), Aurillac et ses parapluies (coucou Patrick !) en 2000, Reims en 2001 - où le redoutable privilège de faire le discours devant le maire de la Ville me revint (Francis ayant la casquette d'organisateur, avec notre chère Ornella et ses collègues), Roubaix en 2002, de nouveau Dijon en 2003 (j'y reviendrai), Chelles en 2004, Aix en Provence en 2005, Nevers en 2006, Dunkerque en 2007, de nouveau Limoges en 2008. J'avoue qu'à partir de là mon évolution professionnelle m'a conduit à prendre de la distance avec la commission permanente et avec les congrès. Je fus moins assidu aux congrès suivants : La Ciotat en 2009, Tours en 2010, Nîmes en 2011, Lille en 2012, Guyancourt en 2013, de nouveau Reims en 2014. Avant 2005 les préparations des congrès n'étaient pas structurées en comités scientifiques ni en comités d'organisation. C'est à une poignée de collègues rassemblés autour de Francis qu'incombait la réflexion conduite en commission permanente, et au collègue organisateur de prendre ses dispositions avec ses collaborateurs, en lien avec le Président et le Trésorier de l'ANDEV. Le déroulement des congrès était empreint de convivialité et parfois d'improvisation : comment meubler en attendant un ministre en retard (cf. Brest), comment pallier à l'absence de dernière minute d'un intervenant, comment gérer des grèves de train,... ? La liste des aléas serait longue... Et puis combien de fois avons-nous fait chaque nuit, après la journée de congrès, et après la soirée festive, la synthèse des travaux du jour et la préparation de ceux du lendemain ... ? Il est également arrivé que le Président n'ait pas le temps de préparer à l'avance la conclusion des travaux et improvise en faisant appel à sa mémoire nocturne pour entamer son propos par «j'ai fait un rêve» (tu te souviens Francis ?). Même durant les libations nos esprits fertiles restaient mobilisés, y compris pour digérer un cours magistral de philosophie dispensé par le «professeur» Bocquet autour du concept de paradigme...

En 1998 fut décidée la création des réseaux régionaux. J'ai eu la tâche, mais j'ajouterai aussi que j'ai eu la chance, de créer et d'animer le réseau régional Bourgogne Franche Comté. Encore une belle aventure humaine ! Encore des souvenirs, des visages et des personnes à jamais gravées dans la mémoire... Là aussi il a fallu donner du temps, de l'énergie, les collègues des communes de moindre importance démographique étant confrontés aux mêmes problématiques que dans les grandes villes, et donc autant en attente des échanges d'expériences. Mais ces réseaux régionaux étaient une nécessité, j'en suis convaincu. Et ils contribuent à mon sens au développement et à la pérennité de l'association.

Et bien sûr il y eut l'organisation du congrès de Dijon en novembre 2003. Sur le fond, ce congrès fut l'aboutissement d'une recherche qui visa à établir un «atlas de 200 actions éducatives territoriales innovantes». Elle fut suivie d'une enquête nationale sur l'innovation dans les politiques éducatives locales (déclenchement/pilotage/transfert/évaluation...) dont les résultats furent présentés au congrès. Sur la forme, nous avons choisi de constituer un espace forum où des entreprises furent conviées à présenter au sein de leurs stands des actions ou des produits innovants dans le domaine éducatif. Lourde à organiser ... Mais je crois que sur cette thématique particulière, les illustrations ainsi proposées sont venues compléter durant les pauses comme durant les temps de présentation d'expérience, les réflexions des collègues. Ma motivation était double. Primo, mettre Dijon au premier plan de l'actualité éducative par cette manifestation, qui portait alors l'ambition de constituer une préfiguration d'un événement récurrent : les assises dijonnaises de l'éducation. L'idée a été reprise et exploitée par d'autres depuis... Secundo, promouvoir l'ANDEV auprès des institutions et des partenaires locaux.

Chacun l'aura compris : l'ANDEV a été pour moi tout autant une aventure humaine qu'une aventure professionnelle. A l'intérieur de l'association, mais aussi avec ses interlocuteurs et avec ses partenaires privilégiés (clin d'œil amical à Jean Delagrave). La force de l'ANDEV réside dans l'enthousiasme et l'engagement. Le tryptique évoqué plus haut, qui animait les premiers membres de l'association : échange, «foi des bâtisseurs» dans la construction et la vision prospective du rôle éducatif des communes, et amitié, se retrouve toujours chez les membres et chez les dirigeants actuels de l'association. C'est ce qui explique sa crédibilité et la reconnaissance durable de sa légitimité dans le paysage éducatif de la République. C'est ce qui explique que les collègues adhèrent et se montrent satisfaits de ses apports.

Bravo aux présidents et présidentes de l'ANDEV pour avoir su impulser et entretenir cette foi (laïque s'entend), tout en conduisant les évolutions qui ont permis de faire durer et grandir notre association. Merci à tous eux qui ont contribué, qui contribuent, et qui contribueront, à ce beau projet.

Longue vie à l'ANDEV !»

Anne-Marie BARRIAC

Ancienne directrice du service Éducation de la ville de Villeurbanne et secrétaire Nationale de l'ANDEV



L'ANDEV, une volonté collaborative fructueuse

En 1990, un séminaire sur « l'aménagement des rythmes de vie de l'enfant » nous a réunis à Rennes, accueillis par Patrick Montier, en charge notamment de la direction Éducation. Venus d'horizons divers, responsables de services Éducation aux organisations spécifiques selon les villes, nous avons alors décidé de nous revoir pour échanger sur nos expériences respectives pour la mise en place de ce contrat (signé par les Villes avec le Ministre du Sport de l'époque Roger Bambuck).

Lors des rencontres qui ont suivi nous décidons de la création d'une Association des Directeurs des services Éducation des grandes Villes de France.

Quelle ambition ! Pas tout à fait, plutôt une prise de conscience de l'intérêt de pouvoir échanger entre pairs confrontés à des questions d'organisation, de limites financières, de responsabilité dans la mise en œuvre de nos actions éducatives périscolaires.

Au fil des mois, les échanges d'expériences tout en nous enrichissant ont montré la nécessité d'avoir une écoute là où se décident les grandes orientations en matière d'éducation. Comment accéder « au saint des saints », et dans quel but ?

Notre association se faisait forte de garder son indépendance. Indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics locaux et territoriaux, indépendance à l'égard des acteurs de terrain (enseignants, parents d'élèves, associations d'éducation,...).

A ces interrogations s'ajoutait aussi le souci de l'association de respecter le pluralisme de sensibilité, de situations de ses adhérents et de leurs collectivités de rattachement.

Ces exigences nous ont guidés dans un travail de questionnement et de réflexion que nous avons su objectiver. Aussi avons-nous, dès la création de l'association signifié le cap que nous nous donnions :

- réfléchir aux meilleures adéquations de nos actions éducatives dans le cadre du contrat,
- être des acteurs éclairés au sein de nos collectivités
- et devenir un interlocuteur responsable auprès des pouvoirs publics, dans le respect de cette pluralité des situations et des opinions.

L'Association ne s'est pas contentée d'échanges de bonnes pratiques. Elle a mis en place une veille juridique, outil précieux pour interpeler le Ministère.

La détermination de notre premier Président a su nous ouvrir les portes du Ministère. De simple interlocuteur, l'ANDEV est devenue partenaire au sein des instances de l'Éducation.

Ainsi s'est étoffé le rôle que l'ANDEV joue depuis sa création. D'assemblées générales en congrès, de simples compte-rendus de réunions à l'élaboration d'une revue qui s'est densifiée, l'association est devenue un véritable réseau sur l'ensemble du territoire et un interlocuteur incontournable du Ministère.

L'enfant est resté au cœur de nos préoccupations. Bien sûr, l'enfant ne peut se concevoir sans l'environnement dans lequel il évolue. C'est le moteur de nos engagements. Je garde le souvenir de collègues directrices et directeurs investis, militants, enthousiastes, face aux défis à relever (services à moderniser ou à créer, personnels à motiver,...). Nous étions convaincus de l'importance de nos missions tout en conservant la modestie de ceux qui mesurent l'ampleur et la difficulté d'œuvrer pour le bien commun.

Nous souhaitons la pérennité de l'association.

En fêtant les 25 ans d'existence de l'ANDEV, ceci n'est plus à prouver. L'ANDEV est devenue une réalité qui a encore bien des années devant elle pour continuer et amplifier sa mission : aider et soutenir toutes celles et ceux à la tête de services et directions de l'Éducation.

Longue vie à l'ANDEV !

Jean DELAGRAVE

PDG de la société Delagrave

Partenaire des premiers jours de l'ANDEV



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la 1^{re} fois ?

« Je ne sais pas situer ce moment-là. Il me semble avoir toujours évolué en parallèle de l'association. Sans vérifier les dates de création de l'ANDEV, je crois me rappeler que c'est Jean

Michel GRENIER qui a créé le lien entre l'entreprise Delagrave et l'ANDEV. Nous étions fournisseurs de la ville de Dijon pour le mobilier scolaire, et lors d'une

visite en délégation à l'époque où un personnage haut en couleur, le Docteur Jacquet, était élu pour l'éducation avec un Directeur qui était Jean-Michel Grenier. Cette journée de découverte de la ville et de son élu aura marqué profondément la mémoire de ceux qui y ont participé. Je dirai que cette journée a eu lieu en juin 98 ou 99. Nous avons visité les services dans le vieux bâtiment historique, puis une école et sa « cantine » où nous avons pu découvrir le niveau d'excellence à la fois du cuisinier, mais aussi de la cave de la ville... Ensuite nous étions partis avec le chauffeur du docteur Jacquet visiter quelques caves (notamment « les suchots ». Inutile de dire que les échanges que nous avons eus avec Jean-Michel sur cette jeune association dont il était le vice-président avait reçu un écho très favorable de ma part. Depuis nous avons été des partenaires de l'ANDEV je crois relativement fidèle. Nous serions donc, sauf erreur, partenaires depuis ce moment soit 17 années environ. »

En quoi cette rencontre, voir cet engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

« Au moment de cette rencontre, l'entreprise Delagrave était en train de se désengager de son activité d'éditeur au travers de la cession progressive de Delagrave-Editions au groupe Flammarion. C'est en 1998 que la décision a été prise. C'était donc pour moi un véritable attrait de l'ANDEV que de nous permettre de rester informé sur le fond de la politique éducative. C'était un moyen de rester dans le coup. À ce moment nous étions pour la plupart en errance sur le sujet de la numérisation des contenus et des méthodes éducatives, ainsi que des conséquences sur l'environnement scolaire, sur la classe. Il me semble que l'ANDEV était condamnée à une très grande ouverture pour anticiper ce que l'on considérerait comme une remise en cause profonde, voir une révolution. Et à l'époque nous n'imaginions pas ce qu'allait offrir le monde du réseau, avec internet et les hauts débits. Je considérais donc l'ANDEV comme stratégique. Sur la politique éducative, et sur ses conséquences dans l'école, nous avons accès à de véritables travaux opérationnels. Les membres du bureau de l'ANDEV travaillaient pour traduire en actions concrètes les évolutions et les tendances mouvantes des techniques et des programmes émanant des ministères. Cela a d'ailleurs été souvent l'inverse, les travaux de l'ANDEV ayant parfois influencé (ou corrigé/rattrapé) ceux des ministères. »

En quoi cette rencontre, voire cet engagement a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

« Avec le recul, je pense que notre participation et notre présence aux cotés de l'ANDEV n'a été que liée au métier en général et jamais aux relations en particulier. Je me rappelle même avoir été interpellé par Francis OUDOT lors d'une de mes visites à un bureau qui se réunissait dans une salle de la mairie de Paris dans le 4^e arrondissement. La question était : qu'est-ce qu'un partenaire attend de l'association ? J'avais répondu que je souhaitai que cette association garde son esprit et ne se transforme pas en salon commercial comme d'autres l'ont fait. C'était peut-être un mauvais conseil, car l'ANDEV n'a pas aujourd'hui de moyens suffisants pour assurer son fonctionnement confortable, mais en contrepartie, l'association est libre de réaliser ses travaux et de les communiquer. Ce n'était pas forcément l'intérêt immédiat de Delagrave. Mais aujourd'hui, il est probable que l'offre catalogue et l'approche commerciale de l'entreprise ne serait pas la même. Nous avons je pense évité beaucoup d'écueils en écoutant l'avis des directeurs de l'Éducation des Villes sur telle nouveauté (tableau interactifs et informatique) ou telle contrainte (air intérieur). Cela nous a permis de constater que les intentions et les actions sont parfois bien lointaines. Et la situation économique des collectivités ne fait qu'accélérer cette évidence. »

Qu'est-ce que l'association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'éducation ?

« Du concret, du terrain, du réalisme. Mais pas assez. L'enseignement et l'éducation en France sont sûrement exemplaires de par leur histoire, mais il y a tant à faire pour remettre l'évidence en place, et les résultats en perspectives (que ce soient de bons ou de mauvais résultats.) »

Racontez-nous un évènement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer.

« La tenue d'un bureau dans la salle d'exposition de Delagrave, rue Malebranche. Le début s'était très bien passé, avec un préliminaire sympathique, café, échanges divers avec notamment la politique éducative des villes et le numérique en présence du Directeur Général de Delagrave-Edition, Patrick Baradeau qui était à ce moment-là en charge de la commission du Syndicat National des Editeurs pour la transition numérique. Nous avons offert un exemplaire numéroté du livre de la jungle à chaque membre. Et puis nous avons laissé le bureau suivre son ordre du jour... sachant qu'il allait s'achever vers 16h30 j'étais redescendu pour assister à la clôture... et j'avais retrouvé une assemblée absolument GELEE.

Aucun reproche ne nous avait été fait, des remerciements seulement. Mais en en reparlant par la suite, j'avais appris que le froid avait vraiment été

rude, et que le président Oudot avait réussi par son charisme à maintenir l'ordre du jour dans son intégralité.

Depuis à chaque fois que je propose à l'ANDEV de se réunir rue Malebranche, j'ai des réponses du genre : « ouais... pourquoi pas... merci... » mais jamais de suite.

Sachez que le chauffage fonctionnait, mais que nous avons mis longtemps pour comprendre qu'il fallait le positionner non pas sur 16° mais sur 23°... »

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

« Non, pas une... c'est un ensemble linéaire, qui n'a jamais cessé d'être un rendez-vous sympathique, professionnel et émaillé de moments joyeux. En tant que sponsors partenaires, nous n'étions pas associés aux travaux de fonds menés par l'ANDEV, nous ne pouvions que les soutenir par notre appui logistique. Et ce qui a été linéaire, c'est que notre relation avec l'ANDEV a toujours été la même, que nous soyons dans le cadre d'un soutien important ou minimum. La période difficile que nous rencontrons sur le marché des collectivités depuis plusieurs années n'a pas permis à Delagrave d'assurer un soutien régulier. Et bien cela n'a rien changé à la relation et au respect mutuel entre l'ANDEV et Delagrave, mais aussi entre l'ANDEV et les autres sponsors. Les présidents (es) qui se sont succédé(e)s ont su traverser les périodes de changement sans qu'il n'y ait de nature différente dans les rapports humains. »

Pascal Bouchard

Journaliste écrivain et responsable du site ToutEduc.fr

Petite histoire de mes rapports avec les collectivités territoriales...



Comme le dit la chanson, « je ne me souviens plus très bien » de mes premiers rapports avec les « collectivités territoriales ». Rien que cette expression, « collectivités territoriales », disait tout pour moi, quelque chose d'assez abstrait, une réalité que les mots peinaient à saisir.

Je suis journaliste, mais j'ai d'abord été prof., et comme la plupart des enseignants, je me souciais assez peu de savoir qui payait quoi. Dans les années 70, la puissance publique se confondait avec l'État-Leviathan, tout était simple. Il y avait ce qui venait d'en haut, qui était presque toujours

mauvais, et les ruses que nous trouvions, sur le terrain, pour faire comme nous avions envie de faire. Puis j'ai commencé à travailler dans la presse et notamment à « piger » comme nous disons dans notre jargon, pour un magazine qui a disparu, « *Enfant d'abord* ». Plus moyen de ne pas se poser de questions, d'autant que ce magazine s'intéressait à l'ensemble des politiques « petite enfance » et « jeunesse » qui, lois de décentralisation obligent, étaient de plus en plus le fait des départements et des communes. En quoi ces politiques étaient-elles politiques ? Comment se définissaient-elles ?

Je ne me souviens plus très bien sur quoi elle portait, mais l'interview devait être croisée, un département de gauche, la Seine-Saint-Denis et un département de droite, les Hauts-de-Seine. Je prends rendez-vous à Nanterre avec Yves Nazé, le directeur « enfance-jeunesse » de Charles Pasqua, que je considérais comme l'horreur des abominations. Je tombe sur un homme absolument charmant, très intelligent, et qui me tient des propos à la fois généreux et de bon sens. Qu'il m'excuse, j'ai oublié le nom de son interlocuteur de ce qu'on n'appelait pas encore le 9-3, mais il était absolument charmant, très intelligent, et il m'a tenu des propos à la fois généreux et de bon sens. À peu de chose près les mêmes. J'en ai beaucoup parlé, beaucoup plus tard, avec mon ami Jean-Pierre Bellier que Charles Pasqua avait recruté comme directeur en charge des collèges. L'ancien patron du SAC lui avait dit qu'il était bien obligé de recruter des hommes de gauche, parce qu'à droite, ils ne comprenaient rien à ce qu'il voulait faire... Et Jean-Pierre m'a souvent dit que cet étrange personnage avait certainement des activités peu conformes avec la conception que nous avions du bien et du mal, mais qu'en matière d'éducation, il avait une vision tout à fait remarquable de ce que pouvait faire une collectivité.

Je me souviens assez bien de l'arrivée de Francis Oudot dans le petit local d'*Enfant d'abord*. Il vient de Reims, une ville dirigée par une figure de l'aile dure du RPR. Nous nous attendons au pire. Il est à moto, il a une barbe à la Che Guevara, il a une gueule de gauchiste, et il nous tient des propos à la fois généreux et de bon sens.

Première difficulté donc, quand un journaliste spécialiste des questions d'éducation s'intéresse aux politiques éducatives des collectivités territoriales, il doit laisser tomber tous ses préjugés, abandonner ses grilles de lecture. Ce n'est pas vrai pour tous les secteurs. Je me suis intéressé à des questions d'aménagement de l'espace urbain, et j'ai interrogé, du temps où Chirac était maire de

Paris, le maire du XI^e arrondissement sur l'aménagement du boulevard Richard-Lenoir. Mais il n'avait aucun pouvoir, et il m'a renvoyé vers le directeur de la voirie à qui j'ai fait part de mon étonnement : les décisions revenaient-elles à l'administration ? À son grand sourire, j'ai vite compris : le vrai décideur politique, c'était lui, l'élu ne faisait que de la figuration. Et s'il ne m'a pas sorti sa carte du RPR, j'ai bien compris qu'il l'avait en poche, et que c'était ce qui lui donnait cette curieuse légitimité.

Donc, ce qui vaut pour l'éducation ne vaut pas forcément pour les autres secteurs, sans doute parce que, pendant très longtemps, le secteur n'a pas été considéré comme stratégique ; lorsqu'il l'était, comme ce fut le cas avec Pasqua (et avec Sarkozy qui lui a succédé), les élus ont davantage cherché des compétences que des hommes liges.

Le journaliste éducation que je suis a une autre difficulté avec les collectivités territoriales. Je n'y comprends rien. J'exagère, ce n'est pas tout à fait vrai. Quand j'ai l'occasion d'interviewer le responsable « petite enfance » d'une commune, et qu'il me parle du nombre de berceaux qu'il veut créer, des aides qu'il veut instaurer pour diversifier les profils sociologiques des parents, et ouvrir les crèches aux familles des plus démunis, je sais quelles questions lui poser, et je crois que le papier que j'écris ensuite donne une image assez juste de ce qui se passe à cet endroit-là.

Mais les médias pour lesquels j'ai travaillé, et ToutEducatif que j'anime, ont vocation à traiter de sujets nationaux, donc des politiques territoriales en général. Et c'est là que la difficulté commence. Même quand elles parlent d'elles-mêmes, les collectivités sont illisibles. Je ne voudrais pas vexer les rédacteurs de « La Communale », mais les grands mots, « gouvernance », « management », « interface », « articulation », qu'ils emploient sont trop souvent vides de signification concrète. Le directeur de l'éducation qui vient de s'opposer à son homologue jeunesse et qui n'obtient pas d'arbitrage parce que le découpage des responsabilités des adjoints correspond à celui des responsables administratifs, comprend tout de suite de quoi il retourne. Ces questions de gouvernance, de management, d'interface et d'articulation ont pour lui une signification concrète : elles évoquent aussitôt des réalités qui restent parfaitement abstraites pour le journaliste témoin qui ne dispose d'aucune fenêtre pour voir à quoi elles font allusion.

C'est peut-être pourquoi il est si difficile d'imaginer un média qui parle d'éducation aux responsables des collectivités territoriales, et pour ces responsables, de se reconnaître dans un média comme ToutEducatif.

Danièle HECTOR

Ancienne Secrétaire nationale ANDEV

Aujourd'hui DGA, Conseil Départemental du Bas-Rhin



Dans le cadre des 25 ans de l'ANDEV, j'ai été sollicité pour une contribution par Francis OUDOT, en sa qualité d'ancien président de l'association. Il aura marqué à tout jamais de son empreinte l'évolution de cette association mais aussi les personnes qui y ont participé ou contribué et moi tout particulièrement puisqu'une amitié nous lie depuis.

Cette période reste pour moi une période des plus riches de ma carrière professionnelle, des rencontres que j'ai pu y faire, de moments de partage d'expériences mais aussi de moments de franche rigolade... J

Je travaillais depuis 5 ans aux Ressources Humaines à la Ville et Communauté Urbaine de STRASBOURG, quand le DGS a mis en place le changement par « des chaises musicales » entre directeurs et chefs de service. Il m'a proposé le sport ou l'éducation. Je suis allée tout naturellement vers l'éducation et j'ai pris mes fonctions de directrice de l'éducation et de la vie scolaire le 1^{er} janvier 1998 et jusqu'en 2003.

Une nouvelle élue a également été désignée à ce moment-là pour porter les orientations politiques : plan pluriannuel d'investissement, organisation territorialisée, les contrats éducatifs locaux, le renouvellement d'un marché de restauration etc...

Le congrès de 1994 de l'ANDEV à Strasbourg avait marqué les esprits de toute l'équipe et très rapidement les collègues ont évoqué le sujet. Je me suis donc rendu à l'automne au congrès (qui s'est tenu à REIMS ?). J'ai été marqué par le nombre de participants, le professionnalisme mais aussi par l'ambiance.

Alain BOCQUET au moment du déjeuner ou du dîner m'a demandé si je voulais intégrer le bureau, ce que j'ai accepté tout naturellement. Le partage, la transmission sont des valeurs auxquelles je suis tout particulièrement attachée et qui sont indispensables dans nos métiers dont les évolutions sont quotidiennes. N'est-on pas plus intelligent à plusieurs que tout seul ? Et pourquoi ne pas se nourrir des expériences des autres pour concrétiser ses propres projets.

Ce rôle l'ANDEV a su les jouer pleinement comme elle a su aussi informer l'ensemble des collègues sur les évolutions des textes en les

décortiquant pour eux pour une lecture facilitée et une meilleure prise en compte dans les réflexions dans chacune des communes.

Les échanges ont été nombreux avec des partenaires multiples, représentants de parents d'élèves, représentants des enseignants, élus, ministères etc... et ceci toujours sans langue de bois au risque de déplaire.

Ce travail au sein de l'association m'a servi d'exemple et m'a amené à intégrer ensuite dans mes fonctions de DRH de département, l'association des DRH des départements. J'ai créé, à la demande de mes collègues un réseau local sur le grand est qui a fonctionné de façon extraordinaire. Il faut dire sans portage fort cela ne peut fonctionner. Francis OUDOT a semé cette graine, l'a fait grandir et reprendre ensuite par d'autres présidents. J'ai eu à côtoyer au sein de l'association, alors qu'elle n'était pas encore présidente, Claudine PAILLARD de Rennes. J'ai beaucoup apprécié de travailler avec elle et nous avons dans des projets communs lors des congrès développé la coopération Est - Ouest, ce qui nous a bien fait rire. C'est une charge de travail supplémentaire mais combien gratifiante.

C'est aussi cela qui a fait la richesse de l'ANDEV. Un socle de quelques personnes, un président reconnu et un partage de valeurs communes ou chacun à sa place avec les moyens dont il dispose.

Je n'ai pas pu organiser un colloque à Strasbourg, vu qu'il s'était déjà tenu. Je l'ai fait pour les DRH. Mais, quelle que soit la thématique, organiser un colloque reste une expérience riche, moteur pour toute une équipe et qui nécessite d'allier toutes les compétences d'une collectivité pour mener à bien l'organisation et l'accueil de ses homologues tout en impliquant toute la chaîne hiérarchique, la direction générale, le cabinet... cela reste toujours un moment important pour une équipe.

Les réseaux de territoire devaient aussi se construire. Cela a été plus compliqué dans l'Est, car les approches étaient trop différentes d'une collectivité à une autre et les besoins également entre les petites communes et les grandes. Mais peut être aussi n'ai-je pas eu et pris le temps nécessaire. Je me suis souvent interrogée s'il ne fallait pas avoir une approche entre des collectivités de même strate démographique, dont les préoccupations quotidiennes se rejoignent, et une mise en commun dans les réunions de bureau. Celles-ci se tenaient à Paris et étaient là aussi des moments de travail et de convivialité intéressants.

Ecrire les mémoires et le bilan est important car cela représente le socle de l'action mais cela ne doit

pas nous interdire d'évoquer les suites possibles. Un bilan aussi positif soit-il doit aussi être la base pour une projection pour l'avenir. Ceci me semble d'autant plus indispensable que les 25 ans de l'ANDEV se situe dans une période de révolution institutionnelle. Les grandes régions seront installées, la fin de la clause de compétence générale pour les régions et les départements sera actée, des villes nouvelles auront vu le jour, les intercommunalités se dessineront à des strates démographiques plus importantes, les métropoles seront organisées. A cela se rajoute la loi Peillon et notamment le lien entre les écoles primaires et les collèges Quelle place de l'éducation demain pour quelle continuité éducative ? Quel devenir pour l'ANDEV ?

Je verrais bien pour ma part voir évoluer l'ANDEV qui s'est déjà ouverte vers les départements, vers l'Association des directeurs de l'Éducation des villes et **des territoires** et ainsi de disposer à l'interne de son organisation de commissions par type de collectivités. Ceci démontrerait sur la base de son expérience et de ses acquis sa capacité d'adaptation et d'ouverture. Compte tenu de son expérience mais aussi de son expertise et de sa légitimité de parler « éducation » elle seule pourrait être l'élément fédérateur de toutes les politiques éducatives de demain.....

Merci à l'ANDEV, à ses membres et à Francis Oudot et les présidents successifs d'être un véritable outil au service des directeurs de l'éducation et donc des collectivités. Qu'elle puisse amorcer son évolution de façon sereine et ainsi encore œuvrer longtemps !

Eric Favey

Vice-président de la Ligue de l'Enseignement

Et maintenant l'éducation partagée...



« Nous avons observé que l'instruction ne devait pas abandonner les individus au sortir de l'Ecole, qu'elle devait embrasser tous les âges, qu'il n'y en avait aucun où il ne fût pas possible et utile d'apprendre ». Condorcet

C'était en 1996. La Ligue de l'enseignement avait décidé deux ans auparavant de se lancer dans l'élaboration d'une politique pour l'Ecole. Etonnamment, elle qui fût à l'origine d'une

campagne d'opinion pour l'Ecole publique dès sa création en 1866, était contenue à la périphérie de l'institution scolaire, mouvement d'éducation populaire complémentaire de l'enseignement public... Finalement une de ses fonctions avait toujours été de promouvoir, protéger et prolonger l'Ecole publique, comme institution républicaine. Mais rarement la Ligue s'était aventurée, au moins depuis 1945 sur le fonctionnement, les finalités et les politiques scolaires, laissant le sujet aux acteurs internes, syndicats notamment. Mais au début des années 90, les indices de la panne démocratique de l'Ecole sont déjà là et le recours aux acteurs extérieurs s'amplifie avec l'accompagnement à la scolarité. D'ailleurs la loi d'orientation de 1989 est conçue pour y répondre et les résistances à sa mise en œuvre sont déjà présentes.

La Ligue engage donc un travail interne de réflexion mais conçoit rapidement pour cela des rencontres indispensables pour la nourrir et valider progressivement des analyses et propositions. C'est dans ce cadre qu'Arnold Bac, chargé de mission éducation au centre de ressources national de la Ligue suggère de rencontrer l'ANDEV. Il connaît l'association ayant eu à travailler avec elle dans le cadre de ses activités professionnelles précédentes dans le cadre déjà des premières politiques nationales des temps de l'enfant et des politiques de la ville.

Cette première rencontre avec le bureau de l'ANDEV sera l'occasion d'une présentation réciproque et assez immédiatement d'une volonté commune d'informer nos deux réseaux du partage de quelques « fondamentaux » sur les enjeux d'une vision de l'éducation globale et de sa traduction territoriale, englobant mais avec prudence et respect des compétences attribuées la dimension scolaire. La Ligue a une longue tradition de relation et de partenariat avec l'action publique, tant celle de l'état que des collectivités et les villes, si elles connaissent assez rarement la Ligue...découvrent que les associations locales regroupées dans les fédérations des œuvres laïques dans tous les départements...c'est la Ligue !

Alors secrétaire national de la Ligue délégué à l'éducation et à la culture, je mesure assez rapidement le grand intérêt d'un dialogue approfondi et régulier avec ce réseau d'acteurs majeurs des politiques publiques d'éducation, non sans interrogations sur la nature réelle du travail à poursuivre. Parmi celle-ci, une particulièrement : comment concevoir dans la proximité des relations avec les collectivités la même indépendance de projet que la Ligue a su préserver avec l'état et le ministère de l'éducation nationale plus précisément. Non que les pratiques des collectivités soient soupçonnables

de volonté d'encadrement ou de commande à priori, mais l'expérience de certaines pratiques locales, quelles que soient les orientations des collectivités aux pouvoirs croissants, invite au moins à poser la question. Quitte à faire, autant profiter du dialogue en train de se nouer pour l'évoquer et construire une philosophie de l'action partenariale qui garantisse à la fois l'indépendance du projet associatif et la légitimité politique de la collectivité. Force est de constater qu'après bientôt 20 années le sujet n'est pas épuisé et qu'il a pris une autre dimension avec la montée en puissance de l'investissement éducatif des collectivités, avec ou sans le concours des mouvements associatifs. C'est une dimension centrale de notre capacité collective à renouer des liens de confiance dans les institutions en imaginant une place, une fonction et un pouvoir pour les habitants, au-delà des parents mêmes, associés dans les politiques éducatives territoriales. Sinon les unes, les collectivités, se plaindront longtemps encore du consumérisme des familles, les autres, les associations, de la sous-traitance qui prévaut sur le projet co-construit. C'est une manière de traiter dans la vie quotidienne de la fameuse « place des habitants » à l'heure où le sentiment de dessaisissement n'a jamais été aussi élevé.

Depuis 1997, nous n'avons cessé d'échanger, de nous inviter mutuellement dans nos rendez-vous nationaux, congrès de l'ANDEV, rencontres de l'éducation de Rennes, salon européen de l'éducation par exemple. Mais nous avons aussi construit ensemble, avec d'autres, et je pense notamment à « l'appel de Bobigny » né à Rennes avec la Ligue, le Réseau Français des villes éducatrices, la FCPE et les Francas et qui aura constitué une véritable plateforme de portage collectif d'une politique globale pour l'enfance et la jeunesse. Nous sommes allés là à la fois au cœur d'une nouvelle promesse démocratique pour l'Ecole et dans une extension du domaine public de l'éducation, consacrant ce qu'affirmaient depuis Condorcet les mouvements laïques d'éducation populaire. Et finalement ce que portent aujourd'hui les professionnels des politiques éducatives, de l'enfance, de la petite enfance et de la jeunesse des collectivités et des associations.

Cette reconnaissance fondée sur des convictions partagées, sur des pratiques « incubée » dans les projets associatifs, parfois avec des « bouts de chandelles » mais aussi avec un véritable savoir-faire pédagogique, nous a amené à poser un regard différent sur les professionnalités naissantes, sur des métiers émergents, sur les conditions à réunir pour des coopérations réelles.

A cet égard, j'avais été marqué par une session de formation de cadres éducatifs des collectivités

pour laquelle Francis Oudot avait sollicité mon intervention. Marqué par l'expression quasi unanime des personnels présents sur leurs difficultés de coopération réelle avec...l'institution scolaire, en particulier les enseignants. Pour la Ligue dont la proximité avec le monde enseignant semblait plus marquée, ce fût aussi l'occasion d'aller un peu plus près dans cette évidence historique en train de s'éroder sous l'effet du renouvellement générationnel et culturel des enseignants et sur la crise de légitimité qui les met rapidement dans la position de la « citadelle assiégée ». Il nous fallait passer d'un temps où l'Ecole devait faire la preuve de son intérêt pour nous à celui de la preuve de notre intérêt pour l'Ecole. Paradoxalement la période pour le moins agitée de la mise œuvre des nouveaux temps scolaires a dans certaines situations permis un dialogue qui n'avait jamais eu lieu et l'imagination de réponses nouvelles dans les temps éducatifs nouvellement mis en place par les collectivités. On peut regretter que l'objectif initial de créer de meilleures conditions pour les apprentissages scolaires ait été souvent laissé en jachère.

Nous aurions tout à gagner de la formation conjointe des professionnels de l'éducation, en sus de leur formation particulière liée à leurs métiers et fonctions. C'est théoriquement une des missions des ESPE. Ces Ecoles « professionnelles » qui ont permis le rétablissement de la formation des enseignants scandalement abandonnée sous la présidence de Nicolas Sarkozy, ne sont pas tout à fait encore des Ecoles professionnelles. Elles sont de plus centrées sur la seule formation enseignante. L'ANDEV et La Ligue, avec d'autres acteurs – les mouvements du CAPE et le CNFPT par exemple – sont outillées pour participer à l'élaboration de ces formations conjointes. Se former ensemble c'est forger les outils de la nécessaire coopération éducative locale.

25 années d'existence pour l'ANDEV, ce sont 25 années de montée en puissance d'un indispensable investissement éducatif avec, aux côtés et en complément de l'éducation scolaire. Avec parce que l'Ecole a besoin pour se refonder du concours de tous les acteurs, aux côtés parce que la continuité éducative est une condition de la réussite éducative, en complément parce que les enfants apprennent bien ailleurs qu'à l'Ecole et dans son immédiate proximité, le numérique accélérant encore cette diversification.

En 25 années le paysage éducatif local a profondément évolué. J'ai le souvenir d'un congrès de l'ANDEV où nous invitions ensemble au temps des alliances éducatives. Pas pour rationaliser l'offre comme parfois certains peuvent l'évoquer, même

si les questions d'intendance ne sont pas négligeables à l'heure de la difficulté à financer l'intérêt général. Car les politiques éducatives territoriales, nées dans les villes et gagnant depuis les intercommunalités rurales, sont d'intérêt général.

Nous ne sommes plus au temps des besoins sociaux, de garde. Nous sommes au temps complexes et incertains qui appellent une mobilisation plus intense qui permettent à nos enfants une entrée rassurante et bienveillante dans un monde commun instable. C'est tout cela l'éducation, l'entrée en confiance dans un monde commun, la place qu'elle permet d'y trouver et la capacité de l'améliorer.

L'ambition des politiques éducatives territoriales est multiple mais nous y percevons au moins 4 objectifs :

- élargir sa culture et ses représentations ;
- contribuer à donner du sens aux savoirs scolaires et aux apprentissages ;
- construire les bases du vivre ensemble et faire vivre les valeurs de la citoyenneté démocratique ;
- découvrir le plaisir d'apprendre et la joie de comprendre.

En fait et peut-être plus simplement, permettre à tous les enfants et les jeunes d'apprendre à faire le meilleur usage de leurs territoires. Le faire au plan local c'est aussi s'outiller pour le faire ailleurs et toute sa vie.

Pour cela il est nécessaire de s'allier pour bien veiller sur les enfants d'un territoire afin qu'en retour ils en prennent soin, qu'ils prennent soin d'eux-mêmes, des autres et des cadres collectifs qui nous font tenir ensemble. Qu'ils puissent « faire société ».

Bel anniversaire à l'ANDEV et poursuivons cette œuvre commune.

Michel BAYET

Ancien trésorier national de l'ANDEV

Organisateur du Congrès de CHELLES en 2004



Pour ma part, j'ai appris l'existence de l'ANDEV en 1996, lors d'échanges avec des collègues pendant une session de formation du CNFPT (sachant que j'ai pris mon poste de directeur de l'Éducation à Chelles en 1993).

En 1997 j'ai participé à mon premier congrès à Cergy Pontoise et puis par la suite tout s'est enchaîné en même temps que les congrès.

J'ai alors découvert réellement les missions d'une direction de l'éducation qui pouvaient (et devaient) du coup aller bien au-delà de la « simple gestion » de la carte scolaire et les fournitures scolaires...

Mon approche comme directeur a alors été plus tournée vers le relationnel, la mise en place de réels partenariats avec l'Éducation Nationale et une écoute plus attentive des parents d'élèves.

En fait, je suis passé d'un rôle de directeur administratif à celui beaucoup plus intéressant, de coordonnateur, de médiateur, ce qui a fortement influé sur mes pratiques professionnelles :

- plus de transversalité ;
- beaucoup de réflexions par rapport aux expériences que d'autres collègues avaient mises mettre en place dans leur collectivité ;
- instauration de véritables partenariats avec l'Éducation Nationale ;
- une place plus importante donnée aux parents d'élèves ;
- une réflexion quant à l'implication de nos personnels et leur rôle (ATSEM ; gardiens d'écoles ; ETAPS...), quant à leur valeur ajoutée sur le temps de l'école (et après l'école) ;
- un volet managérial indispensable.

C'est aussi à travers les actions de formations de l'ANDEV et son rapprochement avec le CNFPT, que j'ai pu m'intéresser à la formation et surtout commencer à échanger autour de mes pratiques professionnelles. Par la suite j'ai franchi le pas et à mon tour j'ai souhaité participer de manière plus impliquée et j'ai alors pu, via le CNFPT, partager un peu de mon expérience avec nos jeunes collègues.

Mais l'ANDEV, c'est aussi, comme souvent quand on se lance un défi, une aventure humaine faite de rencontres et de challenges :

Des rencontres qui se sont traduites par la suite par de réelles amitiés, même si le travail au quotidien et l'éloignement ne nous permettent pas toujours d'aller plus loin... comme on le souhaiterait.

Il n'empêche que ces amis : Alain, Philippe, Ornella (qui vient de nous quitter brutalement par un mauvais coup du sort) et toi Francis et bien d'autres encore, ont une place toute particulière parmi toutes les rencontres que j'ai pu avoir tout au long de ma carrière professionnelle (qui touche bientôt à sa fin).

J'ai pris ensuite en charge le poste de trésorier de l'ANDEV (2001 /2008), une mission que j'ai eu à cœur de mener le mieux possible (surtout sur la recherche de financement) et qui fut une période riche de rencontres.

Et puis, un challenge, celui de faire un congrès à Chelles, une expérience inoubliable, enrichissante, qui vous pousse à aller au-delà de ce que vous pouviez imaginer et qui vous sublime.

Le mot n'est pas trop fort, je pense que tous ceux d'entre nous qui ont eu la chance d'organiser ce type d'événement me rejoindront sur ce constat. Y compris sur cette forme de nostalgie que l'on découvre le lendemain du congrès, quand on réalise que c'est terminé et que même si le travail a été intense pendant une bonne année (et plus que ça encore les derniers mois), on ne demande qu'à recommencer !

Merci Francis, merci l'ANDEV !

Pour revenir sur ce colloque, ce fut vraiment un moment intense, unique et qui marquera ma carrière professionnelle.

Pourquoi, ce Forum à Chelles ? Je ne sais pas vraiment ... Peut-être tout simplement l'envie de relever un défi et tenter de faire à Chelles ce que l'on faisait dans de bien plus grandes villes, peut-être plus modestement, mais comme tu l'as dit Francis lors de ton discours à Monsieur le Maire (Jean-Paul Planchou) : « J'avais proposé un mini colloque d'une journée, mais non Michel il voulait un vrai colloque ! ».

Et je l'ai eu !

Quel congrès ! 2004, quelle année ! Que de bonheurs !

Ce fut avant tout une période charnière où j'ai vraiment passé le cap et intégré intrinsèquement le groupe ANDEV et cela perdure encore aujourd'hui, même si mon implication n'est plus ce qu'elle a été, mais je suis en « sommeil » et toujours prêt à rebondir.

Sur la thématique retenue (très honnêtement et pour ne pas oublier mon élu de l'époque Christian Synowiecki, enseignant engagé, elle fut issue de notre réflexion commune, d'autant plus que nous avions à l'époque une inspectrice de l'Éducation Nationale très impliquée sur l'intégration, Annie Bretagnolle. Elle a d'ailleurs, quelques années plus tard, intégré une direction au Ministère de l'Éducation Nationale, chargée du handicap.

Comme quoi nos parcours, professionnel et personnel, sont toujours influencés par des rencontres ? Ou alors comme certains le prétendent « tout est écrit ? »

Pour synthétiser en quelques phrases sur le bilan de ces années passées à l'ANDEV, je dirais simplement : un moment intense, une expérience inoubliable, beaucoup de nostalgie... et des regrets de ne pas avoir débuté l'aventure ANDEV avec « l'équipe » de départ dès 1990... et de ne pas la terminer...

Rémi Prieur

Ancien trésorier national de l'ANDEV

Organisateur du Congrès de NEVERS en 2006



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

Au moment de la création de l'association, mon chef de service à Montreuil (93), Daniel Grossain, a noué de premiers contacts avec les fondateurs de l'association, je connaissais alors un peu l'activité de l'ANDEV.

Mais c'est au moment où je suis devenu responsable du service Enseignement à la Ville de Nevers (58) que j'ai adhéré à l'association et ai participé aux congrès annuels de l'ANDEV. Mon premier congrès m'a marqué, il se déroulait à Brest et n'ayant pas confirmé ma chambre d'hôtel, celle-ci avait été réattribuée à une autre personne. Après plus d'une heure de recherche en pleine nuit (et oui les soirées peuvent parfois durer longtemps à l'ANDEV...) et sous la pluie (sic), j'ai enfin trouvé un lit au Mercure de Brest !

Cette mésaventure ne m'a pas empêché bien-sûr de poursuivre mes rencontres avec l'association (mais aussi de retourner à Brest, notamment pour les rencontres PEL !) et de participer également aux rencontres régionales pilotées alors pour le réseau « Centre » par Guy Jouannin, notre collègue de Limoges.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

Après quelques années de fréquentation du réseau ANDEV et d'échanges avec de responsables et directeurs de services de l'éducation, j'ai mesuré combien les villes pouvaient peser sur l'action éducative locale grâce aux moyens qu'elles déploient au quotidien. Toute action développée par un service éducation a un impact fort auprès des publics enfants, enseignants, personnels municipaux, parents..., qu'elle se situe dans le secteur culturel, sportif, du vivre-ensemble, de la construction ou extension d'une école, de la restauration scolaire, du temps périscolaire...

Ce point est essentiel, en cela les villes ont toute légitimité – et cela est de plus en plus vrai au regard de moyens financiers maintenus par les municipalités - pour coordonner les politiques éducatives partenariales, en assurer le pilotage stratégique.

L'ANDEV a défendu depuis longtemps le principe de l'élaboration d'un Projet Éducatif Local, l'association a même souhaité son inscription dans la loi. Avec la création du PEDT (Projet Éducatif de

Territoire) dans un texte réglementaire en 2013, on n'en est finalement pas si loin...

L'élaboration du PEL de la Ville de La Roche-sur-Yon (85) en 2010 que j'ai piloté, s'est beaucoup appuyée sur la définition même que l'ANDEV avait donné au PEL : « Le projet éducatif local est le cadre formalisé, écrit, au sein duquel les acteurs qui interviennent dans le domaine de l'éducation sur un même territoire s'inscrivent pour exercer leurs missions et leurs responsabilités, de façon conjointe et coordonnée, autour d'objectifs communs, en direction et au bénéfice des enfants et des jeunes, pour leur développement, leur réussite et leur intégration dans la société, mais aussi dans l'environnement local au sein duquel ils vivent ».

En une phrase, tout est dit ! Un projet, c'est le fond bien entendu mais aussi la forme, sans laquelle la gouvernance n'est plus possible. Le périmètre, les acteurs, les « cibles », le projet partagé, l'objectif commun de réussite... autant d'éléments constitutifs aujourd'hui du PEL de la Ville de La Roche-sur-Yon. L'ANDEV n'y est pas étrangère...

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier et/ou de vos pratiques professionnelles ?

Si la Ville gagne en légitimité en matière éducative, alors le directeur de l'Éducation aussi !

Bien-sûr la fréquentation de l'ANDEV m'a aidé dans mes pratiques professionnelles (les rencontres régionales m'ont notamment beaucoup apporté sur le plan pratique) mais elle m'a aussi permis de porter un autre regard sur ma fonction, d'affirmer la place et le rôle de la direction de l'éducation au sein du partenariat local, de porter et défendre des convictions.

Et le regard des autres a aussi changé vis-à-vis du directeur de l'éducation, preuve qu'il a gagné en légitimité.

Lors d'un congrès de l'ANDEV, un intervenant a comparé le directeur de l'éducation à un chef d'orchestre. J'ai bien aimé cette parabole, elle me paraît assez juste. Mettre en musique une politique éducative nécessite une parfaite connaissance de tous les acteurs et de leur « culture », du territoire et de son histoire, une certaine « autorité-légitimité » mais aussi beaucoup de diplomatie.

Le grand chef d'orchestre David Stern a dit : « diriger, c'est sculpter la musique ». La politique éducative locale, une œuvre d'art.... ?

Qu'est-ce que l'association ANDEV vous a apporté dans le champ de l'Éducation ?

L'ANDEV m'a apporté de nombreux outils, des ressources que j'ai pu développer dans ma collectivité ou que j'ai pu proposer aux élus.

Mais elle m'a aussi permis de prendre du recul par rapport à mon métier. En ce sens, les congrès ont toujours constitué des temps essentiels de prise de hauteur et de réflexion.

Lors d'un congrès de l'ANDEV, je me souviens par exemple d'une universitaire qui intervenait sur la question de la sectorisation scolaire. Au-delà de la technicité de la question, ce sujet renvoie à des problématiques sociétales larges : les représentations sociales, la mixité, les politiques urbaines, de transport, la dualité public/privé.... Bref, de retour dans nos collectivités, notre regard change, nos pratiques évoluent, on cherche à prendre de la distance....même si le quotidien nous happe malheureusement bien vite !

Racontez-nous un évènement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer

L'organisation du congrès de l'ANDEV en décembre 2006 à Nevers constitue sans doute l'évènement de l'association dans lequel je me suis le plus impliqué et qui m'a le plus marqué.

A l'époque, le lancement de la politique nationale de renouvellement urbain (ANRU) posait de nombreuses questions sur le traitement social et éducatif des quartiers ciblés. C'est ainsi que fut naturellement définie la thématique du congrès : « L'école et l'éducation – au cœur des problématiques urbaines et sociales ». Un sujet encore bien à l'ordre du jour...

Un an ne fut pas de trop pour préparer cet évènement, tant du côté Ville que du côté ANDEV.

J'en retiens une extrême mobilisation de l'ANDEV, de sa présidente d'alors (Claudine Paillard), de la commission permanente, du conseil scientifique du congrès sous l'impulsion d'Elisabeth Savy, j'en garde le souvenir des nombreuses rencontres préparatoires riches et variées.

Côté Ville, la mobilisation des équipes ne fut pas moindre : de la cuisine centrale qui devait assurer tout l'aspect restauration, des équipes du service éducation gérant la logistique, les réservations, les inscriptions, les aspects festifs....Et la collaboration des autres services municipaux associés à la manifestation. Ce fut de ce point de vue une très belle expérience de cohésion d'équipe pendant un an, le tout appuyé par le maire de Nevers, Didier BOULAUD, qui avait fortement soutenu ce projet.

Au final ce congrès fut je pense une réussite avec des interventions de grande qualité, je me souviens en particulier de celle de Philippe Meirieu qui a sans doute été l'un des premiers universitaires à soutenir notre association et la place des directeurs de l'éducation des villes.

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

Difficile de dégager un moment parmi tous ceux passés à l'ANDEV, au bureau, en commission permanente, en congrès ou bien lors des rencontres régionales.

L'actualité dramatique que l'ANDEV traverse aujourd'hui avec la brutale et incompréhensible disparition de notre collègue et amie Ornella Del Giudice m'appelle à évoquer un souvenir en sa présence.

Durant l'année scolaire 2013/2014, quelques mois après la mise en œuvre de la réforme des rythmes éducatifs pour les communes partantes dès 2013, l'ANDEV avait reçu une invitation à un rendez-vous avec Marianne de Brunhoff, conseillère du ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon, chargée du suivi de la réforme des rythmes scolaires.

Une délégation composée d'Anne-Sophie Benoit, Présidente de l'ANDEV, d'Ornella qui assurait le suivi de la réforme à l'ANDEV et de moi-même en tant que représentant d'une ville ayant mis en place la réforme en 2013, se rendit donc au ministère rue de Grenelle.

Nous nous sommes retrouvés au siège de la Ligue de l'Enseignement pour « préparer » notre entretien. Ornella avait déjà à peu près tout prévu, tout préparé, liste des remarques, points de vigilance, points positifs, propositions à faire, qui dit quoi ...Cela a dû durer 1/4h maxi. Bref, ça m'allait parfaitement !

Arrivés tout juste à l'heure (on ne trouvait pas l'entrée !), nous débarquons donc au ministère, montons l'escalier vers les bureaux du ministre et de son cabinet, croisons dans l'escalier les regards de tous les ministres de l'Éducation nationale et de l'Instruction publique depuis 1828 (!), assez impressionnant, et arrivons à l'étage de M. de Brunhoff.

M'attendant à nous retrouver sous les ors de la République, nous traversons un dédale de couloirs moins reluisants que prévu et sommes accueillis par une assistante, ou plutôt une secrétaire sympathique avec un côté vieille France. C'était assez (d)étonnant !

Voilà pour la forme, ce qui nous a bien détendus ! Sur le fond, l'entretien avec la conseillère du ministre fut intéressant, on sentait le ministère extrêmement soucieux du suivi de la réforme et très à l'écoute de nos remarques et témoignages. L'ANDEV, une fois de plus, a pu faire entendre sa voix, ses convictions et ses attentes.

Et une fois de plus, Ornella était de la partie !

Sylvain Benain de Tours

Organisateur du Congrès de Tours en 2010 :
(Membre du bureau national ANDEV)



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

Dès ma prise de poste, mes collègues de la Direction de l'Éducation m'ont fait connaître l'ANDEV en m'indiquant que cette association serait une formidable source d'informations et d'échanges dans le domaine de l'éducation que je ne connaissais pas encore. Aussi, sans hésiter, j'ai rempli mon adhésion et je me suis pris au jeu.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

L'ANDEV permet une mise en réseau incroyable. Le cadre de l'éducation n'est plus seul et peut confronter sa réalité territoriale à celle de ses collègues des autres villes. Ainsi, la politique éducative prend une autre dimension. La force de l'ANDEV, c'est son implantation sur l'ensemble du territoire. Elle permet de parler d'une seule voix.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

Mon engagement au sein de l'ANDEV m'a permis de partager mon expérience et d'acquérir celle des autres comme une véritable richesse professionnelle. Chaque thème abordé au quotidien, chaque difficulté, chaque succès peut être partagé, comparé, discuté. Cela crée une dynamique qui va toujours de l'avant.

Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

L'ANDEV me permet de balayer l'ensemble des champs de l'Éducation et pas simplement le domaine dans lequel je suis spécialisé. Elle m'ouvre des horizons et des perspectives de réflexion. C'est certain que cette association fait prendre de la hauteur sur tous les sujets.

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer

C'est bien évidemment le congrès de l'ANDEV 2010 que j'ai co-organisé à Tours autour du thème «L'Europe, territoire(s) d'éducation ?». Construire le congrès, accueillir les intervenants, les collègues des autres villes au sein de ma collectivité a été un moment fort auquel nous sommes encore nombreux à nous référer.

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

Elles sont trop nombreuses et se poursuivent aujourd'hui. C'est ce qui fait tout le charme de l'ANDEV !

Quels ont été les enjeux que vous avez identifiés dans le contenu du thème du congrès et des journées thématiques ?

Nous voulions faire un bilan des systèmes éducatifs en Europe puis une mise en perspective pour faire avancer la réflexion. C'était sans oublier notre réalité professionnelle que l'on a voulu observer sous le prisme européen : la cour d'école, la restauration, le temps libre, les technologies de l'information et de la communication, la coopération, les rythmes scolaires...

Le réseau ANDEV a-t-il contribué à l'organisation du congrès ou/et des journées thématiques et qu'est-ce qui vous a marqué tout particulièrement ?

C'est bien sûr les nombreuses réunions du comité scientifique, à Tours et à Paris, qui ont permis autour d'un noyau solide de membres de la commission permanente, de définir les thématiques et de trouver les intervenants. La force du réseau est la participation active de ses membres.

Quels ont été les impacts dans votre environnement professionnel aussi bien en interne qu'en externe ?

En interne, il me semble que l'organisation du congrès a renforcé la cohésion de l'équipe de direction mais aussi de l'ensemble des agents. En effet, chacun a participé au congrès à sa manière, que cela soit pour la logistique, l'administratif ou pour le trio organisateur, la réalisation de l'événement. En externe, cela a contribué à la bonne image de la Ville et de l'équipe.

Ce congrès ou/et les journées thématiques ont-ils participé au changement des politiques éducatives et lesquelles ? Des politiques publiques complémentaires et lesquelles ?

Ce congrès a montré aux élus de la Ville le sérieux de ses cadres de l'éducation. Il a permis de mettre en avant les compétences des uns et des autres. Il a ouvert les yeux à certains sur des problématiques partagées et sur des expériences à prendre au-delà des frontières de la Ville.

James Poitevin

Organisateur du Congrès de Tours en 2010 : « L'Europe, territoire(s) d'éducation ? »



L'ANDEV est pour moi comme une sorte de famille, de groupe de personnes aidantes avec qui je partage des valeurs, avec qui il fait bon travailler. Cela permet de prendre du recul, de sortir un peu la tête de l'eau et de s'investir pour des causes et des raisons importantes. Quand

je pense ANDEV, cela représente un bol d'air pour moi et j'ai très souvent une aspiration à m'investir, à creuser, à approfondir, à échanger... L'ANDEV est synonyme pour moi de répercussions sur le terrain. Je regrette une chose actuellement, c'est de ne pouvoir m'y investir comme je le souhaite.

Organiser le congrès de Tours a été une très belle expérience professionnelle mais également humaine (je parlais de valeurs partagées...). Autant au niveau des contenus que de la forme, l'innovation, la diversité, la richesse (avec une pointe d'humour également), la qualité, l'implication étaient présentes. Lorsqu'on organise un congrès, on acquiert des compétences, de l'expertise, de la confiance et un réseau. C'est personnellement très valorisant également. Je souhaite à tous les gens des collectivités ayant une responsabilité dans le domaine de l'éducation de passer par l'organisation d'un événement tel que celui-ci.

Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

En 2003 dans le cadre du service avec participation à une réunion régionale Centre à Limoges

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

Je ne dirais pas que cette rencontre a changé ma réflexion mais qu'elle l'a étoffée, approfondie, enrichie ; cela a parfois fait changer ma perception des questions, voire l'a inversée. Mais nos opinions évoluent de toute façon en fonction des contextes, de l'actualité, des lois et directives que nous devons mettre en place ou auxquelles nous devons nous conformer.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

L'échange entre professionnels, une des richesses de l'ANDEV, permet la confrontation et de mesurer la distance qu'il y a entre nos pratiques, soit dans un sens, soit dans l'autre. Il permet également

une remise en question sur des éléments que l'on pense immuable.

Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

Elle m'a permis de balayer l'ensemble des domaines de l'Éducation, dont certains auxquels je n'étais pas forcément sensible et donc d'acquérir une expertise dans ces secteurs. Elle m'a permis également de bénéficier du « réseau », formel ou informel, qui constitue une grande ressource pour moi.

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer.

L'organisation du congrès de Tours « L'Europe : territoires d'éducation ? » fut un grand moment de ma vie professionnelle. Voir mon message précédent.

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

Les relations que j'ai pu nouer au sein de l'ANDEV, notamment avec des membres de la CP (je ne citerai personne mais il y en a beaucoup), ont souvent été une grande satisfaction pour moi. En dehors de celles-ci, ma rencontre avec Peter Gumble, pour notre congrès fut une bouffée d'oxygène et m'a ouvert des perspectives sur l'Éducation en France car il nous a remué un peu ; j'avais retenu une statistique qu'il avait avancée : à la question, je suis très tendu quand j'ai un devoir de mathématiques à faire, plus de 50% des enfants du secondaire en France répondent oui alors qu'il n'y en a moins de 10% en Finlande...

Elisabeth Saby

Ex-membre de la commission permanente
En charge du conseil scientifique du congrès
de l'ANDEV de 2004 à 2008, alors conseillère technique
à la Ville de Saint-Etienne (Loire)



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

En 2003, j'étais alors en charge du conseil sur les politiques éducatives à la Ville de Saint-Etienne (42). Pour avancer, je contactais alors Francis Oudot président de l'ANDEV, dont un collègue me donna le contact. Il était très disponible et curieux d'échanger, c'est pourquoi

j'évoquais avec ce dernier assez longuement mes préoccupations d'alors (une enquête à réaliser sur les politiques éducatives dans ma collectivité) et celles de l'ANDEV. Ce discours direct, argumenté sur les problématiques de l'éducation comme la facilité à se procurer des informations disponibles sur le site de l'ANDEV, m'ont fait plaisir et rassuré tout en donnant envie d'approfondir ; il s'agissait d'un cercle d'expertise, actif, ouvert qui ne pouvait qu'être une plus-value.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

De fait, j'ai été assez rapidement associée à la préparation des colloques annuels de l'ANDEV puis au conseil d'administration mensuel qui se réunissait à Paris. Là encore, la simplicité et la qualité des échanges sur l'actualité me permirent de connaître et d'apprécier ce réseau dans lequel la parole était assez libre sans les verrous que je connaissais dans d'autres réseaux. Dans ces derniers, le lieu d'où l'on parle prime autant que ce que l'on peut dire à l'ANDEV, que l'on appartienne à une petite ou grande collectivité, c'est l'expérience et l'apport de chacun qui importaient alors.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

L'ANDEV a véritablement aidé à faire connaître et développer le métier de directeur de l'éducation en phase avec un grand nombre d'autres responsables de services liés aux politiques éducatives (culture, sports, développement durable, intégration, petite enfance ...) tout en proposant de croiser les actions, les réflexions pour une action commune en s'appuyant sur un ensemble de pratiques et de connaissances formalisées dans la revue et ouvrages de l'ANDEV.

Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

Un corpus de connaissances élargies qui valorise les services de l'éducation des villes, articulée aux politiques de l'Éducation Nationale ; c'est aussi un réseau assez dense de collègues qui ont fait connaître les enseignements de leur expérience en matière administrative et éducative.

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer

Avec l'ANDEV, j'ai accompagné la structuration des contenus et la mise en œuvre des différents congrès nationaux sur la période de 2003 à 2008 sur les thèmes de l'intégration (Chelles), de l'éducation artistique et culturelle (Aix

en Provence), du développement durable (Dunkerque), des politiques urbaines et sociales (Nevers) et des nouvelles technologies informatiques et de communication (Limoges) .

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

Cela commençait toujours de la même manière une fois par mois : levée tôt pour prendre le TGV de 6 heures, le microordinateur sous le bras, l'esprit clair et perspicace pour tracer les points à évoquer à Paris avec les collègues, rassembler les informations, les contacts et les documents utiles, commencer de problématiser.

Arrivée gare de Lyon à 9h, il fallait traverser jusqu'à Austerlitz puis tourner à gauche pour prendre le boulevard vers l'immeuble high tech de la Caisse des Dépôts et Consignations jusqu'à la petite salle réservée à l'ANDEV. L'arrivée dans cet environnement ma foi bien technocratique était assez tonifiant alors même que le quotidien de chacun était plutôt une expérience de terrain. C'était ainsi une manière assez heureuse de positionner l'ambition de nos échanges, dans un lieu singulier et de qualité.

Tôt levé lui aussi, Alain Bocquet qui venait de Nanterre, arrivait peu après, le café à la main, me saluant chaleureusement tandis que de minute en minute la salle se remplissait jusqu'à 10 h de collègues souriants, disponibles, heureux de partager les discussions qui allaient animer la journée jusqu'à 16 h sous le regard attentif du président (puis de la présidente). Le matin était consacré au Conseil d'administration jusqu'à 11h suivi du travail en commissions l'après-midi (dont la commission de préparation du congrès que j'avais l'honneur de co-piloter).

Un sérieux imperturbable nous animait. L'ordre du jour n'était jamais bouclé en fin de journée, suite aux différents tours de table, entrecoupés de rires, d'échanges, d'écoute bienveillante dans un étonnant consensus qui faisait progresser notre compréhension des problématiques éducatives. À midi, le repas dans un bistrot proche ouvrait un moment de détente et d'échange.

Pour la dernière heure à passer avant le train de 17h, un collègue Abdel (Zahri) attendait avec moi dans un bistrot de la gare de Lyon. Nos conversations s'acheminaient toujours vers tout autre chose que le programme de la journée. On y parlait littérature, poésie ou musique de manière ininterrompue. Saoulée de mots, de contacts, de points à préparer pour la fois suivante, j'embarquais dans le TGV de retour avec une énergie toujours présente

et l'envie de revenir le mois suivant. C'était cela l'ANDEV ! Un réseau professionnel et d'amitiés solides, naturellement posé qui prenait toute sa dimension avec le temps, complété d'une richesse humaine et d'une solidarité entre les membres. Pour qui y avait goûté, on en redemandait. Chaque année l'organisation du congrès dans une nouvelle ville d'accueil donnait, pour terminer, l'occasion à l'ensemble du réseau de se retrouver pour un échange non stop durant 3 jours, fort des 250 directeurs de l'éducation présents. Une belle réussite !

Elisabeth SABY, membre de l'ANDEV.

Frédéric JESU

Médecin pédopsychiatre de service public
de 1979 à 2014



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

A bien regarder dans le « rétroviseur prospectif » que me tend le Conseil d'administration de l'ANDEV en ayant la gentillesse de m'associer à la commémoration de son premier quart de siècle, il m'apparaît que cette « première fois » était l'aboutissement logique de la chronique d'une rencontre annoncée. Et qu'elle fut le révélateur - sinon le déclencheur - de l'une des principales articulations que je cherchais alors à opérer entre, d'une part, mes réflexions théoriques et mes positions de principe, et, d'autre part, mes engagements « de terrain » et mes orientations pratiques.

Initié en 2004 et développé depuis, mon « compagnonnage de route » avec l'ANDEV est ainsi venu enrichir - et, j'y reviendrai, agrémenter - plusieurs des routes, parallèles ou convergentes, que je suivais et suis encore. Ce constat caractérise d'ailleurs la propension de cette association œcuménique et conviviale à accueillir aux carrefours qu'elle anime un grand nombre de parcours et de cultures. En ce qui me concerne, ces routes sont celles sur lesquelles se sont engagées et déroulées tant ma vie professionnelle (de pédopsychiatre de service public, de médecin de santé public, de chargé de mission auprès de ministères et de collectivités locales, de consultant) que ma vie militante (dans le champ des droits de l'enfant et dans celui de l'éducation populaire)¹.

Je n'irai pas jusqu'à affirmer que ma rencontre avec l'ANDEV a contribué à créer une nouvelle cohérence entre ces différentes composantes de mes investissements ; elle en a cependant été le marqueur et l'occasion.

Fin 2004, je venais de publier, chez un éditeur à la fois demandeur et sceptique, un livre intitulé « *Coéduquer – Pour un développement social durable* ». Depuis deux ans, j'exerçais des fonctions de « chargé de mission enfance/familles » au sein de l'administration centrale de la collectivité parisienne (que son cumul de compétences municipales et départementales, son gigantisme et son autosatisfaction historique rendaient alors peu encline aux dynamiques transversales en général, et coéducatives en particulier).

En tant qu'administrateur (et bientôt vice-président) de l'association DEI-France², j'avais par ailleurs été chargé de co-concevoir, coordonner et animer sa 4^e Journée d'étude, programmée le samedi 13 novembre 2004 à l'Assemblée nationale, sur le thème « *Mettre la ville à hauteur des enfants* ». Trois axes devaient structurer les communications et les échanges attendus (et enrichis d'interventions de membres de Conseils municipaux d'enfants et de jeunes) : quels espaces construire pour assurer une place plus active de l'enfant dans la ville ? Quelles harmonisations possibles des temps urbains des enfants ? Quelles formations pour les décideurs et les acteurs ?

L'argument du deuxième axe était le suivant : « *Penser et aménager les temps urbains des enfants consiste à les inscrire dans un parcours qui leur donne sens. Encore faut-il prendre en compte les mutations sociales qui concernent ces enfants – mais aussi leurs familles – pour bâtir ou rebâtir avec eux des projets éducatifs cohérents et participatifs* ». A ce titre, une communication était prévue, portant sur le bilan des Contrats éducatifs locaux, et une autre devait présenter des pistes relatives aux « permanences éducatives de proximité ». Mais il fallait tout d'abord répondre à la question cadre : « *Que font les villes, aujourd'hui, en matière de temps de l'enfant et de politique éducative locale ?* ».

1. Cf. la notice biographique ci-dessous.

2. DEI-France (www.dei-france.org/) est la section française, constituée le 20 novembre 1998, de l'ONG Défense des Enfants International. Elle a pour objectif de veiller à l'application, en France et par la France, de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant

Pour y répondre, mes recherches et mes contacts me conduisirent sans ambages vers une association que je ne connaissais pas encore : l'ANDEV. J'en découvris les buts et les orientations, les caractéristiques des responsables locaux qu'elle fédérait, les parties accessibles à tous de son site *internet*. Je crois que je réussis même à me procurer – je ne sais plus comment – quelques exemplaires de *La Communale*. Et je contactai Francis Oudot, le président de l'époque. La complicité inter-associative et militante fut immédiate, autour de valeurs centrées sur la prise en compte de la personne globale de l'enfant et, par conséquent, sur l'importance de tous les acteurs éducatifs, sans exclusive, de son environnement. Je le sollicitai un samedi après-midi, pour une intervention de 20 minutes, alors qu'il résidait à Reims. Il ne connaissait pas plus DEI-France que je ne connaissais l'ANDEV. Pourtant, il n'hésita pas un instant – une raison, parmi tant d'autres, pour laquelle, depuis lors, je n'hésite jamais à répondre à mon tour à une sollicitation de l'ANDEV ! – et son intervention fut à la fois fédératrice et mobilisatrice, et pour moi lumineuse.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

En 2004, la notion et surtout le processus dynamique du « projet éducatif local » (PEL) émergeait tout juste. Entre 1999 et 2001, j'avais travaillé au sein de l'ODAS (Observatoire national de l'action sociale décentralisée) au recensement et à l'analyse méthodologique des démarches partenariales, associant les habitants, relevant du « développement social local ». J'avais constitué et coordonné un réseau national d'informations à ce sujet. Au carrefour des politiques éducatives et sociales, partenariales et participatives, impulsées dans cet esprit par certaines villes, j'avais repéré avec intérêt les initiatives, entre autres, de Brest et – à l'époque – de Saint-Brieuc. Le sous-titre de mon livre sur la coéducation s'en déduisait. L'articulation avec l'approche par les droits de l'enfant se concrétiserait quelques années plus tard par l'implication active de DEI-France dans l'*Appel de Bobigny*.

Mais, dans l'immédiat, le PEL restait abstrait à mes yeux, et rien n'indiquait que la Ville de Paris, où je travaillais à l'époque, envisageait de s'engager sur une telle voie – quand bien même je sentais mes interlocuteurs de la CAF plus disponibles. L'intervention de Francis Oudot, lors de la Journée d'étude de DEI-France, m'éclaira sur trois points essentiels. Premier point : l'action éducative institutionnelle et locale ne se résume pas à celle

que l'Etat déconcentré confie aux établissements scolaires - ce qui était déjà une évidence pour le parent, le médecin pour enfants, le militant des droits de l'enfant et de l'éducation populaire que j'étais. Deuxième point : les villes, aux côtés et au plus près des familles, détiennent et exercent de ce point de vue un rôle éducatif considérable et multipolaire, qu'on le désigne comme relevant de l'éducation non formelle ou de l'éducation pendant les temps libres ; et les directeurs de l'éducation des villes sont donc potentiellement des concepteurs et des opérateurs stratégiques clés pour assumer les enjeux que recèlent ces espaces-temps, ni scolaires ni familiaux, de l'éducation des enfants de 3 à 12 ans, voire de la naissance à 18 ans. Troisième point : les PEL ne sont donc rien d'autre que la possible concrétisation d'une approche ambitieuse, rigoureuse et territorialisée du concept de coéducation, et les villes disposent de la légitimité politique et opérationnelle pour impulser, animer et évaluer la coordination des acteurs – y compris des parents, des enfants et des jeunes – requise par cette dynamique processuelle.

Chacune de mes participations aux Congrès de l'ANDEV (La Ciotat, Tours, Guyancourt, Reims) m'a confirmé dans cette conception exigeante, ouverte et partenariale des politiques éducatives locales.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a-t-elle modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

Au fil de mes différentes activités professionnelles (administratives, médicales, de formation et de conseil auprès des collectivités locales, des CAF, des fédérations associatives, etc.) ou militantes (par exemple comme président d'un centre social et culturel, comme contributeur d'un rapport « alternatif » à celui de l'Etat au Comité des droits de l'enfant de l'ONU sur l'application, en France, de la Convention internationale des droits de l'enfant), je me laisse aujourd'hui facilement et spontanément guider par une culture « ANDEVienne » - dont j'ai cependant expliqué qu'elle pré-existait, quoique moins concrètement structurée, à ma rencontre avec l'ANDEV.

En d'autres termes, que je m'adresse à des enfants, des jeunes, des parents, des professionnels (de « terrain » ou de direction), des élus ou des militants associatifs, j'apporte désormais une attention accrue à l'expérience, à la connaissance ou aux représentations qu'ils ont : de l'éducation pendant les temps libres (et des nombreuses et préoccupantes inégalités observées en ce domaine, de 0 à 18 ans) ; des professionnels et des projets

pédagogiques qui s'y consacrent ; de l'architecture et de l'organisation générale des espaces dédiés à l'accueil de la petite enfance, aux activités scolaires, aux temps de récréation, à la restauration scolaire et à la pause méridienne, aux centres de loisirs, aux séjours de vacances ; des contenus et des modes d'élaboration et d'application des règlements intérieurs de ces différents espaces/temps éducatifs ; de leur gratuité ou de leur tarification, etc.

Même si les compétences des villes (et des intercommunalités) en plusieurs de ces domaines sont juridiquement facultatives, elles n'en touchent pas moins des aspects essentiels de la vie, du bien-être et du parcours éducatif des enfants. Les visées et les modalités de mise en œuvre (le pourquoi et le comment) des choix qu'effectuent les villes correspondent, explicitement ou implicitement, à des valeurs, des principes et des normes que j'interroge ouvertement, en tant que professionnel ou que militant associatif. Elles déterminent en effet, sur le fond, la façon dont le rôle éducatif des villes peut se coordonner, harmonieusement ou non, avec celui des familles et avec celui de l'Éducation nationale.

Déjà mobilisé et actif dans le champ théorique de la coéducation (incluant les parents, mais aussi les enfants et les jeunes eux-mêmes), je le suis de plus en plus devenu en pratique. Et ceci, qu'il s'agisse de promouvoir une authentique démocratisation des relations éducatives au sein des familles, au sein des institutions et entre les unes et les autres ; ou de veiller aux besoins sinon de continuité du moins de cohérence éprouvé chaque jour, chaque semaine, chaque année et tout au long de l'enfance tant par les enfants que, dans le meilleur des cas, par les nombreux et divers adultes qui les accompagnent. J'y vois un enjeu essentiel des PEL ou des plus modestes « Projets éducatifs de territoire » (PEdT). C'est pourquoi, par exemple, je m'intéresse de près à l'aménagement concret des transitions et des passerelles éducatives ...

Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

Pour compléter ce que je viens de retracer ci-dessus, je veux dire encore que l'ANDEV m'a fait découvrir et apprécier un métier et une fonction – directeur de l'éducation à l'échelle d'une ville – qui me semblent devoir concilier, plus que dans d'autres secteurs de l'action territoriale peut-être : un nécessaire degré d'universalisme (diversité des services rendus à l'ensemble des familles en responsabilité éducative, prise en considération de la personne globale de chaque individu-enfant en même temps que des collectivités

d'enfants) ; un non moins nécessaire degré de pragmatisme (bien que souples et évolutifs, les services rendus ne sauraient être aléatoires, ni pilotés dans l'approximation ou l'improvisation, et leurs contraintes sont tout autant juridiques, organisationnelles et budgétaires qu'éthiques, dans la mesure où ces services concernent le réel du corps et du psychisme des enfants) ; une exigence de qualité de service public, même quand celui-ci est partiellement délégué par voie conventionnelle (l'accessibilité, l'accueil, la sécurité, la cohérence et l'ambition pédagogiques, l'adéquation aux besoins et aux aspirations des enfants et des familles, l'évaluation permanente de processus et de résultats sont ici autant de mots-clés).

En promouvant ces caractéristiques – et j'en oublie sans doute ! – du métier et de la fonction, l'ANDEV contribue sans doute à mieux faire connaître l'existence et l'importance du rôle éducatif des villes, mais aussi à développer ses perspectives, sa résilience et ses capacités d'adaptation aux évolutions politiques, institutionnelles et budgétaires. Et ceci au moment-même où les autres partenaires de l'éducation globale des enfants – l'Éducation nationale, les familles, les CAF, le secteur de l'éducation populaire – découvrent peu à peu la nécessité mais aussi la complexité des démarches co-éducatives quand elles ne se laissent pas cantonner au seul et souvent problématique « face-à-face » école/parents (lui-même héritier ou menacé d'une tendance au « dos-à-dos »).

Autrement dit, l'ANDEV favorise de la sorte la bienvenue triangulation – école/parents/ville – du débat co-éducatif, ce qui ne peut que dégripper et, surtout, rendre plus exhaustif et plus créatif le processus de mise en projet global et local des acteurs respectifs de ces trois champs. On doit espérer - et on observe déjà, ici ou là - que cette ouverture plus ou moins inédite du partenariat éducatif (et qui concerne aussi la CAF, la DDCS, le Conseil départemental, les associations à vocation éducative) occasionne une certaine réduction des tensions antérieures. Et qu'elle s'avèrera à terme génératrice non seulement de projets partagés et évolutifs, mais aussi de satisfaction éprouvée à les élaborer et les conduire de la sorte. Raison pour laquelle - en rappelant que, pour la psychanalyse, le plaisir résulte de la réduction des tensions (internes ou externes) -, j'ai souvent été amené à parler, dans l'ambiance des Congrès et autres réunions de l'ANDEV, de « plaisir éducatif local »...

Il reste cependant une ombre à ce tableau. L'ANDEV a l'âge de la Convention internationale des

droits de l'enfant (ratifiée par la France en 1990), mais il lui reste à développer, dans ses prises de position publiques et dans ses préconisations pratiques, la volonté et les méthodes permettant de plus et mieux associer les enfants et les jeunes aux politiques, aux projets et aux services éducatifs qui les concernent. Le partenariat avec DEI-France (qui a beaucoup travaillé sur cette question, notamment à propos des PEdT³), et avec nombre d'associations d'éducation populaire, pourrait permettre de progresser en ce domaine dans les 25 ans qui viennent. Mais ceci en commençant dès demain, et en veillant par exemple à ce que « l'éducation à la citoyenneté », si souvent évoquée depuis peu, ne repose pas seulement sur un apprentissage formel mais soit complétée par sa mise en pratique réelle et systématique dans tous les contextes éducatifs, notamment donc dans ceux qui dépendent des villes.

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer

Je vais plutôt, et brièvement, mentionner quatre événements dont le rapprochement me semble refléter la volonté de l'ANDEV d'accompagner voire d'anticiper, avec ses partenaires, les événements et les évolutions en cours plutôt que de les subir ou de déplorer leurs rémanences de tous ordres quand elles sont synonymes d'immobilisme.

Ainsi les formations conjointes organisées par le CNFPT à Angers puis à Nancy à l'initiative de l'ANDEV et avec le concours de l'Éducation nationale proposèrent-elles trois ans de suite (2010, 2011, 2012) à quelques dizaines de cadres territoriaux et d'inspecteurs de l'Éducation nationale d'expérimenter les conditions et les contenus d'une culture commune, dans la perspective notamment de la mise en œuvre de PEL. Il me fut proposé d'y assurer des interventions sur les enjeux du processus coéducatif pour l'enfant et sur la place des parents dans celui-ci. Il serait judicieux que les nouvelles ESPE s'intéressent aujourd'hui à ce type de formations conjointes.

Dans un esprit comparable, le Congrès de Guyancourt des 27-29 novembre 2013 avait prévu de tenir un atelier sur le thème « *Quelle place laissée aux familles dans le système éducatif et dans les pédagogies ?* ». Invité à y participer, je proposai à l'ANDEV d'y associer aussi les femmes remarquables, que j'avais rencontrées à plusieurs reprises, de

l'Université Populaire des Parents (UPP) de Grigny, impulsée et accompagnée par l'ACEPP (Association des collectifs enfants parents professionnels). Deux d'entre elles purent venir et elles expliquèrent le long chemin emprunté par les parents des quartiers populaires pour contribuer à l'établissement d'un climat de confiance mutuelle et durable entre ceux-ci et les institutions éducatives, et notamment scolaires, de proximité.

Peu après, le 30 janvier 2014, à Reims, il me fut proposé d'assurer la conférence d'ouverture puis la synthèse « à chaud » d'une journée d'actualité inter-régionale ANDEV/CNFPT portant sur les expériences, récentes ou en cours, de 120 acteurs et décideurs de terrain d'Ile-de-France et Champagne-Ardenne en matière de réforme des temps scolaires et éducatifs. Dans un climat dépassionné et de sincérité, élus et directeurs municipaux, cadres de l'Éducation nationale, représentants des DDSCS, des CAF et des fédérations d'éducation populaire mirent à jour les difficultés mais aussi les conditions et les pistes de faisabilité de cette réforme. Ils donnèrent à voir la richesse et les potentialités de l'action éducative locale lorsqu'elle est guidée par une véritable volonté de concertation (ouverte aussi aux familles) et de co-production articulée aux réalités du territoire.

Enfin, dans le cadre de son Congrès de Reims des 3-5 décembre 2014, l'ANDEV me fit le redoutable honneur de me confier le soin de réaliser une intervention sur « *Le bien-être à l'école* ». Un sujet passionnant, mais relativement neuf pour moi, et qui m'obligea à rassembler près de 20 ans de réflexions et d'expériences (sur la santé des enfants, l'éthique des pratiques professionnelles, la bientraitance institutionnelle, la coéducation, la participation démocratique, etc.) pour poser les bases d'un chantier plus vaste que le seul bien-être à l'école et portant en réalité sur le bien-être des enfants et des adultes dans l'ensemble du champ éducatif. Un chantier auquel j'ai décidé, depuis lors, de continuer à me consacrer... avec tous les acteurs de l'éducation, parents et enfants compris, qui le voudront bien.

Puis-je ajouter que, à mes yeux tout du moins, la préparation et l'animation de ces trois derniers événements fut en grande partie l'œuvre d'Ornella Del Giudice, avec laquelle j'avais fini par établir des relations de confiance et de complicité telles que l'annonce de son décès tragique, cet été, m'a affecté à un point que je n'aurais pas imaginé ? J'avais le sentiment que nous avions encore beaucoup à faire ensemble, et je compte sur la suite de mes collaborations avec l'ANDEV pour continuer,

3. Cf. Guide sur la participation des parents, des enfants et des jeunes aux Projets éducatifs territoriaux - <http://www.dei-france.org/Nouvel-article,111.html>

comme Ornella y était si attachée, à faire entendre la voix des enfants, des jeunes et des parents dans l'action éducative locale.

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

J'ai déjà laissé entendre que les propos qu'il m'arrive de tenir sur le « plaisir éducatif local » doivent beaucoup au plaisir que j'éprouve à être invité et associé à différentes circonstances de rencontres organisées par l'ANDEV et à l'atmosphère chaleureuse, ouverte et stimulante qui y règne. J'ajoute, comme évoqué en introduction de ma réponse à la première question, que j'apprécie d'y être sollicité en considération de l'ensemble de mes expériences, travaux et engagements, et non pas pour y tenir le rôle et le discours du « pédopsychiatre de service ».

De ce fait, j'ai vécu nombre de « rencontres et aventures humaines » intéressantes et agréables dans l'univers de l'ANDEV, et il est difficile d'en sélectionner une seule. Je retiendrai pourtant une circonstance qui me semble typique de l'ambiance « andévienne ». Le Congrès de Tours s'est tenu au beau milieu d'une grève générale des cheminots. Je devais rejoindre Nantes sans délai, pour y assurer une formation des personnels municipaux de l'accueil de la petite enfance. Le staff de l'ANDEV résolut le problème en me confiant aux bons soins du responsable du secteur « pause méridienne et restauration scolaire » de la Ligue de l'enseignement, un nantais qui rentrait chez lui en voiture. Le trajet Tours-Nantes fut l'occasion d'une passionnante session de formation continue sur les composantes et les potentialités éducatives du domaine d'expertise de mon chauffeur.

Aujourd'hui encore, je décèle dans cette anecdote l'esprit de l'ANDEV : faire se rencontrer et échanger entre eux des acteurs aux parcours, aux métiers et aux responsabilités bien différents, mais que réunirent ici avec passion, pendant une heure et demi, l'évocation d'une part d'enfants bien réels – ceux qui entendent se restaurer correctement, puis se reposer ou se distraire en faisant de nouvelles découvertes – et d'autre part leur prise en considération dans une conception ambitieuse de chaque composante du projet éducatif local et global – matinée en l'espèce de salles de restauration insonorisées et bien éclairées, de circuits alimentaires courts et de pédagogies coopératives. Autrement dit, une vision pour demain et à portée de main, mais de plusieurs mains.

Des mains que j'ai aujourd'hui ... plaisir à serrer, pour souhaiter un joyeux 25^e anniversaire à celles et ceux qui me les ont tendues depuis dix ans.

Présentation - Médecin pédopsychiatre de service public de 1979 à 2014, Frédéric Jésus a également exercé diverses fonctions de chargé de mission, pendant 16 ans, auprès de ministères, de départements et d'une grande ville, dans le champ de leurs politiques sanitaires, sociales, familiales, éducatives. Consultant et formateur, depuis 1999, pour accompagner la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de politiques sociales, familiales ou éducatives locales, il est par ailleurs militant associatif engagé : en tant que vice-président de l'ONG DEI France (section française de Défense des Enfants International), dans la promotion et l'application concrète, en France, de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant ; et, en tant que co-fondateur et co-président d'un Centre social et culturel, dans l'actualisation et le développement des valeurs de l'éducation populaire. Depuis une quinzaine d'années, ses ouvrages et ses publications portent, pour l'essentiel, sur la bientraitance institutionnelle, sur le développement social local, sur la coéducation, sur la « parentalité » et la condition parentale, sur la participation des parents, des enfants et des jeunes aux politiques qui les concernent et sur la démocratisation des relations éducatives. Il a notamment publié « Coéduquer – Pour un développement social durable » (Dunod, 2004) et, avec Jean Le Gal : « Démocratiser les relations éducatives – La participation des enfants et des parents aux décisions familiales et collectives » (Chronique Sociale, 2015)

Francis Vernhes

Militant des Francas du Val-de-Marne



J'ai entendu parler de l'ANDEV quand j'étais à la direction nationale des Francas puisque nos deux associations avaient des relations sur plusieurs dossiers, relations qui se sont renforcées, en particulier, avec la création des journées PEL à BREST

En prenant la responsabilité des Francas du Val-de-Marne j'ai poursuivi ma découverte de l'association car Pierre Chartier, membre de la Commission permanente, était aussi membre de notre Comité directeur. Je lui ai demandé si je pouvais assister à une initiative organisée par le collectif Île-de-France et je suis allé à ma première rencontre, à Arcueil, sur la question de la construction d'une nouvelle école.

J'ai été invité par la suite aux autres rencontres organisées dans la région et dans le même temps (au début des années 2000 je pense), j'ai contacté

Alain Bocquet pour une rencontre organisée par les Francas 94 sur la mise en place des PRE. Nous avons par la suite continué à nous voir dans différentes circonstances.

Je cite ces exemples car, pour ma part, l'accroche à l'ANDEV est passée à la fois par la relation privilégiée que j'ai eu avec ces deux personnes et par la découverte progressive de ce que l'association développait sur le terrain, à Nanterre en particulier.

Ces différentes rencontres ont confirmé ce que je préconisais dans ma responsabilité des activités socio-éducatives aux Francas, à savoir la nécessité pour une association quelle qu'elle soit, de s'ouvrir vers d'autres horizons éducatifs et de construire des partenariats « intelligents ».

Elles ont confirmé également l'approche que j'avais de l'éducation, faite des diverses influences éducatives volontaires (la famille, l'école, les centres de loisirs, les ateliers culturels, sportifs ...) ou involontaires (la rue, la bande de copain, certains médias ...). C'est cette conception qui impose à l'action éducative de mettre chaque enfant en situation de développer ses capacités à exploiter la matière éducatrice qu'il reçoit de ces influences : capacités d'observation, de mise en relation, d'analyse, de hiérarchisation, de relativisation et de choix.

Enfin j'ai eu aussi la confirmation que c'était au plan local qu'il fallait construire de manière partagée, les politiques éducatives parce que c'était là qu'on pouvait, avec le plus d'efficacité, observer les conséquences de telle ou telle influence s'exerçant sur l'enfant pour décider (proposer) quelles influences environnementales il est important de dynamiser, de renforcer ou, au contraire quelles influences environnementales il importe de contrebalancer ?

La rencontre avec l'ANDEV m'a apporté ces confirmations en même temps qu'elle m'a fait observer deux nécessités :

- continuer à se battre, dans certains cas encore trop nombreux, pour convaincre que l'éducation ne doit pas être ramenée à la seule action scolaire ;
- faire distinguer l'action éducative consciente, volontaire et finalisée - dont le but est de favoriser l'existence et l'extension d'influences maîtrisables jugées nécessaires au développement de la (des) personne(s) humaine(s) – qui n'est qu'une contribution à l'éducation de l'éducation elle-même.

Encore militant aux Francas (malgré mon grand âge !) j'ai souvent « loupé » des rendez-vous importants avec l'ANDEV comme le sont les différents congrès. J'ai eu la chance d'assister à celui de Tours ainsi qu'à un rendez-vous important à Reims dont je garde un excellent souvenir au regard de la richesse des contenus, de celle des échanges et de la convivialité toujours présente à ces rendez-vous. C'est après le congrès de Tours que j'ai demandé la

possibilité d'adhérer à l'ANDEV sans être directeur de l'éducation dans une collectivité.

De l'ensemble des rencontres vécues avec l'ANDEV je garde un souvenir fort des réunions régionales animées par Alain Bocquet qui avait à la fois la rigueur nécessaire pour que chaque intervenant puisse aller à l'essentiel et l'art de solliciter les interventions pour que chacun puisse s'exprimer. Je me suis quelques fois placé en situation d'observateur pour noter ce qui dans les témoignages présentés constituait des éléments de réussite de l'action qu'Alain savait faire émerger. Je continue à penser que c'est cela qui est le plus important dans un témoignage si on veut pouvoir s'en inspirer et l'adapter à son action.

Et pour terminer en mettant en pratique ce principe je dirai que nos associations doivent à la fois :

- baser leur développement sur l'action au niveau local qui permet à la fois de prendre en compte les évolutions de notre société et la réalité de la situation des enfants de leurs familles ;
- faire connaître, valoriser ces actions et les innovations que nous su mettre en œuvre ;
- accompagner nos actions par des relations humaines riches, diversifiées et conviviales.

Mais il s'agit sans doute là d'ingrédients issus de l'éducation populaire cette éducation pour tous, de tous et par tous.

Mai 2015

Francis Vernhes est décédé le 15 octobre 2015

Disparition de Francis VERNHES et 25 ans de l'ANDEV



En photographie à la sortie d'un déjeuner et d'un moment convivial, comme toujours, partagé en août 2013 avec sa femme Brigitte dans les Landes

Pierre Chartier

Coordonnateur du réseau régional
ANDEV sud-ouest

Deux évènements de l'association qui se télescopent (je n'oublie évidemment bien sûr pas Ornella !).

Deux évènements que je relie, l'aventure continue.

Présent aux obsèques de Francis VERNHES le 21 octobre dernier, j'y rencontre tant de ses proches et Arnaud WAUQUIER qui représentait l'ANDEV. Beaucoup d'émotion dans l'assemblée réunie

dans la salle de La Coupole au crématorium du cimetière du Père-Lachaise (...). Arnaud me propose alors d'écrire quelques mots sur Francis pour l'association, le congrès, la communale ou le site. J'accepte, modestement.

J'appelle Alain BOCQUET qui me transmet quelques éléments. Et finalement, à travers ces quelques mots sur Francis, parfois un peu personnels ne m'en veuillez pas, j'évoque aussi mon cheminement à l'ANDEV.

Que dire de Francis ?

Certains d'entre vous l'ont connu dans leur collectivité avec l'ANDEV, d'autres l'ont très bien connu aussi en dehors, avec les Francas en particulier, son engagement de toujours !

Probablement aussi que certains ici ne le connaissent pas. Peut-être que vous aurez la curiosité de le découvrir à travers ces quelques lignes, d'autres témoignages et ses écrits bien sûr.

Sa vie militante pour l'éducation populaire aura été jalonnée de rencontres et de partages.

Au sein de la fonction publique, alors que nos journées sont accaparées par des impératifs budgétaires ou de management, ces mots sont souvent obsolètes ou dérisoires, voire relégués et moqués, et pourtant ! Pourtant, à y réfléchir, ils recèlent une grande partie de l'action éducative qui nous anime chaque jour dans nos travaux. Ce n'est pas l'important de toute façon, Francis savait tout à fait s'affranchir et magnifier ces regards.

Je pourrais aussi parler de lui plus personnellement, raconter des anecdotes, décrire des actions et interventions, évoquer des plaisanteries, tant je considère avoir eu avec lui une relation devenue plus amicale et complice que professionnelle. Les mots manquent, ne viennent pas, sont en fait inutiles devant vous.

D'abord instituteur, Francis a ensuite eu cinquante ans d'investissement aux Francas, locaux, départementaux, régionaux, nationaux, de Toulouse, en passant par la région Midi-Pyrénées, le Val-de-Marne et l'Ile-de-France ces quinze ou vingt dernières années. Il fut aussi vice-président de la Fédération Nationale des Francas durant à peu près vingt ans, jusqu'en 2012. Il a été partie prenante dans de nombreux projets, au service de l'éducation populaire, avec les enfants et les animateurs (livres de jeunesse, caisses à savons, animations ici et là, journées départementales, forum...).

Et finalement l'Ecole, partout, avec tous, toujours ! Il était apprécié de tous, chacun puisait beaucoup de lui, de ses observations et de son expression, de sa précision et de son exigence personnelle. Il nous le rendait au quintuple.

Très malade depuis plusieurs mois, il n'avait pourtant cessé de continuer son engagement au service des « gosses » comme il disait.

Encore au printemps et au début de l'automne de cette année avec les Francas du Val-de-Marne dans la préparation d'une journée de l'association départementale, dans des temps de formation ou d'accompagnement des politiques jeunesse, ou avec l'ANDEV dans ces rencontres avec les villes du département et dans ces échanges encore récents au sein du réseau régional Ile-de-France avec Alain et Arnaud.

J'ai de mon côté découvert l'association en 2003 ou 2004 lorsque j'occupais mon premier poste de responsable d'un service éducatif, le service Enfance-Enseignement de la ville du Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne (94).

Je m'y suis alors engagé, par la Commission permanente d'abord. J'ai rapidement rejoint le réseau Ile-de-France / Normandie avec Alain, puis les collègues régionaux, et toujours la commission permanente et ses groupes de travail (un peu plus celui sur le PEL), les congrès, et même avec Francis dans nos rencontres aux Francas ou plus personnelles.

A Pau depuis 2011, je participe aujourd'hui comme je peux aux travaux avec le réseau Sud-Ouest, toujours en gardant le contact et contribuant à la hauteur des possibilités du moment. Même si notre réseau est moins actif que certains autres, l'esprit de l'échange et de la mutualisation est bien présent avec les collègues dès que nécessaire pour l'entre d'entre nous, de Bordeaux à Toulouse ou de Périgueux à Hendaye.

Francis et moi nous nous connaissions déjà depuis plusieurs années aux Francas, et c'est tout naturellement qu'il a rejoint l'ANDEV en 2006 lors d'une journée du réseau Ile-de-France / Normandie que j'organisais avec Alain à Arcueil.

Dès lors, avec la complicité ancienne et amicale de son vieux compagnon Alain, il n'a pas cessé de nous accompagner, de nous transmettre, comme l'éducateur / passeur auquel il se référait toujours, inlassablement.

Francis participait comme toujours à tous les étages aux travaux de l'ANDEV, à côté des Francas et de ses autres engagements. Finalement je dirais que cette rencontre, Éducation populaire / ANDEV, était naturelle pour lui. Il l'incarnait !

Il était à l'ANDEV un personnage un peu atypique. Et pour cause il n'était pas fonctionnaire territorial, chef de ceci ou de cela. Malgré tout, malgré les statuts de l'association à l'époque peut-être, il était devenu membre de l'ANDEV, évidemment encore ! Merci à Alain et Anne-Sophie.

Il s'investissait pour l'association en faisant part de son regard distancié sur nos problématiques. Il mettait sans cesse en perspective son projet, notre projet finalement, à savoir : « L'accueil, l'émancipation et l'autonomie des enfants et des jeunes pour qu'ils prennent toute leur place dans la société d'aujourd'hui et de demain ».

Avec sa grande silhouette glissée dans un coin de la salle, il était comme une éminence grise (je ne sais s'il aurait validé ce qualificatif). Il venait, il écoutait, il prenait des notes, et encore des notes, il synthétisait, reformulait, puis livrait ses réflexions, esquissait les projets possibles avec tous.

Il le faisait avec précision et minutie, oralement ou par écrit, en prenant soin d'être compréhensible par tous. Personne n'était laissé de côté ! Personnel technique, animateur, directeur d'équipe, chef de service, DGA, DGS, élu, enseignants, directeur d'école, IEN, IA, parents, associations, bénévoles (...), tous avaient leur place à ses yeux, il ne fallait jamais en oublier un.

Puis il recommençait, tantôt avec un, deux ou trois dans le coin d'une salle ou au café, tantôt devant une assemblée. Il savait nous parler d'un sujet en particulier avec « appétit » et pédagogie, tantôt en livrant des choses qui devenaient tout de suite simples et évidentes, tantôt en acceptant d'animer une table ronde et donner / permettre la parole du plus grand nombre.

Confiance, reconnaissance, bienveillance, tout ça au service du projet pour les « gosses ». Nous sommes tous des animateurs territoriaux, du territoire, à son contact chacun pouvait devenir un animateur en puissance en deux minutes. Encore fallait-il savoir ne pas tricher avec lui, ne pas s'empêcher de faire, et surtout être exigeant avec soi-même !

Les Francas les autres associations d'éducation populaire, l'EN, les autres institutions d'éducation et l'ANDEV continuent leur route commune.

L'ANDEV s'attache depuis 25 ans avec et pour les décideurs publics à proposer des synergies concrètes pour le projet d'une éducation qui serve chaque enfant, j'en suis convaincu. Les travaux de Francis VERNHES continueront de nourrir l'association, comme ceux de chacun d'entre nous, et aussi ceux de notre regretté Jean-Gabriel BUSY, lui aussi membre de la commission permanente et qui fût également notre compagnon de route au Francas du Val-de-Marne et National.

Adiou l'ami Francis ! (Ici dans le sud-ouest que tu chérissais tant et où je suis maintenant, ça veut dire bonjour et au revoir, c'est donc quelque part intemporel).

Je ne suis pas au Congrès cette année, comme je n'étais pas à Brest il y a un mois, je le regrette tu imagines. Comme tu sais je me suis engagé l'an dernier dans un travail universitaire sur les PEL, j'aurais aimé te le faire lire, en discuter, approfondir autour d'une bière et d'un match de rugby (encore un lien qui nous réunissait), je continuerais bien sûr, avec toujours ton message dans un coin de la tête.

Amitiés à tous et bon Congrès !

Pierre CHARTIER

Chantal Blandel

Coordonnatrice du réseau régional ANDEV Sud-Méditerranée



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

J'étais en poste comme chargée de mission enfance et jeunesse sur la ville de Gif sur Yvette dans l'Essonne sur les questions éducatives. Devenue Directrice, j'avais entamé un projet sur l'aménagement du temps de l'enfant et élaboré avec Claire Leconte et l'université de Lille un projet assez important sur des questionnaires, avec des pictogrammes, sur les rythmes de l'enfant, destinés à tous les acteurs éducatifs, y compris les enfants. Nous avons créé un petit système informatique de dépouillement. Nous étions dans une démarche innovante extraordinaire et de créativité. C'était en 1994, nous parlions déjà de chronobiologie et de nombreuses conférences sur la ville avaient permis de faire adhérer les parents au projet et nous avons décliné différentes thématiques pour amener chacun à réfléchir sur la place de l'enfant sur le territoire de la ville.

Nous avons lancé une série de conférences entre 1994 et 1996 sur les thématiques « Le sommeil et les rythmes de l'enfant » avec le Docteur Cohen Solal, pédiatre, « Les rythmes scolaires » avec une réflexion sur le passage de 5 jours d'école à 4 jours avec François Testu, « Les comportements alimentaires de l'enfant », « L'école à son rythme » qui questionnait « (Quels sont) les choix des rythmes de vie scolaire et périscolaire à adopter dans les apprentissages fondamentaux et d'éveil de l'enfant, associé à son lieu de vie ? » et « Quels sont les enjeux économiques et financiers pour la population de la ville ayant certains besoins liés à la société d'aujourd'hui ? » ainsi que les enjeux du passage de la crèche à l'école maternelle « Je veux grandir ? » avec Brigitte Laplanche, psychologue et

Patrick Poisson, thérapeute familial. Notre travail s'élargissait aussi à l'aménagement des espaces des écoles, des cours d'écoles, des espaces de jeux extérieurs, des circulations douces et d'accès à l'école sans danger qui relevaient de l'aménagement urbain. J'avais la chance, à ce moment-là, de travailler avec un maire visionnaire, porté vers une construction de ville bienveillante pour ses habitants et particulièrement les enfants et les jeunes. Il me confiait alors la direction des affaires scolaires en complément de la jeunesse, l'enfance et la petite enfance. J'avais alors le souhait de mieux connaître l'environnement de l'éducation et c'est en faisant des recherches que j'ai découvert une information sur la tenue du congrès de Cergy-Pontoise en 1997 sur la « Territorialisation et la contractualisation de l'action éducative ». Initialement formée par l'Éducation populaire, je cherchais des espaces de réflexion sur l'Éducation au sens large, alors que j'étais professionnellement aussi, dans la construction du Contrat éducatif local.

En retrait, n'osant me mélanger à ce groupe de cadre des grandes villes, installée discrètement dans le haut de l'amphithéâtre, j'écoutais avec attention le discours de Francis Oudot, à la tribune sur les enjeux de l'éducation et les territoires. Il me dira plus tard qu'il meublait par absence du Ministre qui était attendu. Son discours fort construit intellectuellement m'avait en tout cas séduit.

Ce fut une révélation, j'avais trouvé là un discours complémentaire entre l'école et le hors l'école et comment tout s'imbriquait autour de l'enfant. C'était déjà depuis longtemps mon sentiment, abordé dans mon mémoire « L'enfant acteur, quelle autonomie ? Comment apprendre à faire tout seul ? » et aussi dans celui sur « Les représentations sociales des jeunes dans la ville : histoire de l'image des adolescents dans les journaux locaux, à la recherche d'une identité positive ? ». Ce fut un nouvel éclairage. Je prenais la mesure des imbrications des collectivités territoriales et de l'Éducation nationale, de la théorie à la pratique et inversement. Je retrouvais ce que j'avais appris sur la « recherche-action » : conceptualiser, expérimenter, évaluer, réinterroger et avancer pas à pas entre recherche et mise en pratique. Depuis, je suis une fidèle de l'ANDEV et j'y suis très attachée, notamment sur ses valeurs « hors champ syndical, catégoriel et politique » qui laissent, à mon sens, libre la parole et la pensée individuelle, donc démocratique. L'ANDEV a une vraie identité, est une valeur sûre.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

Cette rencontre a été très importante pour moi

et déclencheur dans mes recherches de conceptualisation et actions sur l'éducation, dans le cadre de mes fonctions de directrice et ensuite de directrice générale adjointe des services. J'étais persuadée que tout tournait autour des politiques éducatives pour apporter du sens aux politiques publiques de tout ordre : il faut penser circulation, jeux, urbanisme, territoire, apprentissages etc. pour construire des politiques éducatives. Je découvrais l'esprit de l'ANDEV qui avait le même langage : comment construire une politique éducative pour le bien être de l'enfant et ne plus cliver le monde de l'EN et du monde territorial. Il s'agissait non pas de continuer à séparer les deux mais de rechercher ce qui était commun et ce qui pouvait faire sens pour les enfants. C'était l'idée de construire un projet éducatif local. Cette dimension complexe, s'est accentuée en participant activement au groupe régional de l'île de France et avec des interventions dans les formations au CNFPT au côté d'Alain Bocquet, en quelque sorte « mon mentor ». Je lui suis très reconnaissante de m'avoir accompagnée, questionnée, initiée à sa clairvoyance des politiques éducatives et de l'interface permanente en miroir de la commune et de l'école, une histoire indissociable. L'engagement au côté de mes collègues a été une aventure de partage de connaissances, ressources, construction, découvertes, invention et innovation. Cette richesse de rencontres et cette mise en réseau respectueuse de chacun, ses libertés de pensées, sont indéniablement une des marques de fabrique de l'esprit de l'ANDEV qu'il faut à tout prix conserver, c'est son âme !

Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

Un éclairage, une assurance, du sens à donner, une réflexion large du champ de l'Éducation, des ressources, des amis, des échanges, de la chaleur humaine, du vivre ensemble, l'envie de s'engager, d'apporter aussi ses ressources et de construire en partageant des points de vue contradictoires et constructifs sur des concepts éducatifs variés. C'est une communauté exceptionnelle de liberté de pensée qui élabore des projets de société pour l'avenir des enfants. Tout au long de ma carrière professionnelle, je me suis appuyée sur les travaux de l'ANDEV qui m'ont apporté de la matière pour mettre en place des projets et actions sur les différentes villes. L'ANDEV bouscule nos schémas de pensée, voire nos à priori, sur l'éducatif et redonne du sens en questionnant tous les aspects de cet environnement de l'Éducation. Ce que je retiens c'est un esprit d'ouverture quel que soit son statut, sa posture, ses origines, son niveau de connaissances, sa place.

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer

Il y a plusieurs événements, mais, je peux dire que Le congrès de la CIOTAT « Partager et penser ensemble l'éducation ? » en 2009 et le congrès de NÎMES « Réussir à l'école, un enjeu au cœur des pratiques locales » en 2011, avec mes deux collègues Janine Bouvat et Thierry Lehouffre ont facilité mon intégration dans le Sud de la France. Ma contribution et participation au groupe scientifique m'a permis de mesurer encore de façon plus significative ce qu'était l'ANDEV : sa richesse de réflexion et sa force à conceptualiser des sujets éducatifs, aussi importants pour l'avenir de notre société. C'était un challenge de participer à l'organisation de ces deux congrès avec le groupe régional Sud Méditerranée créé très récemment. Je ne connaissais pas le Sud-Est de la France. Notre trio, en recherche de sens, se soutenait et partageait cette construction des concepts et de la thématique des deux congrès. Cette expérience m'a beaucoup appris sur le réseau de l'ANDEV. Nous étions émus tous les trois de voir et ressentir lors des conférences, la réceptivité des membres de l'ANDEV. Que d'émotions, d'ouverture donnée à la réflexion !

D'autres événements, Il y en a eu de nombreux, de truculents, le congrès d'Aix en Provence sur la culture, celui des enfants de moins de trois ans à Reims...

Mon engagement au côté des membres du conseil d'administration et de la commission permanente régulier quand j'étais dans la région parisienne, m'a donné une énergie supplémentaire pour poursuivre mon métier dans l'Éducation et associer les autres politiques publiques. J'ai eu aussi la chance de voir se succéder les trois présidents de notre association, chacun avec leur personnalité et leurs apports différents pour poursuivre la construction du réseau. J'ai ainsi observé et participé à cette évolution vers sa maturité et sa reconnaissance des pouvoirs publics. Aujourd'hui, une vigilance me semble utile, à une formalisation trop institutionnalisée, qui pourrait nuire à sa liberté d'expression et ressembler à tout autre organisation professionnelle.

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

J'en raconterai trois parmi tant d'autres ! J'allais quitter la région parisienne pour un poste de Directrice générale adjoint des services dans le sud de la France, en 2009 et Alain Bocquet, qui m'avait bien cooptée sur la formation, le réseau régional parisien, me lançait le défi et me soutenait cette fois pour construire celui du Réseau sud méditerranéen. Il m'indiquait les grands principes du « passeur » par sa complicité et son amitié. C'était au congrès de Limoges en 2008, une table réservée à tous les

andéviens du sud et le réseau était lancé, avec notre première réunion sur la ville d'Aix en Provence. Le réseau s'est développé et nous y sommes très investis avec Janine Bouvat et Thierry Leouffre qui participent à cette aventure humaine.

La grève nationale des transports pour le congrès de Dunkerque en 2007, avec des adhérents venant de l'Île de la Réunion, a fait fonctionner le réseau Andévien en co-voiturage, co-hébergement ; cette fois une aventure de rencontre humaine en « galère », dans le même bateau !

Le départ de Francis Oudot de la présidence m'a beaucoup émue au congrès de Chelles en 2004, une larme à l'œil, l'âme de cette association. Je reste admirative de ses 12 ans de présidence et de son regard et questionnement sur les politiques éducatives aussi claires et visionnaires. L'énergie, le temps, l'investissement personnel et son engagement ont été et sont remarquables. Sa dynamique de « recherche-action » constructive, argumentée m'accompagne. Une vraie aventure de liberté de parole sur le sens de l'éducatif, du précieux, du profond, une personnalité hors du commun. J'ai la chance à nouveau de le rencontrer dans le groupe régional Sud Méditerranée ; il nous fait prendre de la hauteur de vue dans nos réflexions, comme dernièrement, lors du questionnement sur l'articulation entre projet éducatif territorial et projet d'école.

Mon aventure humaine continue avec l'ANDEV et aussi le réseau Sud méditerranée, et je compte bien la poursuivre au-delà. Je ne remercierai jamais assez l'ANDEV de m'avoir facilitée ces rencontres humaines et professionnelles avec cette liberté de pensée et d'avoir ainsi vécu des aventures humaines ancrées dans mon « cœur ».

Anne ABA-PEREA

Conseiller Formation Repères et Outils Fondamentaux
INSET Nancy

Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

A ma première participation à la réunion inter-régionale des conseillers formations du domaine éducation du CNFPT

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ? En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

C'est surtout la richesse du réseau en terme de réflexions, de suivi (ressource documentaire) et d'échanges que cela m'a permis d'avoir des éclair-

rages différents et surtout des éléments de compréhension.

4. Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

Des rencontres riches et humaines, une fierté et une joie de l'engagement associatif – un réseau d'intervenants toujours prêt à partager connaissances et expériences

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

Un ou deux ans après mon arrivée au CNFPT, on m'a demandé de rencontrer l'ANDEV pour voir quelles étaient les possibilités de collaboration à un niveau national. Je n'étais pas une experte du champ éducatif (car j'avais été recrutée comme conseiller formation pour développer le domaine efficacité professionnelle) et je n'avais pas vraiment de feuille de route. La réunion arrive et je me retrouve en face de deux barbus joviaux (Alain Bocquet et Daniel Grossain). C'était amusant de voir cette complicité entre eux et cette impression d'anciens routards façon éduc. pop. Je retrouve toujours au sein de l'ANDEV ce sentiment d'une grande famille où l'accueil se fait toujours à bras (et cœur) ouverts. J'avais noué une relation particulière avec Ornella dont un fou-rire partagé au Congrès de l'ANDEV de Lille reste un souvenir à jamais mémorable...

Luc Bentz

Secrétaire national de l'UNSA Éducation chargé du secteur éducation de 2006 à 2012.



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

En prenant mes fonctions après un retour comme enseignant de terrain en ZEP, la Fédération ayant suivi de près les initiatives de l'ANDEV et celle du Réseau Français des Villes Éducatrices et réfléchissant elle-même beaucoup autour de la notion d'Éducation et Territoire.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

La démarche était convergente : elle s'est confortée dans toute la phrase de préparation de « l'appel de Bobigny »

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ;

J'étais aussi engagé localement dans des démarches similaires.

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer

L'Appel de Bobigny, sans conteste, à l'esprit duquel nous sommes restés, pour notre part, fidèles, y compris sur la question des rythmes (mais une partie de mes activités militantes s'est inscrite au sein de la Jeunesse au Plein Air et j'étais sensibilisé à la question).

Jean-Louis AUDUC

Historien et ancien directeur de l'IUFM de Créteil (94)



Ma première rencontre avec l'ANDEV s'est déroulée en 1999. J'avais entendu parler de la structure par Daniel Grossain, responsable éducation de la ville de Montreuil où je réside. Devenu directeur des études de l'IUFM de Créteil, chargé de la formation initiale et continue de

tous les enseignants du Val de Marne, de la Seine Saint-Denis et de Seine et Marne, j'ai été chargé fin 1998 d'organiser à Saint-Denis une université d'automne interministérielle pour novembre 1999 « Éducation et politique de la ville » afin de préparer la circulaire qui allait être publiée au Bulletin officiel de l'Éducation Nationale du 9 décembre 1999 (n°44) « Préparation et suivi des volets éducation des contrats de ville » signée du ministre de l'Éducation nationale, du ministre de la ville et de la ministre déléguée à l'enseignement scolaire.

À cette occasion, il y eut plusieurs réunions de préparation de l'université d'automne qui m'ont permis de rencontrer plusieurs animateurs de l'ANDEV et de mettre en place une table ronde : « Les divers types de contrats locaux impliquant les différents niveaux et institutions de l'État et les collectivités locales ».

Au cours de cette table ronde, Francis OUDOT a présenté l'ANDEV : « une association qui réunit ceux qui dans les grandes et les moyennes villes mettent en œuvre les politiques locales éducatives et travaillent en permanence en liaison étroite avec l'Éducation nationale. »⁴.

4. Éducation et politique de la ville Actes de l'Université d'automne 2-6 novembre 1999 ? Numéro Hors série 1^{er} trimestre 2000

Il est également intervenu dans le débat en indiquant notamment que « le local doit faire face à la gestion pragmatique du fonctionnement du système éducatif. Il y a quelquefois entre l'échelle sociologique et citoyenne d'un territoire et les principes de fonctionnement interne à l'Éducation nationale des visions qui ne sont pas toujours cohérentes... La mise en œuvre des contrats est liée à l'élaboration d'un projet éducatif local et n'est pas un mode de régulation. La sectorisation des établissements scolaires n'est pas toujours en phase avec le découpage, la réalité des territoires et des lieux de vie des jeunes. Il y a dans ce domaine et dans d'autres des espaces de négociation et de réflexion entre les collectivités locales et les instances de l'Éducation nationale »⁵

Des débats de cette Université d'automne, j'ai retiré trois idées que j'ai essayées depuis de mettre en pratique à tous les niveaux des responsabilités exercées :

- **l'importance du local**, du territoire concernée dans la mise en œuvre des politiques décidées nationalement ;

- **la nécessité de ne pas découper la démarche éducative** concernant le jeune, l'enfant en « tranches de salami » en considérant que la nécessité d'une cohérence globale s'impose entre ce qui se passe dans l'école, dans les structures municipales, dans les associations... ;

- **l'importance que chacun des acteurs de l'éducation d'un enfant, d'un jeune se rencontre régulièrement, se connaisse et se reconnaisse** dans leurs spécificités et leurs compétences professionnelles.

L'importance que j'ai accordé depuis au local, du territoire, de sa vie associative, des lieux de vie des jeunes a contribué à me faire aborder autrement le processus de décentralisation et les enjeux qui lui sont liés. Ainsi, dans le cadre des formations destinées aux futurs enseignants, j'ai toujours demandé qu'une place soit accordée à une réflexion sur le territoire d'exercice de l'enseignant en lui montrant que la mise en œuvre d'une cohérence des actions menées évite souvent des logiques exclusives de consommation des divers services publics ou institutions existantes.

La nécessité de mettre en œuvre une cohérence globale entre les divers temps de vie du jeune est un véritable enjeu des projets, contrats, etc... éducatifs locaux. Elle m'a amené à modifier mon approche des rythmes scolaires en me montrant qu'il ne pouvait pas y avoir une politique unique

des rythmes qui s'applique indifféremment dans une commune rurale, une ville moyenne, une commune périphérique d'une grande ville, une métropole. Comme d'autres, j'ai échoué lors du débat sur la Refondation de l'Ecole en 2012-2013 à faire prendre en compte cette dimension territoriale fondamentale. Cela étant, grâce aux collaborations construites avec l'ANDEV, j'ai pu participer à de nombreux débats locaux sur les enjeux de la mise en place des PEDT.

L'importance que chacun connaisse et reconnaisse sur un territoire les compétences professionnelles de tous ceux qui y interviennent et l'enjeu des complémentarités m'a conduit à mettre progressivement entre œuvre dans le cadre de l'IUFM de Créteil de 2001 à 2010 :

Des formations concernant l'intérêt du partenariat en direction des enseignants en formation initiale. Le partenariat signifiant clairement que chacun, sur le territoire concerné, accomplisse le mieux possible la tâche qui est la sienne. Travailler en partenariat, ce n'est pas se chevaucher ou se superposer, mais s'additionner en complémentarité pour donner plus aux publics concernés. Chacun doit se préoccuper d'accompagner le projet commun, d'aider tous les partenaires à accomplir leurs missions clairement définies et exposées à tous. Ces formations sur le partenariat avaient aussi l'intérêt d'obliger les futurs enseignants à réfléchir sur ce qui fait le cœur de leur métier, les pratiques conduites ou à conduire, l'éthique qui les sous-tend, car une telle réflexion est nécessaire pour bien se positionner par rapport à d'autres professionnalités existant autour d'eux. Pour toutes ses formations, l'ANDEV a été partie prenante du choix des intervenants et a contribué à l'élaboration des maquettes de formation.

Des responsables éducation de collectivités territoriales d'Ile de France « recommandés » par l'ANDEV ont aussi régulièrement participé aux modules organisés en formation initiale sur les relations parents-enseignants afin de montrer qu'un travail commun entre les services publics, les collectivités territoriales, les associations pouvaient contribuer à faire pénétrer les parents dans l'école, leur montrant ainsi que nombre de parents étaient d'abord désespérés face à l'école d'aujourd'hui avant d'être démissionnaires.

Des formations communes ou croisées ont mises en œuvre dans le cadre de la formation continue en direction des professeurs des écoles, des directeurs d'école dans quelques

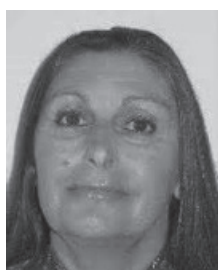
5. Ibidem, page 145

départements et des Inspecteurs de l'éducation nationale (IEN) responsable de circonscriptions à l'Ecole supérieure de l'Éducation nationale (ESEN) de Poitiers. Ces formations qui avaient pour ambition de faire réfléchir ensemble ceux qui agissent sur un territoire ont pu se mettre en œuvre co-pilotées par l'ANDEV, avec la participation active et décisive d'Alain Bocquet pour leurs conceptions, Les institutions de l'Éducation nationale et l'IUFM de Créteil y travaillant également. Ces formations ont été un moment important pour tous ceux, à quelque niveau que ce soit, qui y ont participé. Malgré les réticences de certains, elles ont réussi à exister quelques temps et elles ont servi à semer des graines que l'on voit fleurir ici ou là. Souhaitons qu'après un petit coup d'arrêt, elles repartent de plus belles toujours avec le même esprit de co-pilotage.

Témoignage de Claire Leconte

Professeur Emérite de Psychologie de l'Éducation -
Université de Lille 3

Chercheuse en chronobiologie spécialiste des rythmes
de l'enfant et de l'adolescence



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

J'ai entendu parler de l'ANDEV véritablement à l'occasion de ma première rencontre avec Chantal Blandel, alors Directrice de l'Enfance et de l'Éducation à Gif Sur Yvette.

Chantal avait fait appel à moi et mon équipe de recherche pour qu'on mène un travail de fond sur la ville, en commençant par un diagnostic sur l'existant.

Ce fut un très lourd travail, avec des analyses statistiques très fouillées faites dans mon laboratoire de recherches, mais aussi le début d'une relation amicale avec Chantal Blandel qui ne s'est pas érodée depuis.

Mais depuis bien longtemps (ce pour quoi d'ailleurs Chantal avait fait appel à moi) mes recherches se réalisaient avec de nombreux partenaires et pas uniquement avec les enseignants.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

Je suis désolée de devoir dire que cela n'a pas changé ma réflexion quant aux politiques éducatives, mais bien au contraire, a renforcé les idées que

j'en avais et pour lesquelles je me sentais assez isolée à l'époque, du côté des chercheurs.

Les chercheurs que je côtoyais alors ne s'intéressaient nullement aux politiques éducatives, l'éducation pour eux était avant tout le fait de l'école, et ceux qui s'intéressaient à cela le faisaient dans le seul but de comprendre le fonctionnement des processus cognitifs au cours des apprentissages chez les enfants.

C'était l'époque où les combats épistémologiques étaient importants dans les laboratoires de recherche de psychologie, car les théories cognitives commençaient à arriver à leur apogée après leurs conflits ouverts avec le behaviorisme et s'affrontaient avec les théories connexionnistes, autour des réflexions sur le rôle des réseaux dans le traitement de l'information.

La recherche fondamentale, en particulier en Intelligence Artificielle, était donc ce qui était considéré comme le « top » de la recherche : les chercheurs qui défendaient l'importance de travailler sur et avec le terrain étaient souvent considérés comme « jouant petits bras ».

Or très tôt j'ai défendu l'idée de l'importance, pour un chercheur public, de faire de la recherche ayant une utilité sociale, d'où mon rapprochement, dès le début des années 80, avec le terrain.

Mais pendant très longtemps ce fut un sujet conflictuel, je n'ai bénéficié de la considération des collègues fondamentalistes qu'en cela qu'étant donnée ma réputation sur le terrain, j'ai très vite obtenu de nombreux contrats de recherche qui ont permis que j'équipe le laboratoire de matériel utile à tous.

Mais dès mes premières recherches sur le terrain, j'ai développé des travaux nécessitant qu'on s'intéresse aux politiques éducatives.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

À nouveau je me dois de dire que cela n'a pas changé ma représentation, mais a au contraire conforté ma volonté de ne pas en changer malgré les critiques, il faut le savoir, que j'essayais périodiquement au sein de mon laboratoire de recherches.

Il faut comprendre que je faisais partie d'un laboratoire de recherches qui a, entre autres, été très bien classé lors d'une demande de rattachement au CNRS, alors que nous étions un laboratoire universitaire, qui plus est en fac de Lettres puisque en Psychologie. La plupart des chercheurs de ce laboratoire faisaient uniquement de la recherche fondamentale, en laboratoire, ce que j'avais été amenée à faire pendant la période où je ne travaillais qu'au sein du laboratoire de Sommeil que nous avions créé.

Mais contrairement à la plupart des chercheurs

de mon laboratoire, qui n'avaient finalement toujours été que chercheurs, (formation initiale, puis doctorat dans la foulée et recrutement une fois docteur), j'avais auparavant eu plusieurs expériences : professeur de maths et SVT en collège dès 1970, j'ai par la suite repris des études de psychologie qui m'ont conduite à être psychologue en PMI (Protection Maternelle et Infantile). J'y ai fait, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, ce qui se développait à l'époque à savoir des bilans de 4 ans, ce qui m'a permis de voir en l'enfant à la fois l'élève en maternelle mais aussi l'enfant avec ses parents qui d'ailleurs, l'accompagnaient pour ce bilan.

Parallèlement j'étais mère de famille, et militante, j'ai commencé mes actions militantes (jusqu'à passer par la présidence d'un conseil local) au sein d'une fédération de parents d'élèves à la rentrée 1974, ces actions militantes ont duré 30 ans sans discontinuité soit le délai entre l'entrée à l'époque de mon enfant le plus âgé et la sortie de l'école de mon enfant le plus jeune.

Ce sont ces expériences, tant professionnelles que personnelles, qui ont développé chez moi la conviction de l'importance, pour le développement harmonieux de l'enfant, de mettre en place une co-éducation impliquant les différents acteurs de l'éducation de cet enfant. La co-éducation, dans mon esprit, n'a jamais concerné uniquement l'éducation nationale et les parents.

Toutes les recherches, - hormis celles relatives aux liens entre sommeil et apprentissages -, que j'ai menées ensuite une fois devenue enseignante chercheuse, se sont obstinées à démontrer que l'école n'est pas seule à éduquer l'enfant, mais aussi, il faut le dire car ce n'était pas réellement partagé par tous les membres de l'éducation nationale, que l'école a un rôle éducatif, elle n'a pas comme seule mission l'instruction des enfants, ce pour quoi d'ailleurs je ne crois guère en « l'enseignement moral et civique » ; c'est pour moi une formation qui s'appuie sur les attitudes, les comportements, les interactions, les paroles, les échanges quotidiens que peuvent observer les enfants. Comme l'écrivait Jules Ferry dans sa lettre aux instituteurs (17 novembre 1882) : « il ne suffit pas que vos élèves aient compris et retenu vos leçons, il faut que leur caractère s'en ressente ; ce n'est pas dans l'école, **c'est surtout hors de l'école qu'on pourra juger ce qu'a valu votre enseignement.** ». (In Leconte, 2014, p. 151).

Pour parvenir à ce que je voulais, je n'ai pas hésité à accepter de faire des formations et des interventions sous forme de conférences s'adressant systématiquement à des publics hétérogènes, rassemblant tous les acteurs de la communauté éducative : ce que très peu de mes collègues chercheurs ont accepté de faire avec moi, alors que j'espérais

ne pas rester seule à devoir le faire. Pour eux, seules les conférences en congrès scientifique avaient de la valeur, alors que j'ai pu prouver, au vu de mon parcours professionnel, qu'accepter aussi ce genre de conférences constituait une assise légitimante pour accéder aux terrains pour y faire de la recherche reconnue par la communauté scientifique.

Pour conforter ce discours, je joins à ce questionnaire une bibliographie me concernant, épurée en cela que je n'y fais apparaître que les références qui ont du sens par rapport aux interrogations qui me sont ici posées.

Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

À partir du moment où j'ai connu des membres de l'ANDEV, j'ai pris encore plus conscience des disparités existant entre communes par rapport à l'ambition éducative de chacune d'elles concernant les enfants dont elles ont la charge.

Et cela n'avait rien à voir avec la taille des communes, certaines petites communes n'ont jamais hésité à investir beaucoup dans tout ce qui permet d'améliorer l'égalité entre les enfants du point de vue de leur éducation.

Les communes adhérentes de l'ANDEV ont visiblement acquis des outils leur permettant de mener plus facilement des réflexions associant divers partenaires, y compris ceux émanant de l'Éducation nationale.

C'est aussi dans ces communes adhérentes que j'ai constaté plus souvent qu'existait depuis longtemps un PEL, parfois d'ailleurs mis à mal par la réforme actuelle.

Mais je me dois de dire que j'ai aussi été déçue par certaines attitudes de membres adhérents dans certaines grandes villes !

Je tiens encore ici à dire que je ne comprends pas pourquoi l'ANDEV ne souhaite pas ne plus s'enfermer dans un vocable qui ne lui permet pas d'afficher l'ambition éducative qu'elle désire démontrer. Certes pour certains directeurs de l'éducation, leur rôle ne consiste qu'à octroyer aux écoles les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement. Mais l'ANDEV peut-elle vraiment en rester là alors que l'attente générale quant au rôle éducatif vrai des communes ne cesse d'augmenter ? Au désespoir d'ailleurs de certains syndicats d'enseignants qui voient là, à tort, une « municipalisation de l'Éducation nationale » !

Je sais que l'ANDEV s'est interrogée, à l'occasion d'enquêtes ou de rencontres, sur la possibilité lui revenant de parler de « pédagogie ». Mais nulle part je n'ai vu qu'elle s'interrogeait sur ce qui fait éducation chez l'enfant ! Alors que pour moi, la pédagogie s'applique à des théories, à des pratiques, celles-ci ne sont que des manières de concevoir

l'éducation, elles ne constituent pas la manière de pratiquer l'éducation. Comme l'expliquent certains chercheurs en éducation, la pédagogie consiste en une certaine manière de réfléchir aux choses de l'éducation, c'est ce qui fait que la pédagogie est intermittente (dans l'histoire en tout cas) alors que l'éducation est continue. Alors pourquoi l'ANDEV ne se préoccupe-t-elle que de son droit à utiliser ou non une manière de concevoir l'éducation, mais finalement ne s'intéresse pas directement à ce qui fait éducation ?

Si je me permets ces remarques, c'est que j'avoue ne pas comprendre pourquoi l'ANDEV s'approprie des termes absolument non utiles à la réflexion sur, par exemple, ce qu'est un projet éducatif, parfois même des termes construits dont j'aimerais qu'on me donne la signification : ainsi à quoi réfèrent, pour l'ANDEV, des « rythmes éducatifs » ? Pourquoi l'ANDEV n'a-t-elle jamais soutenu les idées défendues consistant à demander qu'on évoque les temps éducatifs des enfants, et non pas leurs rythmes éducatifs, ce qui n'a aucun sens, et qu'on s'approprie la terminologie européenne consistant à regrouper l'ensemble des temps de vie des enfants dans les temps éducatifs formels, les temps éducatifs non formels et les temps éducatifs informels ? Je suis quant à moi persuadée (pour l'avoir vécu, en avoir eu l'expérience), que changer de vocable permettrait beaucoup plus facilement de faire accepter à tous les acteurs de la communauté éducative la responsabilité de chacun dans l'Éducation d'un enfant. En France on continue à tout scolaro-centrer : il y a les temps scolaires (10% des temps de vie de l'enfant), un enfant mangeant sur place le midi est « au restaurant scolaire », alors que celui-ci relève de la responsabilité municipale, dès que l'enfant fait une activité en dehors du temps scolaire, mais sur une journée où il a eu du temps scolaire, cette activité devient « périscolaire », elle devient « extrascolaire » quand elle a lieu un jour sans temps scolaire. Je n'évoque pas ici les parents qui jugent utiles d'inscrire leur enfant dans des activités « parascolaires ». Cela signifie quoi : un complexe vis-à-vis du scolaire de tous ceux qui ont l'enfant à leur charge en dehors du temps de classe ? Comment dès lors peut-on valoriser, certes en leur donnant une formation ad-hoc, tous ces animateurs recrutés par les communes qui doivent accompagner les enfants dans leur développement du point de vue de l'apport éducatif qu'ils ont ? Pour en avoir formé beaucoup ces deux dernières années, j'ai bien pu constater à quel point ils se défendent d'être un « éducateur » pour l'enfant, non pas qu'ils n'en aient pas envie, mais parce qu'ils s'en croient incapables. Il suffit que je leur rappelle

qu'une part non négligeable de l'éducation d'un enfant est faite d'imitation, que leurs attitudes, leurs comportements, leurs paroles vont être imités par nombre des enfants qu'ils côtoient, pour qu'alors ils prennent conscience de la responsabilité qui est la leur pendant de nombreuses heures au cours d'une semaine : souvent ils m'avouent dès lors qu'ils y pensent mais comme on ne le leur dit jamais aussi clairement, ils ne se sentent pas valorisés dans ce rôle. Souvent ils me disent, « mais nous, on est animateurs ! », et n'imaginent pas qu'on puisse voir en eux un éducateur. En revanche ils acceptent volontiers que je leur dise que les temps au cours desquels ils s'occupent des enfants sont des temps éducatifs.

Je pense que l'ANDEV, et les directeurs de l'éducation qui la composent, doivent être conscients de cela et avoir une réflexion de fond sur leur rôle en tant que responsables de l'éducation de tous les enfants d'une commune.

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer

L'événement qui m'a marquée relativement à l'ANDEV, fut la première rencontre que j'ai eue avec Chantal Blandel. Cette demande m'avait beaucoup étonnée, car elle était à cette époque responsable de l'éducation dans une ville pas vraiment connue pour regrouper beaucoup d'enfants en difficulté ! La majeure partie des habitants de Gif Sur Yvette sont des chercheurs du CNRS, qui est sur place, non seulement je me disais que ces parents savaient tout ce qu'il faut savoir pour bien s'occuper de leur enfant ; quant aux écoles, elles ne devaient pas rencontrer énormément de problèmes. Mais bien évidemment j'ai accepté cette invitation.

Bien m'en a pris puisqu'après la conférence qui m'avait d'abord été demandée, nous avons, au vu des réactions qu'elle avait produites, décidé de travailler ensemble, pour malgré tout faire bouger les lignes qui pouvaient l'être.

Nous avons eu raison de le faire puisque nous avons ainsi pu mener une enquête de grande ampleur, concernant les parents, les enseignants, les intervenants extérieurs, les enfants eux-mêmes, enquête qui a permis de mettre en évidence tant le vécu du fonctionnement actuel de l'école par tous ces acteurs, que les changements à apporter y compris dans les familles.

Ce fut pour moi l'un des premiers travaux d'envergure concernant l'éducation des enfants, mené à la demande d'une commune mais impliquant aussi l'Éducation nationale.

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

Je ne peux pas résumer ces rencontres à une seule. Bien sûr, Chantal a particulièrement compté, puisqu'après avoir travaillé avec elle à Gif, je l'ai rencontrée lors de diverses interventions que j'ai faites pour l'ANDEV, et finalement j'ai retravaillé avec elle alors qu'elle était à Vitrolles : j'ai permis, grâce à elle, que se mette en place dans cette ville une organisation plus respectueuse des besoins des enfants, et ce au départ en contestant le décret Peillon qui fermait les possibilités en imposant un découpage du temps sur 9 demi-journées.

Mais je tiens également à nommer ici Rémi Prieur, Directeur de l'éducation et de l'enseignement supérieur de la Roche sur Yon, et trésorier adjoint de l'ANDEV : nous nous sommes rencontrés lors de conférences que j'ai faites, à la fin de l'une desquelles il m'avait contactée pour que j'aille à la Roche-sur-Yon. C'est une ville qui avait un PEL datant des années 2000, avec des organisations sur 5 jours, différentes sur plusieurs groupes scolaires, mais qui tranchaient par rapport à l'ensemble des écoles de Vendée qui étaient à 4 jours. J'ai pu pendant deux ans apprécier le travail fait par Rémi dans cette commune, qui m'a convaincue de l'importance d'un directeur de l'Éducation dans les villes. Cette conviction a été confortée par la rencontre simultanée que j'ai eue avec Paul Monnoyer, à Brest, où j'ai pu mener un travail très intéressant grâce à lui et son équipe. Dans ces deux villes j'ai rencontré une équipe particulièrement motivée, tout comme à Nevers d'ailleurs. Je suis obligée ici de dire que malheureusement, c'est la publication du décret Peillon qui nous a éloignés, alors que j'estimais avoir pu faire un vrai travail de fond dans chacune de ces communes.

Et je ne peux pas, étant données les circonstances actuelles douloureuses, ne pas citer ma rencontre avec Ornella Del Giudice. Nous nous étions rencontrées lors d'une de mes interventions à la demande d'une association de parents d'élèves, à laquelle elle avait assisté. Elle avait alors pris contact avec moi pour me demander si j'acceptais d'intervenir lors de journées d'études de l'ANDEV, à Reims, j'avais évidemment volontiers accepté. Elle m'a ainsi faite intervenir deux fois à Reims, mais aussi à Nîmes, avant les élections de 2012. J'avais pu énormément apprécier le regard qu'elle portait alors sur l'éducation des enfants.

Et puisqu'il s'agit de relater les aventures humaines qui m'ont marquée, je ne peux passer sous silence le travail que je mène depuis deux ans, avec Yannick Faveur, directeur de l'éducation de la communauté de communes du Pays Fléchois, sachant que je dois faire part de mon ignorance, à savoir que je sais que la Flèche a été membre de l'ANDEV mais je ne sais si elle l'est toujours

aujourd'hui. Pourquoi est-ce une aventure particulière pour moi ? Parce que nous sommes en train, dans cette communauté de communes, de construire un PEDT intercommunal grâce au travail que j'ai pu mener avec Yannick, qui m'a permis de rencontrer tous les maires de toutes les communes, mais aussi les enseignants, les animateurs, les parents et les enfants de plusieurs des groupes scolaires de la communauté. C'est à la fois un travail de fourmi, un travail de fond, mais un beau travail qui devrait permettre que tous les enfants de l'ensemble de ces communes bénéficient de parcours éducatifs ambitieux et pas uniquement d'activités occupationnelles si ce n'est de garderie améliorée.

Voici l'introduction d'un chapitre qui m'avait été demandé en 1995, pour un manuel de psychologie s'adressant aux futurs enseignants.

Je fais ce rappel, d'une part pour montrer qu'on donne l'impression en France de faire du sur-place, tant l'école a du mal à évoluer, mais aussi parce que cela me permet d'introduire la bibliographie épurée dont j'ai parlée précédemment, qui montre le travail de fourmi qui est le mien depuis maintenant plus de 30 ans et qui, parfois, me fait désespérer de l'importance de faire de la recherche avec le terrain : j'ai constamment l'impression de « recommencer » sans vraiment avancer !

« Comme beaucoup de «personnalités» ont pris plaisir à l'écrire régulièrement, la réforme des «rythmes scolaires», à l'instar du monstre du Loch Ness, est revenue périodiquement au premier plan de l'actualité.

Loin de nous l'idée de contester le fait qu'il y a urgence à modifier le système scolaire dans son fonctionnement temporel, afin de pouvoir tenir compte réellement des besoins et des possibilités de la majorité des enfants. Ce que nous contestons, c'est d'une part la terminologie-même de «rythmes scolaires» (le système scolaire n'a rien de «rythmé», aucun jour de classe ne se reproduit identique à lui-même, aucune semaine non plus, puisque le fondement de l'école est en principe d'amener l'enfant à progresser dans ses apprentissages) et d'autre part le fait que l'on puisse amalgamer rythmes scolaires et échec scolaire en oubliant de considérer que dans l'organisation des rythmes de vie de l'enfant, si l'école tient une place prépondérante, elle n'y est pas seule à jouer un rôle. Il nous semble fondamental que tous les partenaires éducatifs (parents, enseignants, médecins, psychologues, animateurs socio-culturels,...) engagés dans la prise en charge globale de l'enfant (qui n'est pas qu'un écolier) puissent en tenir compte et accepter les concertations - et

même les négociations - qui permettront que soient adaptés au mieux les rythmes de vie de l'élève en fonction de ses besoins propres.

C'est pourquoi il nous paraît à nous, en tant que chercheur dans le domaine, plus pertinent de se référer aux recherches menées en chronopsychologie, et de réfléchir en fonction des données ainsi recueillies, aux aménagements

INVITATIONS SPÉCIFIQUES ANDEV

LECONTE C. (1995) Rythmes de vie, rythmes scolaires et apprentissages, Table ronde (avec Testu) pour personnel de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et Sports et de la Jeunesse au Plein Air, Gif sur Yvette

LECONTE C. (1996) A propos d'une enquête sur la ville, concernant les perceptions des parents, des enfants, des enseignants, des intervenants municipaux des rythmes de vie et des rythmes à l'école, conférence d'information organisée par la municipalité, Gif sur Yvette (91)

LECONTE C. (2001) L'école à deux ans, les enjeux pour les collectivités, *Colloque National de l'Association Nationale des Directeurs de l'Éducation des Villes (ANDEV)*, l'Éducation dans les programmes électoraux des élections municipales de 2001, analyses et conséquences, Reims (51), Sept. 2001

LECONTE C. (2001) Semaine de 4 jours et Contrats Educatifs Locaux (CEL) : point de vue scientifique autour d'expériences, conférence-débat organisée par la *Direction de l'Éducation de la ville de Vaulx en Velin, Vaulx en Velin* (69), Nov. 2001

LECONTE C. (2002) Le point de vue du chercheur en chronopsychologie sur la mise en place des classes passerelle, *Congrès National de l'ANDEV* (Association Nationale des Directeurs d'Éducation des Villes), Roubaix (59), septembre 2002

LECONTE C. (2009) – Intervention lors de la journée d'échanges organisée à Lille – 28 janvier 2009

LECONTE C. (2011) – Rythmes scolaires et place du partenariat éducatif – Conférence pour le CNFPT et l'ANDEV – Reims, 12 et 13 mai 2011

LECONTE C. (2011) Conférence Table ronde sur les rythmes scolaires – Congrès national de l'ANDEV – Nîmes – 1^{er} et 2 décembre 2011

LECONTE C. (2012) – Propos autour de la pression scolaire – ANDEV- Reims – 30 mars 2012

LECONTE C. (2012) – À propos de la réforme des rythmes scolaires – Dunkerque – Conférence à la demande de Anne-Sophie Benoit

possibles à proposer pour l'adaptation de la vie scolaire dans son ensemble, mais aussi aux moyens de diffuser le plus largement possible - c'est-à-dire y compris auprès des intéressés eux-mêmes -, les conseils d'hygiène de vie à ne pas ignorer quand on a en charge des enfants et adolescents, quel que soit leur âge.

In Manuel de Psychologie à l'usage des enseignants, 1^{re} édition, 1995, Hachette éducation.

Yves Fournel

Président du RFVE de 2008 à 2014 et Vice-Président de 2002 à 2008



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

Mes premiers contacts avec l'ANDEV remontent à 2001/2002 au début de mon premier mandat d'adjoint au Maire de Lyon à l'éducation et l'enfance quand la ville a intégré le Réseau Français des villes éducatrices alors présidé par la ville de Rennes. L'ANDEV était un partenaire privilégié et apportait beaucoup à la réflexion.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

Le travail en commun de l'ANDEV et du RFVE, la participation aux journées de réflexion m'a permis de découvrir à la fois d'autres réalités et points de vue, de profiter d'expériences d'autres villes et donc de construire une démarche globale plus cohérente et plus riche mais ancrée dans les réalités locales, le concret.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

Elle m'a permis de mieux cerner les rôles respectifs et complémentaires des élus et des cadres des services, de croiser approches politiques et techniques. Le travail des deux réseaux a permis ces croisements avec la possibilité d'une réflexion partagée et d'une prise de recul sur le travail quotidien, sans enjeu de décision immédiate.

Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

L'ANDEV, par son nombre d'adhérents, sa couverture géographique, la diversité sociale et politique de ses membres, a une capacité à « faire remonter » du terrain des éléments de connaissance et

d'analyses significatifs et représentatifs. Il y a alors une confrontation possible du local et du national, un travail sur le sens commun, sur les valeurs, sur les évolutions à envisager.

Elle a contribué fortement à la lisibilité et la reconnaissance des politiques éducatives locales mais aussi à la formation et l'émergence des cadres éducatifs des villes. Et, par-là, elle a contribué à crédibiliser et légitimer ces politiques publiques locales, à leur émergence. L'ANDEV a accompagné un certain nombre d'innovations et d'expériences. Elle a contribué à l'élaboration d'une réflexion et de propositions sur les politiques éducatives locales.

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer

Je n'étais pas adhérent de l'ANDEV mais partenaire en tant qu' élu local de 2001 à 2014 et responsable du RFVE (vice-président jusqu'en 2008 puis président jusqu'en 2014). L'ANDEV a eu une antériorité dans l'analyse et la réflexion collective sur l'éducation par rapport aux élus locaux qui ont par la suite rattrapé leur retard avec la montée en charge du RFVE.

Je me rappelle de débats forts et vifs sur des sujets comme la reconnaissance par la loi des PEL, le SMA, la scolarisation des 2/3 ans, les rôles respectifs de l'Etat et des communes et donc les rapports agents communaux/enseignants, la place des parents ou sur le projet d'établissement public de coopération éducative (EPCE) pour donner un statut légal à l'école primaire et à la coopération éducative des acteurs. Aujourd'hui les deux réseaux peuvent confronter des points de vue structurés par l'expérience de toutes ces années.

L'élaboration longue et partagée de l'Appel de Bobigny et de ses propositions pour l'éducation et la jeunesse a sans doute été aussi un moment très fort pour tous les partenaires et individuellement pour nous tous et pour moi en particulier.

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

J'ai eu la chance de travailler à Lyon avec un responsable de l'ANDEV, Bernard Meyrand de 2002 à 2013. Nos échanges, nos débats permanents, locaux et nationaux ont été humainement très riches et exigeants sur le fond.

Je voudrais aussi citer Claudine Paillard de Rennes et ses collègues qui se sont succédés et qui, avec leurs adjoints à l'éducation, m'ont « initié » aux villes éducatrices et aux échanges internationaux dans le cadre de l'AIVE.

Eric Pateyron

Directeur de l'école Honoré de Balzac à Nanterre



Devenu directeur d'une école de Nanterre en 1998, c'est bien sûr avec Alain Bocquet que j'ai découvert l'ANDEV.

L'ANDEV est donc d'abord une longue histoire d'amitiés. Lors des nombreuses réunions auxquelles j'ai participé depuis 17 ans, j'ai toujours trouvé auprès de ses membres une rare qualité d'écoute et d'ouverture et tous les éléments d'un partenariat intelligent avec l'Éducation Nationale.

Depuis toutes ces années de nombreux moments agréables restent gravés dans ma mémoire.

Au-delà de la visite de la fabuleuse expo consacrée aux maîtres flamands à Lille (J'y suis retourné en famille le week-end suivant) ou de la visite nocturne du havre de Blaise Pascal lors du congrès de Guyancourt, les congrès ont toujours été des temps forts où la qualité des intervenants et des analyses a fait beaucoup avancer la réflexion collective et ma propre réflexion.

À l'ANDEV on ne tourne pas en rond et on n'y va pas par quatre chemins : le courage et l'honnêteté intellectuelle contrastent singulièrement avec la langue de bois ou l'eau tiède que l'on peut parfois rencontrer ailleurs.

J'y ai tissé des relations avec des cadres territoriaux et des IEN, évidemment les ex-nanterriennes Isabelle Souron, Emmanuelle Pievic, et de nombreuses personnes que je retrouve parfois pour des repas amicaux.

C'est aussi grâce à l'ANDEV que j'ai fait la connaissance de grands observateurs du système éducatif français qui, certes, inspirent et animent l'Éducation Nationale mais dont les idées ont parfois du mal à germer sur le terrain alors que chacun y trouverait avantage. Suite à ces rencontres, certains ont d'ailleurs accepté d'intervenir auprès des parents et des enseignants de ma propre école.

Convaincre ses pairs est un combat que l'on continuera à mener ensemble !

Pour réaliser cette Ecole bienveillante et efficace qui assume et réalise enfin les promesses de notre Démocratie et de notre République, je sais que je peux compter sur les partenaires de l'ANDEV et sur ses alliés et cela est très précieux.

Joyeux anniversaire et longue vie !

BERNARD MEYRAND

Vice-Président de l'Andev de 2008 à 2013

Ex-coordonnateur au PEL de Lyon



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

En 2001, j'étais à la ville de Lyon en charge du dispositif du RMI sur le premier arrondissement ; la victoire de Gérard Collomb m'a conduit à accepter la proposition du nouvel adjoint à l'éducation, Yves Fournel, de mettre en œuvre avec lui, le Projet Educatif de la ville de Lyon, au sein d'une nouvelle direction de l'Éducation. Le contact avec l'ANDEV s'est fait par l'intermédiaire d'une collègue de Vénissieux, qui m'a invité au congrès de Dijon : j'ai par la suite, intégré la Commission permanente avec Claudine Paillard comme présidente

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

La découverte du monde de l'éducation s'est faite tardivement dans ma carrière professionnelle, le poste de responsable du PEL de Lyon ayant été le dernier avant ma retraite. C'est donc comme généraliste modelé par des expériences multiples (travail social, centres sociaux, logement et habitat, politique de la ville...) que j'ai abordé cette question : l'ANDEV a constitué un puissant outil pour me plonger dans les enjeux du système éducatif, avec un abord très concret, pragmatique, critique, me permettant de prendre de la distance avec la commande politique, ou en tout cas, de lui donner un débouché opérationnel.

J'ai notamment le souvenir de la relation complexe avec l'éducation nationale, l'ANDEV me donnant les clés de base de la compétence éducation des collectivités territoriales.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ?

J'ai beaucoup appris au sein du collectif constitué par l'ANDEV, sachant que la représentation du métier n'a pas été immédiate; en effet, je n'étais pas directeur de l'Éducation, mais coordinateur du Projet Educatif Local, et l'ANDEV en dépit de son engagement permanent sur cette option stratégique a dû appréhender pas à pas les enjeux de ce profil de poste. Avec Pierre Chartier, Alain Thirel, puis Paul Monnoyer, nous avons fait vivre un collectif coordinateur PEL au sein de l'ANDEV et construit le référentiel de ce poste; les rencontres nationales des PEL de Brest ont facilité ce travail. On peut considérer que l'ANDEV a enrichi son expérience et son expertise, en articulant de façon cohérente la dimension direction de l'éducation et la démarche projet éducatif, devenu structurante dans la stratégie de l'ANDEV. Cette alchimie réussie, ne s'est pas produite par rapport aux coordinateurs de Réussite éducative, en dépit des patients efforts que nous avons faits pour essayer d'intégrer ce dispositif au sein des Projets Educatifs. C'était le cas à Lyon, ainsi que dans d'autres collectivités, mais je crois que nous n'avons pas su composer avec la culture dominante du travail social, qui était portée par nombre de professionnels qui ont animé la réussite éducative, et ne se sont pas retrouvés dans l'ANDEV.

Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

J'ai abordé le champ de l'éducation, comme un nouveau domaine qui a enrichi ma compréhension du champ du social dans notre société : l'ANDEV m'a permis d'aborder nombre d'expériences de terrain : rencontres avec d'autres collectivités, colloques avec participation à l'organisation, organisation d'ateliers dans les congrès de l'ANDEV, animation de formations de cadres de l'éducation, rencontres avec les chercheurs, monde de l'éducation populaire, éducation nationale...

Au regard de ces expériences multiples, s'est aiguisée pour moi, une curiosité intellectuelle et une envie de synthèse reliant les apports de la recherche, la pratique de terrain des collectivités, l'expérience pédagogique d'enseignants passionnés par leur métier, le monde de l'éducation populaire.

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer ?

La montée en puissance des projets éducatifs locaux, et en corollaire des métiers de coordinateurs PEL a donné lieu à de vifs débats au sein de l'ANDEV lorsque s'est posée la question de la reconnaissance des PEL/PEG dans la loi. Entre la volonté de conserver le principe de la libre administration et donc de garder la liberté de mettre

en œuvre ou non, et l'enjeu de construire sur l'ensemble du territoire des Projets Educatifs Locaux qui avaient fait leur preuve dans le développement de la coéducation, l'ANDEV a longtemps plaidé le premier point de vue, quitte à se retrouver en porte-à-faux avec ses partenaires au sein de l'appel de Bobigny. Je pense avoir contribué à ce que nous trouvions la bonne posture, à savoir que, chaque fois qu'un PEL existe, il devient le lieu institutionnel reconnu de la coordination des politiques éducatives sur son territoire, quel que soit le temps, scolaire, péri et extrascolaire.

Par ailleurs, je pense avoir contribué à ce que le socle commun de connaissances et de compétences issu de la loi de 2005, et centré au départ sur l'éducation nationale, devienne un élément structurant des objectifs de la communauté éducative dans son ensemble. L'ANDEV a adopté ce principe tout en veillant à ne pas tomber dans un scolaro-centrisme souvent dénoncé dans le monde de l'éducation.

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

L'appartenance au collectif dirigeant de l'ANDEV, à la commission permanente, en réseau régional Rhône-Alpes, et comme vice-président de l'ANDEV pendant quelques années a été l'occasion de rencontres avec des personnalités, engagées, chaleureuses, partageant des valeurs humaines universelles.

Deux présidentes, Claudine et Anne-Sophie, qui nous ont « tirés vers le haut », des hommes et des femmes avec qui j'ai partagé des moments très forts, l'amitié et l'affection sont les maîtres-mots de ce que je vis au sein de l'ANDEV.

A ce titre-là, ma motivation a été assez forte pour que je continue, en tant que retraité, mon action au sein de l'association, comme mon camarade et ami, Alain Bocquet. Je conseille néanmoins aux membres actifs, de garder une vigilance, qu'ils n'hésitent pas à me « virer » dès que mon apport à l'ANDEV deviendra portion congrue en dépit de l'amitié qu'ils (elles) me portent !

Ma maison deviendra alors (dans une belle région) un lieu de passage et de convivialité pour tou(te)s ces ami(e)s.

Nicolas DEBUCQUET

Secrétaire national de l'ANDEV

Directeur éducation - Ville de Cholet/Communauté d'agglomération



Mi-juillet 1999, j'ai été recruté en tant que chef du service scolaire à la Ville de Cholet. Ayant passé les douze années précédentes à l'Éducation nationale en tant qu'enseignant, cette prise de poste était un vrai challenge et une vraie découverte de la Fonction Publique Territoriale. Dès ma prise de poste, j'ai cherché des formations qui me permettraient de mieux cerner l'étendue de la fonction. Et on peut dire que j'ai eu de la chance, car un stage (que j'anime maintenant !) se déroulait au mois de novembre à Angers sur les missions d'un responsable de service éducation. Organisé par le CNFPT, et co-animé par Jean Marc Burban (directeur de l'Éducation de Nantes) et Hervé Bureau (directeur de l'Éducation de Saint Nazaire) au nom de l'ANDEV ont dévoilé les contours du métier mais surtout m'ont donné la possibilité de découvrir un réseau de professionnels prêts à aider les collègues.

Je ne sais pas le temps que j'ai gagné à leur contact mais, ce que je sais, c'est que grâce à eux, l'Éducation à Cholet a pu progresser plus vite.

C'est comme cela que je me suis retrouvé à mon premier congrès à Aurillac en 2000 avec les collègues du Grand Ouest et que je faisais la connaissance de notre charismatique et attachant Président Francis Oudot.

Un an plus tard, j'intégrais le bureau de l'ANDEV, que je n'ai plus quitté.

J'y ai fait de merveilleuses rencontres (avec une pensée toute particulière pour mon amie Ornella) et l'échange m'a permis d'ouvrir l'horizon, ce que l'on ne peut faire, de mon point de vue, seul derrière un bureau. Avec l'ANDEV, on ouvre le champ des possibles dans le domaine de l'Éducation, on ose regarder par la fenêtre, car qui pourrait me dire le contraire : l'Éducation est en perpétuelle évolution.

L'ANDEV a grandi en 25 ans mais s'attache à conserver ses valeurs, c'est ce qui fait qu'on la délaisse lorsque qu'on quitte pour des raisons professionnelles le champ de l'Éducation, mais l'amitié reste bien souvent présente, au travers de différents contacts.

Je profite de cette place qui m'ait laissée pour remercier tous les collègues de l'ANDEV et tous nos partenaires et amis qui nous accompagnent dans le chemin de la réussite éducative de l'enfant.

Jean-Luc Iffrig

Membre de la commission permanente de l'ANDEV



Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?

Ayant activement participé à différents réseaux professionnels au cours de ma carrière, j'ai cherché en septembre 2005 un contact avec les réseaux des directeurs de l'éducation en vue de ma prise de fonction dans cette thématique. Mon premier contact avec l'ANDEV a été le congrès à Aix en Provence. J'ai été surpris par la richesse des débats, la qualité des intervenants et le caractère convivial des relations entre les membres de l'association.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?

Très vite à la suite de rencontres au cours des congrès, le réseau local m'a apporté un réel soutien dans ma fonction au quotidien. Les contacts téléphoniques réguliers et les réunions locales m'ont fait bénéficier de l'expérience de mes collègues plus anciens dans la thématique. Des rencontres régulières à Dijon, Chalon sur Saône, Belfort ou Strasbourg m'ont permis de tisser des relations professionnelles amicales et une réelle entraide.

En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ; Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?

Par la suite mon engagement au sein de la CP de l'ANDEV a fait évoluer ma pratique professionnelle vers une prise de conscience que seul un partenariat large avec les nombreux intervenants dans le champ éducatif permet de mettre en œuvre des politiques éducatives ambitieuses.

Racontez-nous un événement marquant lié à l'ANDEV auquel vous avez pu contribuer

Le 1^{er} événement marquant a été pour moi mon premier congrès en 2005 où en l'espace de 3 jours j'ai pu me construire un réseau professionnel qui est très vite devenu un réseau amical.

Un autre événement marquant fort a été ma participation au nom de l'ANDEV aux groupes de travail réunis à Paris par le Ministère de l'Éducation Nationale dans le cadre de la refondation de l'école de la République. J'étais réellement porté par une sensation de participer au projet de transformation de l'école et par là même de la société.

Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

La rencontre au niveau des relations humaines fortes est celle de mon RDV fin 2005 (au cours des congés de Noël !) avec Jean Michel Grenier auprès duquel j'allais chercher un partage de sa forte expérience dans la thématique du management des actions éducatives d'une collectivité territoriale. Son accueil bienveillant et expert m'a marqué et caractérise les échanges au sein de l'ANDEV que j'ai pu vérifier par la suite.

L'action éducative en pratique



Dynamiser l'innovation éducative locale, organiser le travail des ATSEM dans les temps périscolaires,

utiliser la sectorisation comme outil de mixité sociale scolaire, articuler projet d'école et projet éducatif local, choisir le bon mode de gestion pour l'entretien des locaux scolaires, garantir qualité et sécurité dans le service de restauration scolaire, s'engager dans un programme de réussite éducative, etc. : autant de sujets que L'action éducative en pratique aborde de façon simple et opérationnelle.

150 fiches et outils pratiques, ce service documentaire apportera des réponses claires à chacune de vos interrogations :> Diriger un service municipal de l'éducation > Mettre en oeuvre le projet éducatif local > Financer les actions éducatives

Editions WEKA

L'abonnement comprend :

1. Le guide de référence
2. L'accès au site Internet des abonnées www.weka.fr
3. La lettre d'information hebdomadaire

Tarif : 415 € TTC

(hors frais de port 9 € TTC).

Tarif préférentiel à 353 €

pour les membres de l'ANDEV

Contactez WEKA au 01.53.35.16.16

Généraliser les PEDT

Outils pour la refondation de l'école



Auteur(s) : Claire Leconte, Janine Bouvat, Philippe Courtesseyre, Renaud Chiron

Le projet éducatif de territoire (PEDT), inscrit dans la loi à la différence des précédentes injonctions de coéducation, constitue-t-il le premier jalon d'une future décentralisation

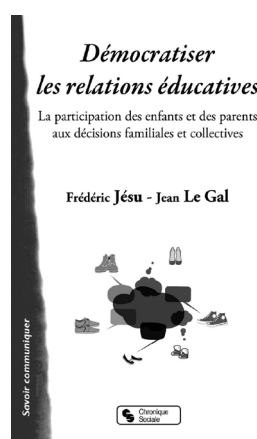
de l'action éducative ? Le premier acte d'un chan-

gement de modèle éducatif ? Les enjeux sont à la hauteur des ambitions de la communauté éducative. À partir de retours d'expérience, construit autour de quatre expertises et points de vue croisés, cet ouvrage constitue, pour l'ensemble des professionnels concernés, un appui pour appréhender le PEDT dans toute sa complexité, de son élaboration à son animation.

<http://www.territorial-editions.fr/category/actualite-des-editions/>

Tarif : à partir de 45 € TTC

Démocratiser les relations éducatives



Auteurs : Frédéric Jésus, Jean Le Gal

Editions : Chroniques Sociales

Date de parution : 20/11/2015

ISBN : 9782367171456

Prix : 17, 50 €

Le propos de cet ouvrage est centré sur la démocratisation des relations éducatives, et ceci en partant

de la personne, de la place et de la parole de l'enfant, tout d'abord au sein de sa famille puis, peu à peu, en dehors d'elle. Il ouvre, peu à peu et logiquement, cette première approche à la nécessaire prise en considération du rôle et de la participation des familles (parents et enfants) dans les institutions à vocation éducative, mais aussi dans les différentes circonstances où se discutent et se prennent des décisions publiques qui concernent l'éducation, familiale et extra-familiale, des enfants.

L'une des hypothèses centrales est en effet que de l'engagement des parents dans des logiques de participation démocratique dépend en grande partie la possibilité d'un engagement équivalent des enfants et des jeunes, selon leur âge et leur maturité, dans ou hors de leurs familles. Une hypothèse complémentaire est que les relations établies par les professionnels avec les parents sont susceptibles d'imprimer des marques profondes et durables sur les relations que ces mêmes parents entretiennent avec leurs enfants, ainsi d'ailleurs que sur les relations que les parents construisent entre eux (au sein et en dehors de la famille).

Le groupe scolaire Abdelmalek Sayad : Nicolas Favet Architectes

Auteur(s) : Valérie Thouard
Edition : Archibooks + Sautereau éditeur



Date de parution : 18/06/2015
ISBN : 978-2-35733-359-8

Nanterre. Alain Bocquet, l'un des pionniers de l'ANDEV, y fut en poste de 1970 à 2012. C'est à ce titre qu'il a répondu aux questions de Valérie Thouard, concernant la démarche de construction, par Nicolas Favet, de l'école Abdelmalek-Sayad, dernière-née de la ville. Qu'est-ce qui en fait une réussite ?

Que signifie construire une école ? Construire une école, mais quelle école ? Comment prendre en compte l'évolution du projet éducatif ? En quoi l'architecture peut-elle contribuer à cette nécessaire évolution ?

Quels éléments l'école Abdelmalek-Sayad apporte-t-elle dans ce sens ? Comment s'inscrit-elle dans la ville ? Quels sont les choix qui contribuent, en particulier, à ancrer l'école dans son contexte ? Ce bâtiment est-il exemplaire ?

N'hésitez pas à découvrir les réponses dans ce livre paru en juin.

Prix annoncé chez l'éditeur 12.90 €

Enseignement supérieur et recherche en France : une ambition d'excellence

MASCRET Anne - Études de la Documentation
française (les) - 07/2015 - n° 5410-11 - 164 pages,
14,80 € ou 9,99 € en format numérique



La publication du premier « classement de Shanghai », en 2003, a créé un véritable choc dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) français : on y apprenait en effet, avec une stupéfaction et une incrédulité mêlées, que seuls deux établissements hexagonaux figuraient dans le top 100 des « meilleures » universités

mondiales, dominé par les grandes universités de recherche anglo-saxonnes. Depuis lors, les gouvernements successifs se sont employés à promouvoir l'« excellence » au sein de l'ESR français, en vue de se doter d'établissements capables de participer à la compétition mondiale.

Cet objectif se traduit par une série de mesures concrètes allant de la réforme de la gouvernance des établissements d'enseignement supérieur à leur regroupement en vue d'atteindre une taille critique, en passant par le développement du financement compétitif de la recherche ou encore de la culture d'évaluation. L'ensemble de ces dispositifs est clairement décrit dans cet ouvrage très à jour qui intéressera les principaux concernés (enseignants-chercheurs, étudiants...) mais aussi les responsables politiques et économiques et tous ceux préoccupés par l'évolution de ce secteur fondamental pour l'avenir de la France.

La Communale

Édition de L'ANDEV
Ville de Dunkerque,
Direction de l'Enfance
et de la Jeunesse,
Résidence des 3 Ponts, BP 6537,
59386 DUNKERQUE Cedex 1
Tél : 03 28 26 26 60

Directrice de la publication
Anne-Sophie Benoit

Rédaction
ANDEV,
Résidence des 3 Ponts,
59386 DUNKERQUE

Comité de rédaction
Anne-Sophie BENOIT,
Nicolas DEBUCQUET,
Janine BOUVAT,
Thierry LEOUFFRE
et Paul MONNOYER

Maquette - Réalisation
Réseau Canopé

Imprimerie de Réseau Canopé
Téléport 1@4 BP 80158 86961
Futuroscope Cedex
ISSN en cours

Dépôt légal DÉCEMBRE 2015

